

Pourquoi le Québec votera Trudeau

Parce qu'aucun des problèmes qui occupent actuellement les Canadiens ne peut être résolu si, d'abord, en toute priorité, l'intégrité de la nation n'est pas assurée.

Actuellement nous assistons à une crise inquiétante de provincialisme aigu. L'autorité du gouvernement central est assaillie de toutes parts et c'est avec effroi qu'on voit tant d'hommes politiques prêts à la miner davantage. Les mécontentements régionaux s'expriment plus fort que les appels au bon sens, ce qui est secondaire étouffe ce qui est primordial. On cric partout que c'est le dilemme anglais-français qui est la cause de tous les maux quand, au fond, on assiste à la dégradation de la conscience nationale. Il est inimaginable qu'un pays aussi vaste, aussi riche, voie sa petite population de 23 millions de citoyens se déchirer dans des chicanes de village, se lamenter sans arrêt comme s'ils étaient les plus démunis de la terre. Ce pays est menacé d'éclatement et trop de Canadiens font les autruches, préférant faire valoir leurs insatisfactions d'enfants gâtés. Ils oublient les leçons de l'Histoire. La France, la Russie, la Chine, les Etats-Unis ont dû passer par des révolutions sanglantes pour mettre fin au cancer des régionalismes égoïstes, ces proliférations de cellules sociales qui détruisent l'équilibre de la

nation et la tiennent. Chacune de ces révolutions a mené à un gouvernement central plus fort. Les Canadiens sont-ils capables d'assez de sagesse et de lucidité pour protéger une formule politique, le fédéralisme sous une autorité centrale indiscutable qui protège les droits des provinces sans affaiblir son pouvoir, le fédéralisme qui, en 112 ans, a fait du Canada un grand pays? Sont-ils capables de faire cela avec intelligence, dans la paix?

La population du Québec démontre à ce sujet une maturité remarquable. En même temps qu'elle s'est donné un gouvernement nationaliste qui répond à ses aspirations profondes sans qu'elle partage pour cela ses prétentions à l'indépendance, elle se prépare à voter massivement pour le Parti libéral parce qu'il lui paraît le plus apte à unir le pays. Si, depuis 20 ans, les conservateurs n'ont pas réussi à s'implanter sérieusement au Québec, c'est qu'ils n'ont pas su convaincre nos citoyens qu'ils défendaient clairement l'option canadienne de l'Atlantique au Pacifique. Il est curieux de constater que les citoyens du Québec, qui souffrent actuellement d'un recul économique important, s'apprêtent à voter quand même pour M. Trudeau, quand celui-ci se voit contesté par ceux de l'Ontario et des provinces de l'Ouest qui, depuis 15 ans, connais-

sent une prospérité économique qui fait l'envie de tous les pays industrialisés.

Les citoyens du Québec, en votant pour l'unité nationale, sont-ils en train de prouver qu'ils sont les plus fidèles et les plus authentiques des Canadiens?

Nous avons observé le débat des chefs de parti à la télévision. M. Broadbent nous a touchés par sa sincérité et son angélisme social-démocrate; il n'a pas parlé de la crise majeure qui ébranle le pays, menacé de morcellement. Monsieur Clark, qui a plus d'habileté politique et de personnalité que les médias l'ont laissé entendre, nous a inquiétés par sa naïveté à croire que les premiers ministres des provinces négocieraient plus facilement avec lui qu'avec M. Trudeau. Le monsieur Clark que nous avons vu à la télé se ferait manger tout rond par M. Lévesque et son équipe. C'est pourquoi le PQ désire tellement l'élection de M. Clark. L'aspirant chef du pays nous a effrayés par son désir du pouvoir à n'importe quel prix, consternés par ses contradictions, par ses promesses de mesures irréalistes et inflationnistes, et par le peu de cas qu'il démontre pour l'intégrité du gouvernement central, qu'il semble prêt à négocier en échange de son élection. Espérons qu'il apprendra à devenir un homme d'Etat, et que son maquignonage

verbal sera un jour inspiré par une plus haute idée du pays qu'il désire diriger. Et avouons-le tout de suite, nous ne voulons pas d'un Premier ministre manipulé par une équipe dont il risque de devenir la marionnette.

Quant à M. Trudeau, il s'est confirmé tel qu'il est. Il n'a pas dérogé d'une virgule aux idées qu'il défend depuis onze ans. A la démagogie, il a répondu par la rigueur intellectuelle, par des faits indiscutables; à l'angélisme il a rétorqué par les réalités concrètes auxquelles fait face le Canada. Fort de l'expérience de onze ans de pouvoir, M. Trudeau a démontré, à propos de l'inflation, du chômage, de l'économie en général, que la performance du Canada était enviable, et que le terrain de l'économie, dont M. Clark se fait le champion, lui était beaucoup plus familier qu'à messieurs Clark et Broadbent. Nous avons déploré que M. Trudeau n'ait pas eu le temps de s'exprimer sur les sujets qui le préoccupent le plus, l'unité canadienne, ses concepts de la démocratie et sa politique de l'énergie. Nous aurions apprécié qu'il nous promette de rajouter son équipe et de lui insuffler une ardeur nouvelle. Il a dû composer, se retenir pour ne pas montrer son ennui, sa lassitude, sa moquerie pour les propos électoralistes dans lesquels on essayait de l'entraîner. Cela était quand même visible.

Il est clair que beaucoup de Canadiens sont agacés par cette hauteur d'esprit, par cette logique inoxydable, par cette constante supériorité, par cette recherche d'idées élevées pour notre pays et par cette apparente indifférence aux problèmes d'administration. Ce serait tellement plus reposant pour eux de retourner à des calculs plus terre à terre, plutôt que de se tracasser sur la démocratie, sur la justice, sur la liberté, plutôt qu'à écouter les nobles propos sur la fraternité dans un fédéralisme bénéfique pour tous les Canadiens.

Qu'importe les attitudes, le caractère, l'intellectualisme de M. Trudeau, qui ont maintes fois irrité les Canadiens. Ce qui nous intéresse et nous frappe, c'est qu'il est le seul chef politique actuel qui soit un homme d'Etat capable d'affronter la crise d'éclatement que nous traversons au Canada, la crise de médiocrité qui nous diminue déjà. Nous attendons des conservateurs depuis des années un tel chef, même de langue anglaise. Il serait bienvenu chez un Québec qui croit aussi à l'alternance.

C'est après la guerre, quand la paix fut revenue, que les Anglais battirent Winston Churchill aux élections.

L'Éditeur,
Roger Lemelin

la presse

LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE

MONTREAL,
MERCREDI 16 MAI 1979,
95e ANNÉE, no 114,
180 PAGES, 13 CAHIERS

25 CENTS

ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$1.75

MÉTÉO

Ensoleillé avec passages nuageux
Minimum: 14 Maximum: 20
Demain: Ensoleillé
Détails à la page A 2

le match

électoral
— pages A 15 à A 17



Du gaz...

Arborant à la Maurice Chevalier un chapeau à l'effigie de son ministre Len Marchand, le premier ministre Trudeau s'est moqué hier de son adversaire Joe Clark qui soutenait dimanche, au débat télévisé, que Péro-Canada n'a jamais découvert une goutte de pétrole. En tout cas, il y a du gaz dans l'air!

GALLUP

Si on en croit le plus récent sondage Gallup sur le sujet, la très grande majorité des électeurs (78 pour cent) sont intéressés à la campagne électorale et la participation au scrutin du 22 mai devrait être très grande.

édito

• Des mesures
sociales
sélectives

par Vincent PRINCE
— page A 4

sommaire

Arts et spectacles
— Informations: C 1 à C 8
— Horaires: C 7
Bandes dessinées: J 2
Décès, naissances, etc.: H 19
Économie: F 1 à F 8
Êtes-vous observateur?: H 10
Feuilleton
— «Un jardin de roses»: H 5
Horoscope: J 2
Le bridge: J 3
Le monde: A 12 à A 14
Les échecs: J 3
Loisirs et récréation: J 3
Médecine d'aujourd'hui: E 3
Mon œil sur Montréal: C 7
Mot mystère: J 2
Mots croisés: J 2
Page des lecteurs: A 5
Petites annonces: H 1 à H 18
Radio et télévision: C 8
Sports: D 1 à D 13
Vivre aujourd'hui: E 1 à E 8

Dans les îles de l'Arctique

Découverte de gaz

par Jean-Guy DUGUAY

La société Panarctic Oils Limited a annoncé hier la découverte d'un gisement «de trois à cinq» trillions de pieds cubes de gaz naturel dans les îles de l'Arctique. Le premier ministre Trudeau avait été plus conservateur dans ses estimations alors qu'il avait fait état, la veille à Kamloops en Colombie-Britannique, d'une découverte de «trois trillions de pieds cubes».

Le président de Petro-Canada,

partenaire de Panarctic et de la société pétrolière Impériale dans le consortium qui a fait cette importante découverte, M. Bill Hopper, a même avancé que cette formation géologique pourrait probablement contenir plus du double de la quantité mentionnée.

La plate-forme de forage installée sur une île artificielle de glace a permis d'établir à 8,1 millions de pieds cubes par jour la production potentielle d'un des puits.

Le gisement est situé à 40 kilomètres à l'ouest de l'île Lougheed, à 3,200 kilomètres au nord de Calgary.

Les coûts

Cette énorme quantité de gaz naturel suffirait à alimenter la population entière des provinces maritimes en combustible pendant dix ans... à condition toutefois de pouvoir l'y amener à des coûts raisonnables.

On se souviendra aussi, à titre d'exemple, que le projet pilote

de l'Arctique proposé l'hiver dernier par Péro-Canada de transporter du gaz de l'Arctique vers le Québec et les provinces de l'Atlantique, pourrait être rentabilisé en puisant à des réserves de 5,5 trillions de pieds cubes.

La découverte de gaz naturel la plus importante jamais faite précédemment au Canada, celle de Drake Point aussi dans l'Arctique, contenait 5,5 trillions de pieds cubes.

— voir GAZ en page A 6

Les Rangers cèdent 6-2

Le Canadien a la partie belle

Le Canadien a réellement ébranlé les Rangers de New York, hier soir au Forum, avec un triomphe facile de 6-2. Pourtant le Canadien et spécialement Ken Dryden avaient donné la frousse à leurs partisans en permettant aux jeunes New-Yorkais de prendre une avance rapide de 2-0. Dryden avait été appelé à la dernière minute à remplacer Michel Larocque, blessé par un tir de Doug Risebrough en pleine figure lors de la période de réchauffement. Un but chanceux d'Yvon Lambert a parti le bal pour le Canadien, Guy Lafleur nivelait le compte quelques instants plus tard... et c'en était fait des Rangers. La série est maintenant égale, 1-1, et se transporte à New York où le prochain match sera présenté demain soir.

— pages D 1 à D 5

Michel Larocque joue de malchance

par Réjean TREMBLAY

Pauvre Michel Larocque! Il s'était préparé comme jamais pour le match de sa vie.

Il gagnait le match d'hier à la place de Ken Dryden et la gloire de peut-être remporter la Coupe Stanley comme gardien régulier était à sa portée.

Tout était possible. Il avait la confiance de son entraîneur, des amateurs, des journalistes. La toute-puissante presse new-yor-

kaise attendait le premier de ses arrêts pour le consacrer.

Et la guigne s'en est mêlée... 11 minutes avant que l'arbitre Dave Newell ne mette la rondelle en jeu.

Il ne restait qu'une demi-minute à la période de réchauffement, Larocque se sentait bien. Bowman lui avait fait remettre la rondelle avant de sauter sur la patinoire à 7h20... 11 minutes

— voir LAROCQUE en page A 6



Dès la période de réchauffement, Michel Larocque a été blessé par un dur tir qui l'a atteint à la figure. Rod Langway l'aide ici à se relever.

Trop saoul pour être coupable

par Léopold LIZOTTE

Déclaré coupable, en cour criminelle, d'avoir volé une auto de \$5,000, en avril 1977, un jeune Lavallois, Raoul Cloutier, a finalement été acquitté par la Cour d'appel, hier, et ce à cause... de l'état d'ébriété à peu près totale dans lequel il se trouvait au moment de son «délit». La preuve avait démontré que quelques heures avant l'incident, il s'était rendu chez un ami avec lequel il s'était engagé dans une «compétition» pour le moins bizarre.

C'était à qui boirait le plus de bière dans le moins de temps.

Il appert que, lors de son départ, il avait ingurgité 24 ou 25 bouteilles, que tout était soudainement devenu «noir» pour lui, et qu'il s'était tout simplement «réveillé» à l'hôpital.

Entre-temps, il avait été impliqué dans un accident, avec la voiture qu'on l'accusait d'avoir volée. Plusieurs autres véhicules avaient été percutés par celle-ci, et il y avait même eu des blessés.

Les témoins qui le virent sur les lieux de l'accident ont confirmé le fait qu'il était totalement ivre, et qu'il avait peine à se tenir debout. En fait, un de ces témoins, l'ayant aidé à sortir de la voiture, l'appuya sur une

autre auto. Mais malgré cette précaution, l'appelant tomba par terre et se blessa.

En défense, l'accusé soutient qu'il était donc dans l'impossibilité de former l'intention spécifique nécessaire à celui qui commet un crime comme le vol. Les juges Paré, Lamer et Owen, tout en soulignant que l'on ne doit pas éprouver beaucoup de sympathie, en face de pareille conduite, font immédiatement remarquer que la prépondérance de la preuve était à l'effet que le jeune homme était bien ivre au point de ne pouvoir former

— voir JUGEMENT en page A 6

22
MAI

Libéraux: une côte à remonter

par Louis FALARDEAU

Les libéraux peuvent-ils encore gagner?

La question mérite d'être posée, à une semaine du scrutin, à la lumière des derniers sondages qui confirment les tendances révélées depuis un mois: les libéraux jouissent toujours d'une très forte avance au Québec mais ils viennent loin derrière les conservateurs dans toutes les autres régions du pays.

Les données portant sur l'intention de vote de tous les Canadiens et qui démontrent que les deux grands partis sont à peu près nez à nez — encore que les libéraux, légèrement en avance au début — sont, maintenant, tout aussi légèrement devancés — sont trompeuses.

C'est que la très grande force des libéraux au Québec compense pour leur faiblesse généralement moins grande dans les autres régions. Mais ce qui vaut pour le pourcentage des voix ne vaut pas pour le nombre de circonscriptions.

Que les libéraux passent de 55 à 65 p. 100 des voix au Québec pourrait ne leur valoir aucune circonscription de plus pour la bonne raison qu'ils les détiennent déjà presque toutes. Par contre, s'ils perdaient 10 p. 100 de leurs appuis en Ontario (et c'est le malheur que leurs présidents tous les sondages) ils pourraient se retrouver avec 15 ou 30 sièges en moins.

Regardons les chiffres. Avec les 45 p. 100 des voix qu'ils ont obtenues en 74, les libéraux auraient eu 63 sièges si la nouvelle carte électorale avait été en vigueur, alors que les 35 p. 100 des voix des conservateurs leur en auraient valu 25. Puisque les sondages prévoient que les pourcentages de voix seront inversés, on peut penser qu'il ne serait pas surprenant qu'il en soit de même pour ce qui est du nombre de sièges.

Alors, les libéraux peuvent-ils encore gagner?

Pour être majoritaire, un parti doit remporter 142 sièges. Mais s'il en obtient entre 125 et 130, il a de bonnes chances de former un gouvernement minoritaire. Demandons-nous donc si les libéraux peuvent espérer obtenir 125 sièges.

Les résultats de 74 appli-

— voir LIBÉRAUX en page A 6

Autour du salon bleu

Le ciel n'est plus bleu...

A la belle époque de l'Union nationale, sous Duplessis, il était bien connu que le ciel était bleu (lire unioniste) et l'enfer rouge libéral. Mieux curés, du haut de leur chaire, n'hésitaient d'ailleurs pas à emboîter le pas, derrière les organisateurs unionistes, pour inciter les électeurs à voter pour le ciel plutôt que l'enfer. A l'époque, tout le monde comprenait fort bien la signification d'un tel message. Mais les temps ont bien changé. Aujourd'hui, le ciel semble être devenu «rouge» et c'est l'enfer qui est péquiste. Les élections de 1973 et 1976 avaient déjà confirmé un tel état de choses, mais la récente campagne électorale de Jean-Talon l'a prouvé hors de tout doute, et ce, malgré la volte-face hautement électorale de la candidate péquiste Louise Beaudoin sur la question du maintien des écoles privées. Selon les organisateurs mêmes du Parti libéral, c'est en effet dans une proportion de 85 p.c. que l'électorat religieux du comté de Jean-Talon a voté en faveur du candidat Jean-Claude Rivest, ce qui s'est traduit par l'obtention d'environ 3.000 votes au candidat libéral dans cette circonscription où on compte au moins une cinquantaine de collèges privés, de presbytères, de foyers pour vieillards, etc. Et dire que l'Union nationale avait délégué un authentique curé, le député Michel Le Moignan, pour faire la cour à cet électorat qui ne semble plus avoir la même conception du ciel et de l'enfer. Duplessis s'est sans doute retourné dans sa tombe en entendant les résultats de Jean-Talon.

Michaud à Paris: c'est pas encore fait...

Yves Michaud sera-t-il, oui ou non, nommé à la direction de la délégation générale du Québec à

Paris? Dans la Vieille Capitale, à l'Assemblée nationale et autour de l'Assemblée nationale, dans les bars et les restaurants huppés de la Grande-Allée, là où se réunissent avec régularité tout le «gratin» de la politique québécoise, c'est devenu la question de l'heure, le sujet sur lequel on se passionne presque autant que la série finale de la coupe Stanley. Il faut dire que les très sérieux ministres, députés et hauts fonctionnaires ne détestent pas, à l'occasion, remplir leurs discussions de fin de soirée de ce genre d'histoires «savoureuses» qui naissent entre la simple rumeur et la plus pure vérité. Les données de l'histoire commencent à être connues: grand ami du premier ministre Lévesque, Yves Michaud aimerait bien obtenir le poste. Par contre, M. Michaud ne s'est pas fait que des amis au cours de sa carrière politique, ce qui veut dire qu'il sera difficile d'obtenir l'unanimité du Conseil des ministres sur cette nomination qui serait perçue comme hautement «politique». Autre donnée du problème: Jean Deschamps, l'actuel délégué général à Paris, pourrait-il devenir le nouveau PDG de Sidbec en remplacement du «démisionnaire» Jean-Paul Gignac? Au bureau du premier ministre, on ne parvient pas à dissimuler que cette histoire commence à être hautement «agaçante». Evidemment, le fait que les journaux en aient parlé «prématurément», alors même que le premier ministre se trouvait à Paris en voyage de noces, n'a fait qu'empirer les choses aux yeux des membres du gouvernement qui ne souhaitent pas qu'une telle publicité entoure l'affaire. Pour l'instant, la consigne officielle au bureau du premier ministre est de dire aux journalistes que rien n'est encore décidé, que la double rumeur



Le ministre Guy Joron a tenu à apporter des précisions sur une manchette du journal LA PRESSE.

concernant aussi bien M. Michaud à Paris que M. Deschamps à Sidbec a certes un bon fond de vérité, mais qu'aucune décision en ce sens ne saurait être prise avant plusieurs mois encore, peut-être même pas avant l'automne. En attendant, on espère que, le temps passant, l'histoire fera moins de bruit quand elle se produira vraiment.

La police et les syndicats

Est-ce une psychose ou le fruit d'une crainte justifiée, mais toujours est-il que les syndicats, suite aux récentes informations voulant qu'ils soient infiltrés par la police et malgré les paroles rassurantes du ministre péquiste de la Justice, M. Marc-André Bédard, ne semblent plus vouloir prendre de chances. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, qui n'est pourtant pas reconnu pour ses sympathies marxistes, a donc décidé de faire les choses en grand. Ainsi, pour pénétrer à l'intérieur du Petit Collège de Québec, où se tient ces jours-ci son congrès, le syndicat a décidé d'obliger tous les délégués, observateurs et journalistes à faire prendre leur

Crédits des Affaires sociales

Contre le bon sens

— Claude Forget

QUÉBEC (PC) — Le ministère des Affaires sociales, tout comme celui de l'Éducation, ne prévoit aucune somme pour l'accroissement des dépenses non salariales et refuse toute indexation des coûts autres que les salaires.

C'est ce qu'a affirmé hier le député libéral de Saint-Laurent, M. Claude Forget, devant la commission parlementaire qui étudie les crédits du ministère des Affaires sociales. Lui-même ancien ministre des Affaires sociales dans le gouvernement Bourassa, M. Forget a affirmé qu'aucune indexation des dépenses non salariales n'avait été faite dans ce ministère depuis deux ans.

«C'est une politique qui n'est pas propre au ministre des Affaires sociales. Le ministère de l'Éducation fait exactement la même chose face à son réseau. On présume, contre le bon sens, que le prix du chauffage, de l'alimentation et des autres fournitures matérielles dont ont besoin les immenses réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation n'a subi aucune augmentation depuis trois ans.»

Cette position «choque le sens commun», a dit M. Forget, surtout quand on l'applique à des centres hospitaliers qui ont des budgets balancés.

«On leur dit: Quant à vous, c'est la même règle que les autres. On présume, sans avoir aucune justification, bien sûr, pour le faire, que vos fournitures, votre huile à chauffage, etc... ça ne vous coûte pas plus cher cette année que l'an dernier.»

Les règles comme celle-là ne sont pas de nature à encourager une bonne administration et entraînent l'absence de collaboration de la part des gestionnaires.

La semaine dernière, devant la commission parlementaire qui étudie les crédits du ministère de l'Éducation, le député libéral de l'Acadie Mme Thérèse Lavoie-Roux avait dénoncé la même situation qui se poursuivait, a-t-elle dit, depuis quatre ans dans ce ministère.

«Je pense que dans une administration publique, on peut, pendant une année, peut-être deux, se permettre ceci pour essayer de rationaliser, de resserrer, parfois, les tendances de la Fonction publique ou parapublique à prendre beaucoup de place, mais je pense qu'on ne peut pas le faire indéfiniment», avait dit Mme Lavoie-Roux.

photographie et à se promener avec une carte d'identité épinglée à leur poitrine arborant la même photo, en couleurs s'il vous plaît. De mémoire du chroniqueur syndical à LA PRESSE, Pierre Vennat, jamais pareille pratique ne s'était encore vue au cours d'un congrès syndical, que ce soit à la CSN, à la FTQ, à la CSD ou à la CEQ.

«Un titre abusif»

Le ministre délégué à l'Énergie, M. Guy Joron, considère «abusif» la manchette d'hier du journal LA PRESSE, manchette qui était: «Québec et l'isolement des maisons: un programme improvisé». Dans son article, le journaliste de LA PRESSE indiquait que «le programme québécois a été lancé à la hâte, prématurément peut-être, sans que l'infrastructure soit en place et sans grands préparatifs». Selon le ministre, le programme québécois, loin d'être improvisé, a été le fruit de «plusieurs mois de mûrissement et de réflexion». Cependant, M. Joron a admis que son programme avait connu, au départ, une période de rodage, d'entraînement du personnel «qui a fait que les choses ont été lentes au départ, c'est indiscutable». A son avis, tout va maintenant très bien. Parallèlement, M. Joron a tenu à mettre en évidence un autre aspect de l'article de LA PRESSE selon lequel la coexistence de deux programmes, l'un provincial et l'autre fédéral, n'aidait pas les choses. A son avis, cela est tout à fait vrai dans la mesure où «ça introduit auprès de la clientèle une confusion certaine».

Pierre-Paul GAGNÉ

LES ENCEINTES ACOUSTIQUES

KOSS

le son le plus vrai

Il n'y a qu'un mot pour décrire la nouvelle enceinte Koss: fantastique! Aucune autre enceinte ne peut rivaliser avec sa gamme de réponse étendue, sa grande efficacité et son taux de distortion incroyablement réduit et ce, peu importe la dimension ou le prix des enceintes.

Venez les écouter.

ROSEMONT ELECTRONIQUE

5916, rue Belanger (pres de la rue Lacordaire) — 256-7571

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum: 14 Maximum: 20
Devenant ensoleillé avec passages nuageux

DEMAIN

Ensoleillé

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	10	Ciel variable	Ensoleillé
Outaouais	—	17	Ensol. pass. nuageux	Ensoleillé
Laurentides	—	17	Ensol. pass. nuageux	Ensoleillé
Cantons de l'Est	—	17	Quelques averse	Ensoleillé
Mauricie	—	17	Quelques averse	Ensoleillé
Québec	—	15	Possibilité d'averses	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	—	17	Quelques averse	Ensoleillé
Rimouski	—	15	Ciel variable	Dégagement
Gaspésie	—	15	Possibilité d'averses	Dégagement
Bas-Caraïbe	—	15	Possibilité d'averses	Dégagement
Sept-Îles	—	15	Possibilité d'averses	Dégagement

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Victoria	11	18
Alberta	Averse	Edmonton	5	18
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	5	22
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	-3	16
Ontario	Ensoleillé	Toronto	11	15
Nouveau-Brunswick	Averse	Fredericton	12	17
Nouvelle-Écosse	Averse	Halifax	9	13
Île-du-Prince-Édouard	Averse	Charlottetown	11	18
Terre-Neuve	Averse	Saint-Jean	8	13

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	13	21	Chicago	8	19	Nlle-Orléans	14	29
Washington	12	26	San Francisco	11	16	Miami	23	29
Boston	15	16						

vers les capitales

Amsterdam	14	Londres	25	Stockholm	—
Athènes	20	Le Caire	—	Sydney	—
Berlin	25	Lisbonne	—	Tokyo	15
Bruxelles	25	Madrid	26	Tunis	—
Casablanca	—	Moscou	24	Vienne	21
Genève	—	Paris	25	Varsovie	—
Hong Kong	22	Rome	23		

vers les plages

Acapulco	27	34	Bermudes	20	24	Nassau	23	30
Mexico	14	27	Barbade	23	31	Rio de Janeiro	23	33

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 700, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400» Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON À DOMICILE: lundi au samedi	\$1.75
Lundi au vendredi	\$1.25
Samedi seulement	0.75

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE

	Nombre de semaines		
par courrier: Canada	13	26	52
Lundi au samedi	\$37.00	\$74.00	\$148.00
Lundi au vendredi	\$24.00	\$48.00	\$96.00
Samedi seulement	\$13.00	\$26.00	\$52.00

ÉTATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS

	Nombre de semaines		
par courrier :	13	26	52
Lundi au samedi	\$55.25	\$110.50	\$221.00
Lundi au vendredi	\$34.45	\$68.90	\$137.80
Samedi seulement	\$20.80	\$41.60	\$83.20

INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
REDACTION	285-7070
EDITORIAL	285-7030
PROMOTION	285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383

PETITES ANNONCES (annonces classées)

Commandes	285-7111
du lundi au vendredi 9h à 17h	
Pour changer ou annuler	285-7205
du lundi au vendredi 9h à 16h30	

GRANDES ANNONCES

Détailants	285-7202
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Carrières et professions, nominations	285-7320

COMPTABILITÉ

Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901
Pour tout genre d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 8h à 19h30 (Samedi: 8h à 16h)	285-6911

Clovis crée l'ambiance

charme rustique

Modèle 3131 - 14

Dim.: 18"

Pour ampoules: 150 watts

Longueur totale: 42"

Fini: Cuivre antique

PRIX CLOVIS \$34.95

VALEUR INSURPASSABLE
Quantité limitée

Lampes Sussex en aluminium coulé

laqué noir mat avec vitres ambrées à motifs en losange. Style anglais de la période élégante.

Choix de modèles: applique (SN-6525); sur poteau (SN-6535); suspension (SN-6555). (Ampoules et poteau moyennant supplément.)

PRIX CLOVIS \$21.95 ch.

Fournaise ELECTRIQUE

KALOR SANS TUYAU

— Entièrement automatique plus une chaleur rapide

* pas de problème de livraison d'huile
* pas de problème de cheminée

Modèle	Volts	Watts	Amps	BTU/HR
K6	120/240	6,000	24	20478
K9	120/240	9,000	37.5	30717

Hauteur 31", largeur 24", profondeur 12"

MIAMI CAREY

DEPOSITAIRE AUTORISÉ

Pièces de remplacement des ventilateurs Miami Carey: FILTRE, MOTEUR, HELICE, COMMUTATEUR, VITRE ETC

CLOVIS L.T.E.E.

6924, rue Saint-Hubert 276-2621
1126 est, ave du Mont-Royal 527-1261
5001, rue Wellington 766-4333

L'enquête de Labelle fixée au 10 juillet

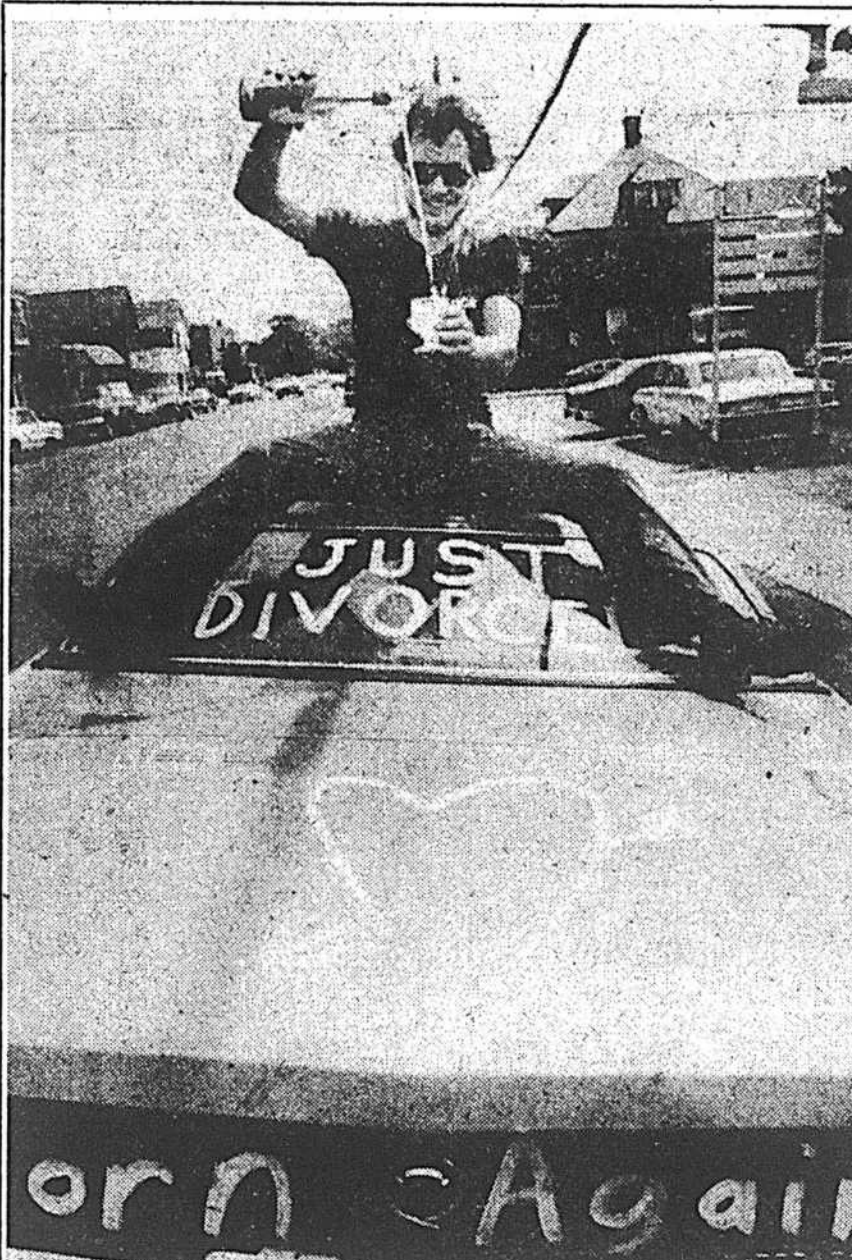
OTTAWA (d'après PC) — L'enquête préliminaire de Richard Labelle, l'homme arrêté en rapport avec le vol postal de \$3.5 millions au bureau de poste d'Alta Vista, à Ottawa, a été fixée hier au 10 juillet, alors que le prévenu passait à Montréal en Cour provinciale.

Le jeune homme de 26 ans demeure en liberté provisoire sous un cautionnement de \$25,000 que lui a fourni un oncle qui a déjà gagné à la loterie.

Labelle avait déjà été arrêté par la police de Fort Lauderdale pour avoir échangé des chèques de voyageurs provenant présumément du vol d'Ottawa; puis la police de la Floride l'avait laissé en liberté sous un cautionnement de mille dollars.

Il prenait alors l'avion pour Montréal mais, suivi par la police américaine, celle-ci prévint la police canadienne de l'arrivée en avion de Labelle, et il était arrêté à sa descente à Mirabel.

Seize chèques de voyageurs de l'American Express ont été retracés par la police en Floride, chèques provenant du vol postal de la capitale fédérale canadienne. Non seulement avait-il alors volé 2.5 millions de dollars en chèques de voyageurs, mais un autre million en argent, en bijoux, en timbres et en espèces rares de monnaie.



Un divorcé heureux

Les divorces comme les mariages se célèbrent au champagne. Chick Kubisz, un propriétaire de station-service de Trenton, New Jersey, s'en donne à cœur joie. Depuis que son divorce a été prononcé, il ne cesse de célébrer l'événement et a même décoré sa voiture pour l'occasion. Il n'a pas dû écoper d'une pension alimentaire trop forte...

téléphotos UPI

Boycottage de la soirée des élections

Télé métropole accusée par ses journalistes de pirater Radio-Canada

par Laval LE BORGNE

«Celui qu'on aime toujours» est un «pirate qui fraude le public et Radio-Canada.»

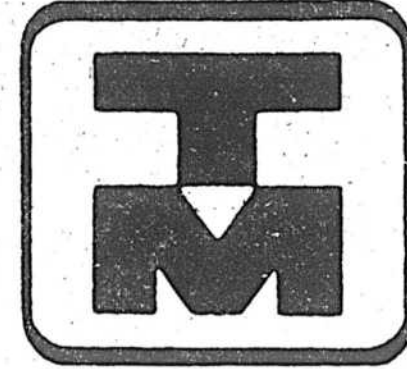
C'est l'accusation qu'a portée hier le syndicat des journalistes du canal 10, Télé métropole, au cours d'une conférence de presse convoquée pour expliquer pourquoi les journalistes de ce poste du réseau TVA n'ont pas l'intention de participer à l'émission spéciale consacrée aux élections fédérales du 22 mai prochain.

Sous le thème «l'information au service du profit et non pas au service du public», le syndicat a accusé hier la direction de Télé métropole:

1) d'avoir utilisé frauduleusement des résultats électoraux que Radio-Canada transmettait en direct à l'occasion des élections partielles d'Argenteuil et de Jean-Talon, le 30 avril dernier;

2) d'avoir utilisé la transmission entre Ottawa et Montréal de l'enregistrement de la conférence de presse qu'a fait Radio-Canada de l'annonce des élections fédérales par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau et de l'avoir diffusé avant même que ne le fasse son «propriétaire», Radio-Canada;

3) d'avoir «piraté» l'entrevue du député Roch LaSalle, enregistrée par Radio-Canada lors de l'expulsion de la Chambre des communes de ce dernier, le 16 mai 1978, lors de sa diffusion aux nouvelles de la société d'Etat;



4) d'avoir emprunté «de la même manière» les résultats du scrutin lors des soirées d'élections de 1972, 73, 74 et 1976.

Pour ces raisons-là, entre autres, les journalistes syndiqués du Canal 10 demandent aussi aux collaborateurs de prestige approchés par la direction, de boycotter l'émission spéciale que prépare le réseau TVA pour les élections fédérales.

Jean-Paul Lallier, ex-ministre libéral du gouvernement Bourassa, Solange Chaput-Roland, ex-membre de la commission Pépin-Robarts et animatrice à Télé métropole, Normand Girard, commentateur politique du Journal de Montréal, Lise Bissonnette et Michel Roy, du quotidien Le Devoir, Yvan Guay, Jean-Guy Dubuc, Vincent Prince et Marc Laurendeau, de LA PRESSE, et Pierre Pascau, de CKLM, sont parmi les personnalités qui au-

raient été approchées par TM et que le syndicat invite à participer à son boycottage de l'émission.

L'Union des artistes

Le syndicat des journalistes accuse aussi Télé métropole d'avoir volontairement accordé à l'Union des artistes juridiction exclusive sur les émissions d'affaires publiques telles «Regards sur le monde» et «Gros plan sur l'actualité», obligeant ainsi ces journalistes syndiqués à se retirer de ces émissions, ou à signer un permis de l'Union des artistes, reconnaissant qu'ils n'ont rien à voir avec ce genre d'émission.

«L'information à TM: la bicyclette dans une écurie de Cadillac», lance le syndicat dans une charge où il rappelle que TM a déclaré des profits de plus de \$5 millions pour les six premiers mois de l'année et de quelque \$800,000, entre septembre 1977 et mai 1978, pour le service d'information seulement.

Parlant des nombreux cas où TM aurait utilisé du matériel appartenant à Radio-Canada, M. Michel Surprenant, président du syndicat de 20 membres affilié à la CSN, a déclaré qu'il trouvait «pour le moins scandaleux qu'une entreprise publique, subventionnée par les contribuables, se trouve à augmenter à son insu les profits déjà substantiels de TM».

SANDWICHES ASSORTIS POUR VOS RECEPTIONS DE BUREAU OU A LA MAISON



Nous vous fournissons de délicieux hors-d'œuvre chauds et froids, canapés, bouchées, plateaux de cèleri et olives, plateaux de fromage, plateaux de viande. A des prix raisonnables.

**48 SANDWICHES
COCKTAIL 550**
FRAIS DU JOUR la bte



Nous livrons partout à Montréal
844-3901

PEGROID'S
4075, rue Saint-Denis

Les billets gratuits de Loto-tourisme en cour

Faut-il trois inscriptions différentes se lisant «Billet gratuit», sur les billets de Loto-tourisme, pour qu'un acheteur obtienne effectivement un tel billet com-

plémentaire de son concessionnaire?

Cette question d'interprétation ou... de langue, c'est la Cour des petites créances qui sera bientôt appelée à la débattre.

Hier même, en effet, un fonctionnaire provincial, M. Georges Auger, s'est adressé à ce tribunal pour réclamer du Procureur général de la province, représentant tous les organismes gouvernementaux la somme de \$4.

A deux reprises, au cours des derniers jours, il avait acheté des billets de Loto-tourisme.

Dans le premier cas, celui qu'il s'était procuré portait une seule mention de billet gratuit.

A la seconde occasion, il y en avait trois.

La première fois, on lui refusa ce qu'il se croyait en droit d'exiger: soit un autre billet sans avoir à payer.

La deuxième fois, on lui offrit un seul de ces billets, mais il en voulait trois. Cette fois, c'est lui qui refusa.

Il appert que les concessionnaires auraient reçu comme consigne d'agir ainsi, les sommes offertes en prix n'étant elles-mêmes versées que lorsqu'elles se retrouvent, identiques, dans trois cases différentes.

Mais M. Auger, qui partage visiblement l'opinion de notre chroniqueur, Pierre Beaudry, soutient que le règlement explicite qui s'applique aux prix en argent n'est aucunement «clair» pour l'attribution des simples billets gratuits.

En plus des \$4 dont il se sent injustement frustré, il demande également qu'on lui rembourse le billet de \$5 qu'il a dû verser pour inscrire sa réclamation en cour.

Le Temple du peuple pourrait frapper

WASHINGTON (d'après UPI) — Des enquêteurs du Congrès américain ont affirmé hier qu'ils n'écartaient pas la possibilité qu'existe quelque part aux États-Unis une «secouade de la mort» de la secte du Temple du peuple qui tente d'abattre des personnalités du pays dans le but de se conformer aux dernières volontés du défunt Jim Jones.

Ces enquêteurs ont ajouté qu'après six mois de recherches et d'enquête à la suite de l'assassinat du représentant Leo Ryan, en Guyana, ils pensaient qu'une liste noire de leaders politiques américains existait chez des légataires de la pensée de Jones.

JOEFELLER ÉCONOMISEZ 20% SUR TOUS LES T-SHIRTS

LA VENTE DE MAI SE POURSUIT...



\$7.99
et plus
Le stock complet de T-shirts d'une valeur allant jusqu'à \$17.95 maintenant réduit à \$7.99.

4 magasins sensationnels: Centre ville Place Ville-Marie (accès par la rue Cathcart • Centre d'achats Cavendish • Centre d'achats St-Martin • Sherbrooke, Qué. • Carrefour de l'Estrie.

Service complet après vente

• Entreposage • Réparation • Remodelage



George Pouliot
fourrures inc.,
manufacturier

4435, RUE DE LA ROCHE 527-8664

Assurance universelle 12 mois — Cueillette gratuite



COLONIE DE VACANCES
pour garçons de 8 à 15 ans
et pour filles de 9 à 13 ans.

Du 23 juin au 18 août 79
Secrétariat (514) 625-4551
Frais d'interurbain acceptés.

LA VIE EN PLEIN AIR

accréditée par l'Association des camps du Québec

Cœur-Joie

FANTASIE PRINTANIERE

Superbes souliers tout cuir de fabrication canadienne.
Style Chanel.
Disponibles en combinée



Disponibles en combinée cuir vison et taupé, cuir de veau noir et verni.
Choix de grandeurs: 2 A et B

\$49.95

NOUS AVONS ÉGALEMENT EN MAGASIN UNE SUPERBE COLLECTION DE SACS À MAIN ASSORTIS AUX CHAUSSURES.

PERSONNEL COMPÉTENT ET BILINGUE POUR VOUS SERVIR



Giroux & Des Lauriers

6914, rue Saint-Hubert
273-2813
STATION JEAN-TALON

1500 est, rue Mont-Royal
521-3164
STATION MONT-ROYAL

4029, rue Ontario
521-9414
STATION PIE-IX

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN BISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Pour des mesures sociales sélectives

Le Conseil canadien du développement social (CCDS) estime que nos politiques sociales devraient s'appliquer de façon plus sélective si nous voulons réduire davantage l'écart entre les riches et les pauvres.

Il recommande, par exemple, qu'on ne verse plus d'allocations familiales ni de pensions de vieillesse aux familles dont le revenu annuel dépasse \$21,000. Ainsi, dit-il, on pourrait économiser environ \$750,000,000, ce qui nous permettrait d'aider davantage ceux qui en ont réellement besoin.

Le CCDS établit qu'une famille de quatre personnes (2 adultes et 2 enfants) avait besoin, en 1978, d'un montant annuel de \$10,605 pour vivre décemment, c'est-à-dire en deçà du seuil de la pauvreté. Or, un cinquième de la population n'atteignait même pas ce seuil.

Evidemment, cette notion de pauvreté sera toujours relative. Ce n'est pas comme la misère qui peut s'apprécier dans l'absolu. On est pauvre par rapport à d'autres qui ont plus que nous ou, encore, par rapport aux commodités courantes qu'on peut ou non se procurer.

La preuve qu'il s'agit d'un concept assez flou, c'est qu'on ne s'entend pas nécessairement quand il s'agit de déterminer les services qu'une famille ou un individu doivent pouvoir s'accor-

der pour n'être pas considérés comme pauvres. La télévision-couleur, le lave-vaisselle, l'auto, les soirées au cinéma ou au théâtre font-ils partie des choses essentielles de la vie? Certains vont beaucoup plus loin que d'autres à ce chapitre.

Mais, peu importe qu'on s'accorde ou non là-dessus, rares sont ceux qui ne sont pas sensibles au fait qu'une catégorie de citoyens soit considérablement défavorisée par rapport aux autres. Sans rêver d'un égalitarisme utopique, on souhaite généralement que se réalise une plus généreuse redistribution de la richesse collective.

Alors, faut-il remettre en cause nos diverses mesures sociales à caractère universel?

La suggestion du CCDS, même si elle s'inspire d'un courant de pensée qui a cours en divers milieux à travers le monde, suscitera sûrement de sérieuses réserves chez nous. Plusieurs reprendront des arguments bien connus. Si vous faites dépendre certaines allocations de la situation financière d'une personne, vous incitez celle-ci à tricher, c'est-à-dire à cacher des revenus. De toute façon, on ouvre ainsi la porte à des enquêtes sans fin qui exigeraient une armée d'inspecteurs-fonctionnaires. Et ces enquê-

tes, à leur tour, indisposent gravement ceux qui en sont l'objet.

Au surplus, dans le cas par exemple de la pension de vieillesse, on vous dira qu'un citoyen qu'on a cotisé toute sa vie en vue de la lui verser à son 65^e anniversaire de naissance, a acquis un droit strict à cette «largesse» de l'Etat.

On a l'habitude de dire aussi que le type d'impôt progressif qui est le nôtre permet au gouvernement de récupérer une bonne partie des allocations qu'il se trouve ainsi à verser à ceux qui n'en ont pas vraiment besoin.

Le CCDS est sans doute parfaitement au courant de ces arguments. S'il propose d'abandonner partiellement le caractère universel de nos politiques actuelles, c'est qu'il constate tout simplement qu'en dépit des millions que nous n'avons cessé de verser en allocations de toutes sortes, la proportion de nos pauvres n'en a pas été réduite pour autant.

Il faut bien admettre qu'il y a là de quoi provoquer la réflexion. Et il serait sûrement sage de ne pas écarter sa recommandation sans au moins l'avoir étudiée sérieusement au préalable.

Il est peut-être possible, en effet, d'adopter une formule sélective qui ne donne pas lieu aux

inconvenients graves signalés plus haut. Elle pourrait, par exemple, être basée sur les rapports d'impôt de l'année précédente. L'Etat disposerait des données dont il a besoin sans recourir à une nuée d'enquêteurs. Il n'est pas impossible également que l'adoption éventuelle d'un programme général de revenu minimum garanti vienne faciliter la mise en place de la solution proposée par le CCDS.

Evidemment, même en supposant qu'on puisse en arriver là, le mieux qu'on puisse espérer c'est qu'on aurait quelque peu amélioré la situation. La solution radicale ne saurait résider que dans un redressement profond de la conjoncture économique.

C'est la vigueur de son économie, en effet, qui permet à une société de prélever sur les revenus des uns pour aider les autres. Quand le chômage est élevé, comme c'est le cas présentement au Canada, le montant de la cagnotte qu'on peut se partager n'autorise pas toutes les générosités souhaitées.

Et il reste, enfin, à convaincre la classe moyenne des travailleurs, celle qui paie la majeure partie des impôts, qu'elle devrait accepter d'être cotisée davantage.

Vincent PRINCE

bloc-notes

Le choix d'une annexion

Si Pointe-aux-Trembles s'intégrait à la grande ville de Montréal, il semble qu'au moins 2,200 personnes, qui ont signé une pétition en ce sens, s'en réjouiraient. Mais ces personnes ne peuvent décider du sort de leur ville. Et le maire de Montréal, qui a reçu la pétition et une cinquantaine de citoyens délégués, ne peut sûrement pas prêter une oreille trop hâtive à une telle demande.

Pointe-aux-Trembles connaît de sérieux problèmes depuis quelque temps. L'enquête publique qui se tient présentement pour faire la lumière sur l'administration du maire Bernard Benoit inquiète déjà beaucoup de personnes. Elles se rendent compte, probablement, qu'une petite ville peut parfois connaître des situations politiques embêtantes.

Mais aussi, elles savent que la situation financière de la ville a évolué de façon négative: les augmentations de taxes ont fait de Pointe-aux-Trembles une ville où il coûte cher de vivre. Il deviendrait donc avantageux de s'annexer à Montréal.

Disons tout de suite qu'aucune pétition ne peut décider du sort d'une ville. Même si le nombre de signataires est assez élevé, il ne représente finalement que cinq pour cent de la population de la ville. Mais il signifie clairement que tous les citoyens devraient se poser la question.

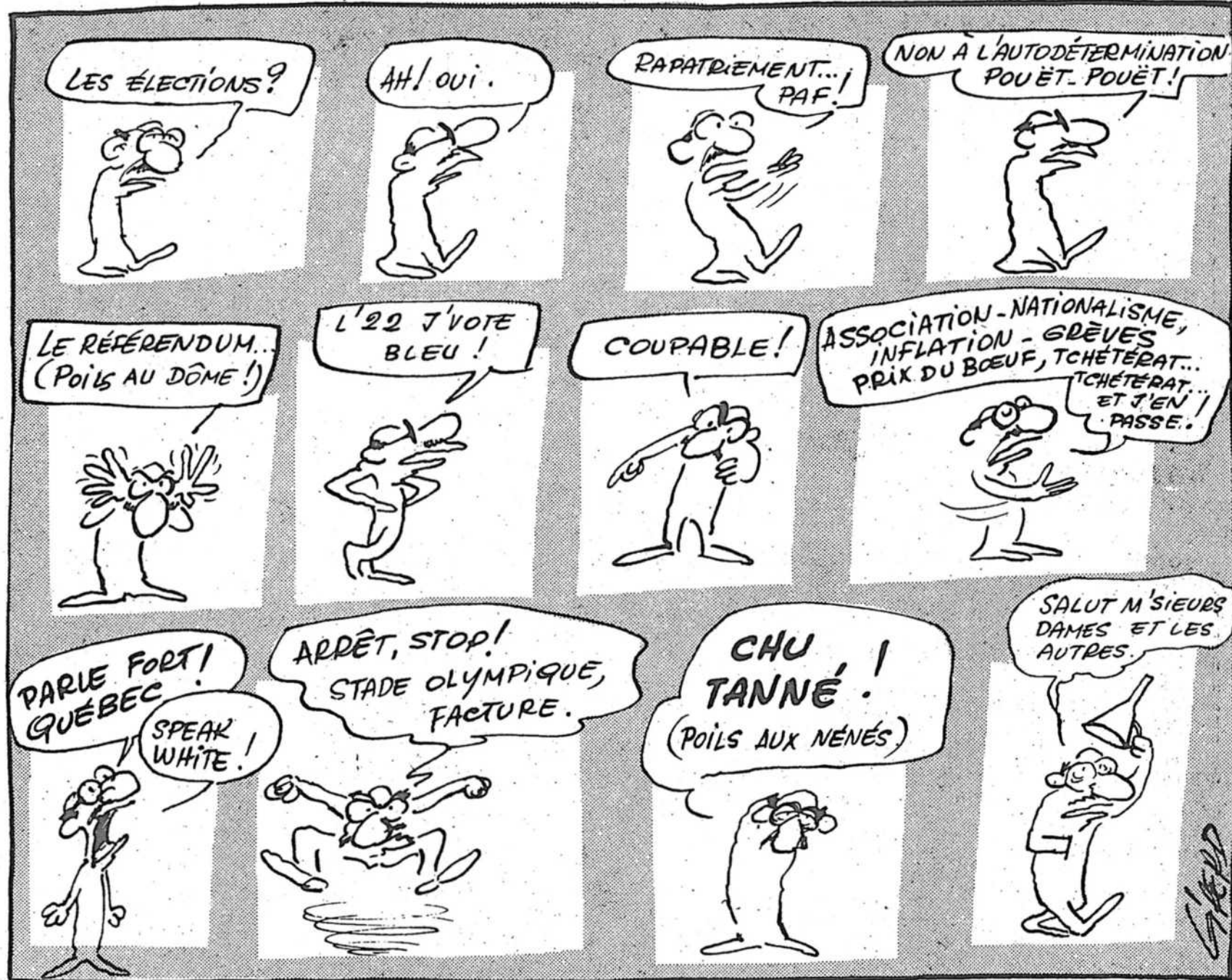
En fait, il faudrait leur poser la question: seul un référendum peut donner un juste portrait du désir de la population. En 1964, Pointe-aux-Trembles avait connu un premier référendum sur la question d'annexion à Montréal. Et les partisans de l'annexion ont été battus. Il faudrait donc voir, aujourd'hui, quel peut être le sentiment de la majorité.

Même si une forte majorité se prononçait en faveur de l'annexion à Montréal, cela ne doit cependant pas signifier que Pointe-aux-Trembles sera nécessairement annexée. C'est un peu comme la souveraineté-association: il faut que les deux groupes intéressés soient d'accord pour que l'association soit heureuse.

Le maire de Montréal, qui a déjà rêvé de faire «une île, une ville», peut se réjouir du mouvement. Pointe-aux-Trembles représente une grande portion de terre au bout de l'île et rejoint le quartier de Rivière-des-Prairies, dont les habitants se sentent à juste titre fort isolés. Il n'est pas du tout sûr qu'ils soient heureux, d'ailleurs, de leur annexion.

Mais aussi, les contribuables de Montréal ont le droit de parole: c'est à eux que reviendra le double honneur d'avoir à payer les dettes de Pointe-aux-Trembles.

Jean-Guy DUBUC



L'alliance PQ - CS

Cette année est le 100^e anniversaire de naissance du fondateur du Crédit social, M. Clifford Hugh Douglas. Mais ce n'est pas pour célébrer ce centenaire que le premier ministre René Lévesque a accordé son appui au nouveau chef de ce parti, M. Fabien Roy. Le calcul péquiste est purement électoral: réduire la majorité libérale au Québec afin d'aider à faire battre l'adversaire majeur de son option séparatiste, l'équipe Trudeau. Le Crédit social est, en effet, le plus important parti fédéral au Québec après le Parti libéral. Cependant M. Roy et son équipe offrent-ils à l'électorat québécois autre chose qu'une diversion électorale au profit du Parti québécois?

Il faut souligner que M. Roy est beaucoup plus un nationaliste qu'un créditiste. D'ailleurs, il a centré sa campagne électorale sur le thème du «droit du Québec à l'autodétermination». Ce qui constitue, après la «souveraineté-association», une seconde façon de soutenir le droit au séparatisme. Bien sûr, il n'est pas question de contester ce droit, tant qu'on reste dans la stratosphère des principes. Mais les citoyens vivent au ras du sol. M. Roy a donc puisé dans le vieil arsenal créditiste pour étoffer son programme. Il a ainsi vitupéré contre les banques à charte, que le fédéral «devrait forcer à accor-

der des crédits à bon marché» aux régions sous-développées. M. Roy oublie que ce ne sont pas les capitaux qui manquent, mais les hommes d'affaires capables de faire prospérer des entreprises dans des régions excentriques telles que la Gaspésie par exemple.

Les principales causes de l'inflation sont, selon M. Roy, les «profits excessifs» des banques et des grandes entreprises. M. Roy s'engage donc à favoriser la petite entreprise et à faire baisser les taux d'intérêt. C'est simple mais il fallait y penser. Quant au chômage, sa cause majeure est le contrôle de l'économie canadienne par les étrangers. M. Roy favorise donc le développement de l'économie par les Canadiens. C'est simple mais il fallait y penser. M. Roy dénonce ensuite le gouvernement Trudeau parce qu'il a accordé \$40 millions à Ford pour établir une usine en Ontario et non au Québec. M. Roy oublie les lois du marché. Ford hésitait entre le sud de l'Ontario et un État américain. Même avec une subvention de \$100 millions Ford ne serait jamais allé au Lac-Saint-Jean, par exemple.

M. Roy s'engage en outre à promouvoir la mise sur pied d'une marine marchande canadienne. Et bien d'autres choses encore. Bref, le nouveau chef créditiste

est plein de projets. Cependant il ne dit jamais comment ces projets pourraient être concrètement réalisés. Ce n'est d'ailleurs pas important, puisque M. Roy n'est que le chef d'un mini-parti régional qui ne pourra même pas exercer la balance du pouvoir. M. Roy est, en effet, un provincial; non seulement son parti n'est plus canadien mais lui-même, par sa méconnaissance de l'anglais, ne pourrait pas mener une campagne hors du Québec. Son unilinguisme est en soi une forme de séparatisme et un provincialisme qui reflète le rôle qu'il a accepté de jouer auparavant dans la ligue «pee-wee» de la politique provinciale.

Il n'appartient à personne de dicter aux citoyens leur choix électoral. Mais il est permis de se demander ce que retirera le PQ de son appui au Crédit social. D'abord le PQ s'affiche comme parti social-démocrate. Or la doctrine économique du Crédit social est aux antipodes de celle de la social-démocratie. Ensuite les politiques sociales «collectivistes» du PQ sont fort éloignées de la mentalité rurale et anticollectiviste des créditistes. Bref, l'opportunisme électoral du PQ ternit son image d'intégrité. Le Crédit social minera le crédit péquiste.

Ivan GUAY

Le pétrole, ce cauchemar

Le pétrole, matière première longtemps considérée comme inépuisable, crée un cauchemar aux deux extrémités de l'échelle économique. Hier, à Manille, les pays pauvres dénonçaient les hausses décrétées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et, avant-hier, le pays le plus riche du monde rejetait avec un mouvement d'humeur le plan de rationnement que lui proposait son Président.

Certes, le cauchemar crée des malaises différents aux deux extrémités les plus affectées, mais il est significatif qu'il se produise d'une façon aussi simultanée.

Depuis son invention, l'automobile fait partie intégrante de la civilisation américaine. C'est un instrument de première utilité pour un grand nombre d'individus. On dénombre quelque cent millions de véhicules-moteur aux États-Unis et une étude statistique indique que le nombre de permis de conduire dépasse le nombre de votants.

L'économie américaine repose en grande partie sur l'industrie de l'automobile, laquelle a fait surgir, non seulement aux États-Unis, mais un peu partout dans le monde, des usines gigantesques qui fabriquent des autos, des pneus, de la peinture, du tissu de capitonnage et autres gadgets d'or-

nementation; des usines qui fabriquent la machinerie lourde nécessaire à la construction des autoroutes et des routes; d'innombrables garages et stations d'essence, sans oublier les McDonald, Harvey's ou autres Howard Johnson: le tout procurant de l'emploi à des millions de travailleurs.

Sur un continent sans frontières où tout invite au changement et à l'évasion, l'auto n'est pas seulement une utilité, c'est un instrument de libération. Une grande partie des Américains et des Canadiens se trouvent en contact quotidien avec l'autoroute et les grands espaces, ce qui libère de plusieurs mesquines contraintes. L'auto donne l'illusion de la liberté. C'est un second chez-soi. Or, voici que ce précieux repaire d'intimité menace de se trouver partiellement paralysé du fait des pénuries que risquent d'entraîner l'épuisement des réserves de pétrole, ou pis, les restrictions des pays producteurs.

Pour un grand nombre d'Américains et de Canadiens, l'auto est certes un moyen de transport essentiel dans leur vie, mais il faut dire que plusieurs abusent de ce moyen, trouvant naturel de prendre le volant même pour aller chercher un paquet de cigarettes au restaurant du coin. C'est ce genre d'abus qu'entend combat-

tre le plan de rationnement soumis par le Président Carter et que la Chambre des représentants a rejeté par un vote de 246 à 159.

A l'autre extrémité de l'échelle économique, les pays sous-développés ou en voie de développement se voient contraints à un rationnement forcé, non pour parer à une éventuelle pénurie, mais plutôt parce que les prix de l'OPEP sont devenus prohibitifs pour eux. Les pays pauvres n'ont pas besoin de pétrole pour leurs voitures. Ils n'en ont pas. Mais ils en ont un pressant besoin pour produire l'énergie nécessaire à la mise en marche d'une économie naissante ou à naître.

Ironie du sort, l'OPEP, organisme riche, groupe des pays qui siègent du côté des nations les plus déshéritées à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), actuellement réunies à Manille, aux Philippines. Dans leur course aux gros profits, ces pays pauvres, membres de l'OPEP, créent certes des maux de tête aux riches, mais ils compliquent bien davantage l'existence des pays plus pauvres qu'eux. Cauchemar pour tous, le pétrole se révèle décidément une hache à deux tranchants.

Jean PELLERIN

Le discours du Président et Editeur de LA PRESSE à Toronto

Pour

Enfin, il y a quelqu'un qui a dit tout haut et devant toute la population québécoise ce que nous voudrions crier. C'est vrai, tellement vrai que j'ai lu votre discours deux fois.

C'est la vérité, tout est clair, il n'y a rien à changer, vous avez dit tout ce qu'il fallait dire. Il fut un temps où je me demandais si c'était nous qui étions des abrutis, des gens sans âme, qui ne réagissions plus. Depuis trois ans, pas une réunion de famille, pas une rencontre sociale sans que nous soyons témoins de discussions acerbes, violentes parfois, provoquées par des péquistes qui veulent tellement nous gagner à leur cause qu'ils en deviennent haineux, sans respect pour les personnes qui les reçoivent ni du lieu où ils se trouvent.

Pour plusieurs, le lieu de travail est devenu un terrain de mécontentement, de discorde et de tyrannie. Si on parle anglais on est un vendu, si on est propriétaire on est capitaliste. Mais rencontrez ces péquistes sur une plage américaine, vous allez voir qu'ils ne parlent pas fort... On m'a même dit un jour que des Québécois comme nous, le Québec n'en avait pas besoin. Incroyable!

M. Lemelin, continuez de parler et d'écrire; vous allez déran-ger bien du monde et c'est exacte-ment ce qu'il faut. Vous nous donnez espoir. Au moins nos parents et nous, nous n'aurons pas travaillé pour rien.

R. LEVESQUE
Pointe-aux-Trembles

« M. Lemelin frappe le clou sur la tête... »

J'aimerais féliciter Roger Lemelin pour le courage qu'il a démontré récemment, devant les membres de la Presse Canadienne.

Je crois que Monsieur Lemelin frappe le clou droit sur la tête lorsqu'il dit que le gouvernement péquiste a plongé le peuple québécois dans une hypnose collective. J'irais plus loin: j'appellerais cela une grande conspiration séparatiste.

Les péquistes, au gouvernement ou ailleurs, n'acceptent pas qu'on ne puisse pas être péquiste; si quelqu'un n'est pas

séparatiste, il est vite rejeté ou traité de «cave» qui ne comprend rien.

Les pseudo-libérateurs du peuple québécois sont les premiers à l'enchaîner et à brimer ses droits.

Petit à petit, adieu la démocratie sous le régime péquiste, parce que si tu ne penses pas comme eux, tu es contre eux. On sait ce qui est arrivé dans les Etats totalitaires; les ennemis du régime ou du Parti sont relégués aux emplois de moindre importance, sans aucun pouvoir de décision.

Alors, bravo Monsieur Lemelin pour votre clairvoyance et espérons, comme vous le dites, que tous les Québécois s'ouvriront les yeux à temps.

Pierre L'ABERGE
St-Bruno

« Comme vous, nous avons des cauchemars... »

Cher monsieur,

N'ayant pas la même facilité d'expression que vous, je ne me permettra pas de discourir pour vous dire ce qui s'exprime bien en un mot: «BRAVO».

Nous avons enfin un homme non seulement bien placé pour observer, mais aussi pour exprimer les opinions des gens clairvoyants d'une façon franche et entière. Nous espérons, dans notre milieu, pouvoir vous considérer le porte-parole de la bonne cause pour représenter les incapables et les timides.

A l'âge de la retraite, il serait ridicule d'espérer se faire entendre, car notre siècle nous considère désuets ou arriérés, mais un homme de votre âge et de votre calibre peut encore influencer une certaine population aveugle et espérer être soutenu par ceux dont l'égoïsme, les intérêts personnels ou la «pourriture» n'aveuglent pas. Nous regrettons cependant une chose: que votre journal se fasse trop souvent l'apôtre des mouvements que, justement, nous voulons et devons combattre. VOTRE intervention s'impose.

Comme vous, nous avons des cauchemars en sentant planer la menace d'un drapeau de couleur bien opposée flotter sur «Notre Belle Province». On s'en souviendrait.

N.D.L.R. — LA PRESSE a reçu quantité de lettres à la suite du discours qu'a prononcé à Toronto, le 2 mai, devant les membres de la Presse Canadienne, le Président et Editeur de LA PRESSE, M. Roger Lemelin. Elle en a reçu tant que, malheureusement, il est impossible de les publier toutes. Nous avons dû en abréger quelques-unes et avons fait un choix qui, croyons-nous, donne une idée assez juste de l'ensemble. Ce qui suit n'est qu'une partie; d'autres paraîtront demain. Merci à tous ceux qui ont pris la peine de nous écrire.

Pour le bien de vos compatriotes et celui de notre beau pays, nous vous encourageons à vous adjoindre des militants pour continuer à éclairer ceux qui ne savent pas ce qu'ils font.

De la part d'un groupe de lecteurs: FELICITATIONS.

L.-A. BEAUREGARD
Outremont

« Continuez à nous stimuler de la sorte... »

Cher monsieur Lemelin, Quelques mots pour vous dire que j'admire votre courage et vos talents d'écrivain.

Dans votre premier éditorial après la grève de LA PRESSE et dans votre discours sur l'unité canadienne et la liberté à Toronto, vous avez donné l'exemple d'un homme vaillant qui ne craint pas d'exprimer sa pensée avec conviction.

Continuez à nous stimuler de la sorte pour nous transfuser la force de dire tout haut ce que nous pensons tout bas.

Jean MAILLOUX, m.d.
Dorval, Qué.

« Une opinion partagée par la majorité... »

Cher M. Lemelin,

Je veux tout simplement vous féliciter pour l'excellente cause que vous défendez le 2 mai 1979 à Toronto devant les membres de la Presse Canadienne.

Vous avez exprimé une opinion qui est partagée, j'en suis certain, par la majorité des Canadiens français. J'étais à Cap-Rouge en fin de semaine dernière pour y assister à un mariage et je puis vous dire que le texte de votre conférence était l'un des sujets de conversation. Je n'ai entendu que des louanges à votre égard.

J'ose croire que d'autres Québécois en vue oseront parler aussi ouvertement que vous l'avez fait.

J.-Maurice CANTIN
Québec

Contre

Grand Théâtre à Québec. Il n'y avait que lui de scandalisé et il essayait d'en «énervé» d'autres, au pied de la pente douce, qui en avaient vu bien d'autres sans pourtant que monsieur Lemelin ne crie à l'injustice.

Il faut être progressiste en politique parce que l'histoire a toujours marché par en avant, et archaïque (ancien) en poésie parce que toute culture a des racines dans le passé comme une mémoire. Cette opinion du philosophe Paul Ricoeur indique assez au nom de quoi il faut dénoncer l'immoralisme qui a toujours caractérisé la vie politique des Québécois, surtout celui des «leaders» d'opinions comme vous.

Non, monsieur Lemelin, les Québécois en ont vu d'autres faire des grimaces avant vous. Ils ont évolué depuis le temps de votre cours classique. Vous n'entrez pas par leur bon sens avec des propos sophistes, simplistes ou injurieux. «Vous avez de la culture» puisque vous savez aligner des mots, mais «vous n'êtes pas cultivés» parce que vous avez peur d'assumer jusqu'au bout votre condition de Québécois. Je préfère mes racines authentiques à votre maquillage dénigré.

J'espère qu'un jour nous fêterons ensemble la redécouverte du bon sens des Québécois.

Raymond LEMIEUX
Rimouski

« Mentalité de frustré et de colonisé »

Pauvre monsieur Lemelin! Que de souffrances vous avez dû endurer depuis le 15 novembre 1976! Vous serez sûrement un jour un de nos prochains canonisés à la droite de monsieur Ryan.

Votre plaidoyer pour le Canada m'a bien fait sourire. Vous êtes assurément un des uniques personnes au Québec à avoir subi un «COUP D'ETAT» et supporté en même temps les «ASSAULTS IRANIENS» du Parti québécois. Il me semble que ces paroles venant du président et éditeur de «LA PRESSE» font preuve d'un manque de jugement et dénotent une mentalité de frustré et de colonisé dont vous êtes victime.

Dire des Québécois qu'ils sont mûrs pour une mentalité d'assistés sociaux c'est posséder une bien piètre opinion de ses compatriotes de même culture et je ne trouve rien d'héroïque à dénigrer ainsi les siens devant des gens d'une autre culture. Vos complexes d'infériorité ne devraient pas être ainsi étalés. Je dois dire que je vous ai trouvé bien irrationnel au dîner annuel de la Presse Canadienne. Que vous soyez Canadien avant d'être Québécois, j'en suis bien aise; mais quand il s'agit de dénigrer tout un peuple et ses représentants par des paroles sans fondement et en utilisant cette méthode usée de chasse aux sorcières, vous nous portez un coup

que nous ne méritons pas. Il est infiniment regrettable que vous n'ayez pas été capable de parler intelligemment d'une cause qui vous tient à cœur. Vos paroles n'ont fait que prouver l'étroitesse fédéraliste et n'aidèrent sûrement pas votre cause.

L'honnêteté intellectuelle est un principe que devrait respecter toute personne confiante de la valeur idéologique de ses opinions et encore plus quand on se nomme Roger Lemelin.

Gilbert LANGLOIS
Université du Québec
(Administration publique) Montréal

« Reposez-vous, Monsieur Lemelin... »

Comment peut-on montrer autant de mépris envers une équipe d'hommes qui cherchent — manifestement — à soulager les grands perdants de notre société et qui ont le courage d'élaborer un projet social et économique plus juste, plus équitable?

J'ai cherché désespérément dans votre page un seul point positif à l'égard de ce gouvernement, une seule pensée reconfortante à l'endroit de cette jeune équipe, mais peine perdue. Vous ne tolérez pas le moindre faux pas de leur part et vous semblez prendre un plaisir malsain à ne voir en eux que de vils usurpateurs de conscience. C'est triste parce que cela me fait penser que la violence est aussi dans le

verbe et que le verbe — subtil — reste dans l'atmosphère.

Reposez-vous, monsieur Lemelin, vous en avez besoin. Vous avez l'âme fatiguée. Et n'attendez pas trop. Reprenez le contact perdu. Transcendez le stress de la peur qui vous écrase, et plongez jusqu'au creux de vos racines. Peut-être y trouverez-vous un peu de conscience pure. N'attendez pas trop tard, car l'été s'en vient. Si vous ne vous secouez pas un peu le tronc, vous serez comme un vieil arbre, un érable, seul et perdu dans un éternel hiver n'ayant laissé derrière lui que de misérables feuilles traînant sur une neige noire... Et pourtant, l'été sera là... à côté de vous.

Prompt rétablissement, Monsieur Lemelin!
Normand BUSQUE
St-Jean, Qué.

Il serait assurément superflu de vouloir analyser ou psychanalyser les délires ontariens de monsieur Lemelin: il y a des gens qui supportent mal les voyages.

En revanche, une de ses affirmations fera l'unanimité: «Les cadres compétents abandonnent le Québec». Le fait que l'auteur des Plouffe soit resté en est certes la preuve.

Jean CHOLETTE
Montréal

Des propos méprisants

M. Ivan Guay, Editorialiste

Monsieur, Si je vous écris, c'est que j'en ai franchement assez de vos propos méprisants et insensés à l'endroit des citoyens du Québec.

Dans votre éditorial «L'écart Ontario-Québec», vous poussez l'odieuse jusqu'à blâmer la population du Québec d'avoir choisi la «voie social-démocrate». Dans votre esprit il n'y a aucun doute que c'est cette même population qui est aujourd'hui responsable des impôts et du taux de chômage élevés, de même que de la stagnation économique dans laquelle elle se trouve. Votre argumentation m'apparaît simpliste et, de plus, je crains que vous ne péchiez par omission. Lorsque l'on examine l'écart Ontario-Québec, il ne suffit pas de comparer les budgets. Il faut aussi analyser l'impact que les politiques fédérales ont eu depuis la Confédération sur ces mêmes économies. Vous préférez aussi taire le fait qu'un grand nombre de démocraties occidentales ont également choisi la social-démocratie et que, finalement, la crise fiscale que vous soulignez ne sévit pas uni-

quement au Québec. Une population ne choisit pas la social-démocratie par plaisir, mais bien par nécessité.

En omettant ces réalités, vous êtes ou bien malhonnête, ou bien complètement aveuglé par le «mirage» capitaliste du «plein-emploi pour tous, tout le temps». Quant à moi, je crois que vous faites partie de ces embrigadés du «capital» qui planifient le ressac vers le conservatisme économique et, tôt ou tard, la déstabilisation sociale.

Je crois que vous auriez nettement intérêt à évoluer d'un cran en ce qui concerne vos analyses sociales et économiques.

Daniel MICHELIN
Gatineau, Qué.

«Tant que les choses iront systématiquement mal, je continuerai systématiquement à dire qu'elles ne vont pas bien.» Voilà ce que disait le grand journaliste français Henri Rochefort. C'est aussi mon attitude, même si je sais que bien des gens ne digèrent pas la vérité. Leur estomac de nourrisson n'accepte que le «Pablum» de la propagande.

Ivan GUAY

N.D.L.R. LA PRESSE publie avec plaisir les opinions personnelles de ses lecteurs sur des questions d'intérêt général. Chaque lettre doit être signée de la main de son auteur, qui en assume alors l'entière responsabilité. L'auteur doit en outre inscrire en lettres moulées son nom et son adresse au complet, ainsi que son numéro de téléphone au cas où il nous serait nécessaire de communiquer avec lui. Vu l'abondance du courrier, LA PRESSE ne peut s'engager à publier toutes les lettres ni à justifier au téléphone ou par écrit chaque non-publication. Elle se réserve aussi le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible. Autant que possible, prière d'écrire à la machine, à double interligne. Adressez vos lettres comme suit: «Lettre des lecteurs», Service de l'édition, LA PRESSE, C.P. 4200, succursale Place d'Armes, Montréal, Qué.

le Permanent
présente
Optimum-Vidéo
Une idée originale
DE PAUL LEGAULT ET SON EQUIPE

avec
15 succursales
15 directeurs
400 agents
Gaston Montheuil
et Fannie-Amélie

Optimum-Vidéo
Un programme révolutionnaire pour vendre ou acheter une propriété

GAETAN: Tu sais Fannie, si tu veux acheter une propriété, tu t'adresses d'abord au Permanent. Un agent du Permanent est le seul à pouvoir offrir le service Optimum-Vidéo.

FANNIE: Optimum quoi?

GAETAN: Optimum-Vidéo! Si je veux vendre ma maison, le Permanent peut la filmer et la faire paraître à la télévision et sur système vidéo dans ses succursales et kiosques situés dans les centres commerciaux de la région métropolitaine. De plus, le Permanent va placer la photo de ma maison bien identifiée dans les grands quotidiens de son choix. Il va aussi placer des diapositives dans des carrousels spéciaux.

FANNIE: C'est extraordinaire! Il en offre des choses au Permanent!

GAETAN: Si tu veux acheter ma maison, tu te rends dans un des kiosques et tu demandes à l'agent de visionner ma maison. Si elle te plaît, tu peux alors te rendre sur les lieux pour la visiter. De fait, Optimum-Vidéo c'est pour sauver du temps et pour avoir plus de chance de vendre, c'est simple.

FANNIE: Oui, c'est simple avec Optimum-Vidéo... c'est un jeu d'enfant!

fin
Où: Optimum-Vidéo c'est la fin de vos ennuis. Le Permanent est fier d'offrir ce service en exclusivité! Demandez à un agent du Permanent le service Optimum-Vidéo.

le Permanent
Pour information: PROCE CANADA PERMANENT TRUST
LOUISE HURTUBISE 735-5494

VENTE DE 7 JOURS POUR PROPRIÉTAIRES

COMMANDEZ MAINTENANT ET ECONOMISEZ
PAYEZ EN 90 JOURS SANS INTÉRÊT ET FRAIS D'ADMINISTRATION
Nouveaux modèles exclusifs d'avents horizontaux inclinés, ultra robustes.

AUVENTS
de FIBRE de VERRE
et d'ALUMINIUM
pour BALCONS et PATIOS

GARANTIE MORRIS depuis plus de 54 ans... 5 ans contre matériel défectueux

Prix courant \$543.00
AUVENT POUR BALCON \$389
Installé. Longueur 96" Surplomb 48" Inclinaison 26"
Dimensions plus réduites offertes à prix inférieur.
Votre choix de 14 combinaisons de couleurs en aluminium et vaste choix en fibre de verre.

N'attendez pas que la pluie ruine vos balcons et portes ou que le soleil brûle votre peinture. Profitez de cette vente de 7 jours pour obtenir une protection à l'année contre les intempéries avec de magnifiques auvents MORRIS et faites de votre maison l'envie de votre entourage. Seulement les auvents MORRIS permanents sont dessinés et fabriqués entièrement au Québec par des Québécois pour nos climats rigoureux, possèdent les meilleures caractéristiques en plus de nombreux nouveaux perfectionnements spéciaux. Permettez-nous de vous donner une démonstration gratuite et un estimé sur nos auvents de meilleure qualité pour vos fenêtres, portes, balcons, magasins, etc., dans un choix de styles et de couleurs.

Visitez notre nouvelle salle d'échantillons.

W. MORRIS & FILS LTD.
LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

TERMES FACILES
Estimation gratuite
382-6811
Soirs, jours de fête et fins de semaine
737-1960

9168, boul. Saint-Laurent (3e rue au nord du boul. Métropolitain)

JUGEMENT

— suite de la page A 1

cette intention spécifique requi-

se par la...
 En... municipale, où il avait
 été... de délit de fuite, Clou-
 tier avait été acquitté en invo-
 quant ainsi son ivresse totale.

Mais en cour criminelle, un
 autre magistrat n'avait pas ac-
 cepté la même défense pour le
 vol d'auto.

Tout en déclarant que la pre-
 mière décision ne constitue pas
 « chose jugée » pour la seconde, la
 cour d'Appel invoque quand
 même cette incompatibilité de
 verdicts pour finaliser sa déci-
 sion d'acquitter le prévenu pour
 le second délit tout aussi bien.

LAROCQUE

— suite de la page A 1

encore et Larocque connaissait

sa vérité.
 Lancers de routine de Lupien,
 de Savard; Doug Risebrough
 dont on se méfie chez les gar-
 diens du Canadien parce qu'il a
 tendance à lancer trop haut s'a-
 vance vers Larocque. Le tir est
 violent et frappe Larocque de
 plein fouet au visage; on entend
 le clac de la passerelle où les
 journalistes flânent en attendant
 que le match ne commence.

Larocque s'étend de tout son
 long, les soigneurs se précipitent
 vers lui... deux minutes, trois
 peut-être, il reste sur la glace
 puis, chancelant, il se relève...

Ce ne seront pas les caméras
 de la soirée du hockey qui fouil-
 leront la physionomie de Laroc-
 que, ce seront les caméras de
 rayons X du Montreal Hospital
 où on l'expédie vivement et où il
 a été gardé sous observation tou-
 te la nuit.

Guigne d'un gars qui attendait
 depuis six ans de faire montre de
 son talent... guigne d'un gars
 ordinaire, sans trop de couleur,
 qui doit rester dans l'ombre d'un
 rival flamboyant, sûr de lui.

La peine, la déception, la rage
 de Larocque à l'hôpital devaient
 être au moins aussi grandes que
 la malchance qui l'avait frap-
 pé.

Concentration de la propriété dans la radiodiffusion

Devant le peu d'intérêt suscité, le CRTC annule son audience publique

par Ingrid SAUMART

La concentration de la propriété
 dans l'industrie de la radiodiffu-
 sion intéresse tellement peu de
 gens que le CRTC s'est vu dans
 l'obligation d'annuler l'audience
 publique qui était prévue hier
 pour «étudier avec les parties in-
 téressées certains aspects de la
 propriété mixte et du contrôle
 d'entreprises de radiodiffusion
 privées».

Des vingt-cinq organismes qui
 ont fait parvenir des mémoires au
 Conseil en prévision de cette jour-
 née d'audiences, six seulement
 demandaient à être entendus pu-
 bliquement, trois demandaient de
 retarder les audiences et tous
 étaient totalement en accord avec
 ce qui se fait actuellement, c'est-à-
 dire, l'étude «cas par cas».

D'ailleurs, aucun des vingt-cinq
 mémoires présentés n'originait
 du Québec. La majorité des inter-
 venants étaient des associations
 patronales dans le monde de la

radiodiffusion, de la cablodistri-
 bution et des journaux. Parmi
 eux, l'Association canadienne des
 radiodiffuseurs, Western Broad-
 casting Standard Broadcasting,
 Moffatt, Southam Press,
 MacLean-Hunter Publications,
 Rodgers Télécommunications,
 London Free Press et le gouverne-
 ment de Colombie-Britannique.

Ce manque d'intérêt et le fait
 que personne ne semblait mécon-
 tent de la situation actuelle a
 d'ailleurs surpris les membres du
 Conseil qui s'attendaient à une
 audience publique assez orageu-
 se. Cette situation vient donc con-
 firmer la tendance qui prime de-
 puis près d'un an maintenant, à
 l'intérieur du Conseil, à savoir
 que l'on est un peu plus libéral
 face à la concentration dans les
 journaux et la radiodiffusion.

Selon les informations obtenues
 par La Presse, la dernière fois
 que le conseil s'était montré sévère
 devant un cas de concentration,

c'est dans le cas Bassett. «Si Bas-
 sett était revenu à la charge une
 deuxième fois, de dire notre infor-
 mateur, il aurait probablement eu
 son permis puisque la faction qui
 favorisait la concentration avait
 pris beaucoup d'importance au
 sein du Conseil.

C'est en octobre 1978 que le
 CRTC avait refusé le transfert du
 contrôle de Multiple Access de
 Mainvest à Baton Broadcasting,
 propriété de John Bassett qui pos-
 sédait déjà trois postes de télévi-
 sion (Toronto-Saskatoon-Ottawa)
 et deux postes de radio. Ce trans-
 fert lui aurait donné un quasi-
 contrôle de la chaîne CTV.

Si l'assemblée d'hier a été annu-
 lée faute de participants, il n'en
 sera pas de même semble-t-il,
 pour les audiences publiques qui
 se tiendront à Campbellton au
 Nouveau-Brunswick en juin pro-
 chain. On y étudiera à ce momen-
 là les problèmes de la télévision et
 de la radiodiffusion dans le nord
 du Nouveau-Brunswick, en Gas-
 pé et dans la Baie des Chaleurs.

Selon le responsable des com-
 munications au CRTC, M. Jean-
 Pierre Fournier, qui arrive d'une
 tournée au Nouveau-Brunswick,
 «les Acadiens ont l'intention de
 manifester leur désaccord avec
 les politiques de Radio Canada qui

promet de régler leurs problèmes
 depuis dix ans et qui n'a encore
 rien fait.»

D'ailleurs, en prévision de ces
 audiences publiques, le CRTC
 organisera l'assemblée publique
 non pas dans l'hôtel où se tien-
 dront les audiences mais dans le
 gymnase de la polyvalente Rol-
 land-Pépin puisque l'on prévoit
 une «assemblée tumultueuse de
 près de 500 personnes». Le CRTC
 a de plus convoqué les dirigeants
 de la Société Radio-Canada qui
 seront invités à venir répondre
 aux questions des commissaires
 sur les problèmes de la télévision
 française dans les Maritimes.

Allégations au procès de l'ex-chef libéral anglais

Thorpe aurait voulu faire exécuter deux personnes

LONDRES (Reuter) — La
 cour criminelle d'Old Bailey, en
 Grande-Bretagne, a appris avec
 stupeur une allégation vou-
 lant que Jeremy Thorpe, ancien
 leader du Parti libéral anglais,
 ait voulu faire exécuter non pas
 un, mais deux meurtriers.

Thorpe, 50 ans, subit présen-
 tement son procès sous l'accusa-
 tion d'avoir comploté pour avoir
 présumément été à l'origine
 d'un attentat manqué pour tuer
 l'ancien mannequin Norman
 Scott. Ce dernier prétend qu'il a
 eu des relations sexuelles avec
 Thorpe et, selon les allégations
 de la Couronne, le politicien vou-
 lait rendre l'ancien mannequin
 «silencieux».

L'annonce dramatique et éton-
 nante faite hier a été effectuée
 par l'avocat de Thorpe, George
 Carman.

Celui-ci faisait un contre-in-
 terrogatoire et cherchait à dis-
 créditer le témoignage de Peter
 Bessell, un ancien député libéral
 et le plus important témoin de la
 poursuite.

Il a fait admettre à Bessell
 qu'il était un hypocrite et un
 menteur, bien que Bessell insis-
 tait sur le fait qu'il disait la vé-
 rité à l'heure actuelle.

Puis, Carman a déclaré à Bes-
 sell que celui-ci avait déjà affir-
 mé que Thorpe lui avait proposé
 un autre meurtre en 1970 — «le
 meurtre d'un homme appelé

Hetherington.» Bessell, qui vit
 maintenant à Oceanside, en Cali-
 fornie, n'a pas nié cela.

Etonné, au même titre que
 tous les gens dans la salle, le
 juge Sir Joseph Cantley s'est
 penché vers l'avocat et deman-
 da: «Qui était cet autre hom-
 me?»

«Hetherington, my lord», ré-
 pondit l'avocat. Au milieu des
 rires, dont ceux de Thorpe, il
 poursuivit: «Qu'on ne doit pas
 confondre avec l'actuel repré-
 sentant du Ministère public,
 Thomas Hetherington.»

L'équipe des avocats qui dé-
 fendent Thorpe n'a cependant
 pas voulu épiloguer sur ce sujet.

GAZ

— suite de la page A 1

Vers 1990

Les réserves établies des îles
 de l'Arctique avaient été éta-
 blies à 9,2 trillions de pieds cubes
 par l'Office national de l'énergie
 lors de la présentation de son
 rapport sur l'état des réserves et

de la demande le 28 février der-
 nier.

Il ne faut toutefois pas croire
 que ce gisement sera immédia-
 tement rentable ni exploitable.
 Ces réserves ne seront probable-
 ment pas mises à contribution
 avant les années 1990.

L'exploitation des gisements
 de gaz naturel de l'Est de l'Arcti-
 que ne serait rentable qu'à la

condition de pouvoir écouler la
 production à des coûts unitaires
 de \$3,94 à \$4,20 le pied cube, se-
 lon Pétro-Canada. Or le gaz na-
 turel albertain ne coûte que \$2,16
 le pied cube à la frontière ontari-
 enne. Le nouveau réservoir ne
 sera donc pas exploité avant
 d'avoir épuisé toutes les résér-
 ves albertaines actuellement
 disponibles.

FAUCHER est le spécialiste des meubles en bois naturel et des matelas et sommiers assortis.

Pour votre maison de campagne, votre sous-sol aménagé, votre nouvelle maison en banlieue ou votre nouvel appartement, FAUCHER a tout ce que vous désirez en fait de meubles et articles de literie, aux meilleurs prix.

Vaste choix de modèles en stock.

Livraison immédiate.

MATELAS SPRINGWALL

modèle «CHIRO King Deluxe», ultra-ferme

Matelas de première qualité doté de 12 ressorts latéraux qui empêchent l'affaissement. Rembourrage mousse de caoutchouc 1/4 de pouce d'épaisseur, aérateurs. Sommier assorti de fabrication identique. Le choix idéal pour les personnes qui ont mal au dos.

L'ENSEMBLE MATELAS ET SOMMIER:
 Largeurs 30, 36 et 39 po. \$159.95
 Largeurs 48 et 54 po. \$249.95
 Taille «Queen Size», 60 x 80 po. \$259.95
 Taille «King Size», 78 x 80 po. \$359.95

LE MATELAS OU LE SOMMIER SEULEMENT:
 Largeurs 30, 36 et 39 po. \$109.95
 Largeurs 48 et 54 po. \$139.95
 Taille «Queen Size», 60 x 80 po. \$169.95

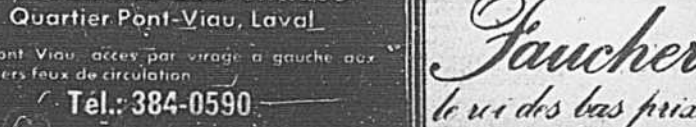
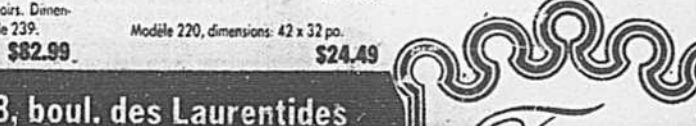
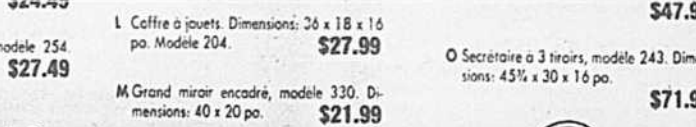
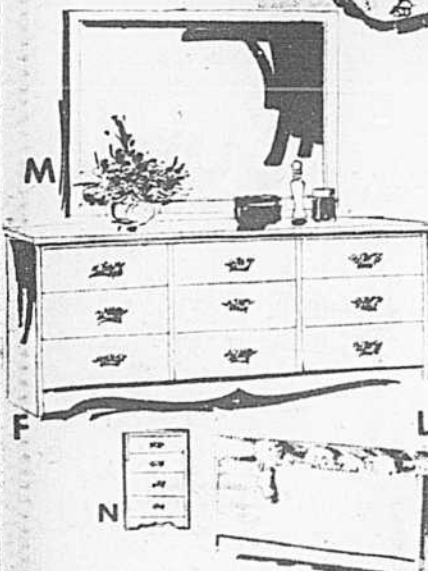
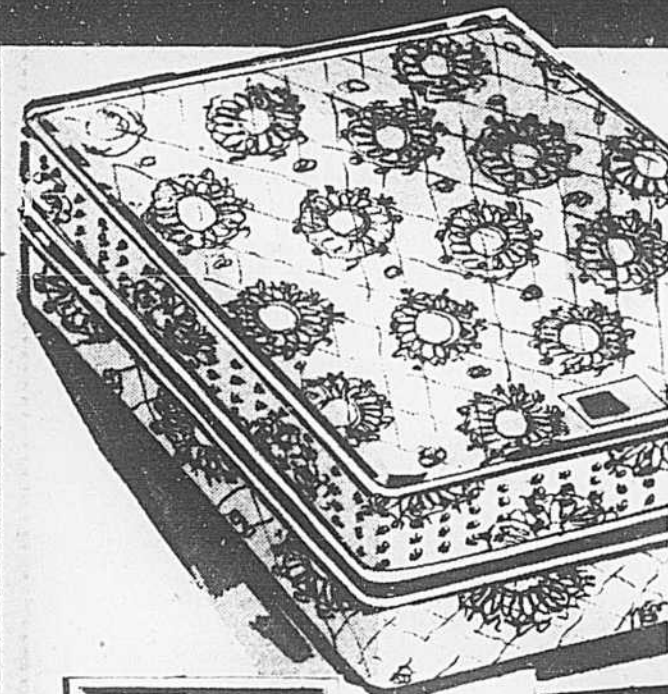
MATELAS SPRINGWALL

modèle «Nédis Marquessa»

Matelas de très bonne qualité doté de 12 ressorts latéraux qui empêchent l'affaissement. Sommier assorti.

L'ENSEMBLE MATELAS ET SOMMIER:
 Largeurs 30, 36 et 39 po. \$149.95
 Largeurs 48 et 54 po. \$179.95
 Taille «Queen Size», 60 x 80 po. \$229.95

LE MATELAS OU LE SOMMIER SEULEMENT:
 Largeurs 30, 36 et 39 po. \$84.95
 Largeurs 48 et 54 po. \$104.95
 Taille «Queen Size», 60 x 80 po. \$129.95



H Commode-armoire, modèle 250. Corps inférieur contenant 3 tiroirs, corps supérieur doté d'une porte à 2 battants dissimulant un intérieur à tablettes. Dimensions: 53 1/2 x 30 x 16 po. \$79.99

Bureau à deux caissons et 7 tiroirs, modèle 207. Dimensions: 48 x 30 x 16 po. \$60.99

Bureau à deux caissons et 7 tiroirs, modèle 260. Dimensions: 48 x 30 x 24 po. \$72.99

Chaise pour bureau, modèle 101. \$21.95

1501, rue Ampère (angle boul. Boucherville)
 A 5 minutes du pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine. Accès par la sortie 95 (direction boul. Montarville) de l'autoroute 20, la Transcanadienne.
 — Tel.: 655-3630 ou 527-8001
 Pour appel interurbain sans frais 1-800-361-9226

48, boul. des Laurentides
 Quartier Pont-Viau, Laval

Du pont-Viau, accès par virage à gauche aux premiers feux de circulation.
 — Tel.: 384-0590

Faucher
 le roi des bas prix

SOLDE

SPECTACULAIRE des téléviseurs couleur RCA chez FAUCHER

Meubles décoratifs de qualité Colortrak

ColorTrak exprime la vérité en couleurs... et le SPECTACLE-COULEUR RCA vous offre le prix juste au moment propice! Choisissez votre style de meuble favori, que ce soit le colonial classique, l'élégant style méditerranéen ou encore le vrai moderne. Quoi que vous choisissiez, vous obtenez toutes les caractéristiques de la meilleure série de modèles de RCA... tout en obtenant gain de cause sur l'inflation!

- L'autorégulation de la couleur et le système correctif des teintes du visage.
- Le repérage automatique de la couleur et du contraste.
- Le senseur automatique de lumière ambiante.
- La syntonisation entièrement électronique de ChannelLock, d'une précision contrôlée à l'aide d'un pilotage par quartz, si perfectionnée qu'aucun réglage manuel n'est requis.
- Le fiable châssis LONGUE VIE qui réduit la consommation d'énergie et vous apporte une haute efficacité et une longue durée de vie.
- Le tube-image Super Accufilter avec phosphores teintés pour une extrême brillance.



Les grands de la série de modèles RCA

Modèle GC702
 A PRIX SPECIAL
 FAUCHER

Modèle GC704
 A PRIX SPECIAL
 FAUCHER



La qualité XL-100 de RCA à prix avantageux

Des meubles magnifiques qui sont des exemples d'une construction solide et d'une qualité hors pair qui ont fait la renommée du XL-100 de RCA. Et dès maintenant, durant le SPECTACLE-COULEUR RCA, vous pouvez vous en procurer un à un prix qui ne vous sera probablement plus jamais offert! Que vous choisissiez le style méditerranéen ou colonial, voici un placement de divertissement assuré pour des années à venir. Vérifiez ces caractéristiques de luxe:

- Le châssis LONGUE VIE fiable qui fonctionne sans surchauffe et qui n'utilise en moyenne que 89 watts.
- L'autorégulation de la couleur et le système correctif des teintes du visage.
- Le tube-image à matrice noire AccuColor.
- L'accord précis automatique.
- La syntonisation électronique VHF/UHF à bouton unique.

Modèle GC 636

A PRIX SPECIAL FAUCHER

1501, rue Ampère (angle boul. Boucherville)
 A 5 minutes du pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine. Accès par la sortie 95 (direction boul. Montarville) de l'autoroute 20, la Transcanadienne.
 — Tel.: 655-3630 ou 527-8001
 Pour appel interurbain sans frais 1-800-361-9226

48, boul. des Laurentides
 Quartier Pont-Viau, Laval
 Du pont-Viau, accès par virage à gauche aux premiers feux de circulation.
 — Tel.: 384-0590

Faucher
 le roi des bas prix

Premier congrès d'orientation

Les infirmières ont peine à clarifier leur rôle

par Nicole BEAUCHAMP

Ca bouillonne chez les 45.000 infirmières du Québec qui, à la recherche de leur identité, n'existent pas moins une farouche détermination à affranchir davantage la pratique du nursing et à mieux faire émerger le caractère et la valeur scientifiques de celle-ci sur la scène publique, quitte à ce que leur corporation professionnelle décuple les pressions politiques à cette fin.

C'est ce qui ressort du premier congrès d'orientation de l'Ordre des infirmières du Québec depuis ses 60 ans d'existence: «Qui sommes-nous? Où allons-nous?» Avant que d'y répondre l'Ordre aura à débroussailler l'avalanche des propositions émanant de l'assemblée plénière, parfois redondantes, parfois contradictoires. Toutefois, des lignes de force se dessinent déjà aux yeux de la présidente de l'organisme, une Jeannine Tellier-Cormier: «Le nursing est une profession autonome, d'exercice exclusif et répondant à ses propres critères scientifiques. Il nous faudra pousser encore plus loin ce prin-

cipe en même temps que la formation des infirmières.»

En plein dans la vague professionnaliste et dans le tourbillon des changements qui ont transformé leur profession, les infirmières ont peine à clarifier leur rôle. D'une part, ont-elles exprimé en atelier, leurs responsabilités dépassent la description de leurs tâches qu'elles accomplissent par surcroît au sein d'une équipe d'autres professionnels de la santé. D'autre part, leur loi identifie huit fonctions leur conférant un droit d'exercice exclusif, mais en réalité elles travaillent surtout sous ordonnance médicale.

«Cela prête flanc aux tentatives de gruger notre champ d'activités», disait-on en plénière. Sans le nommer explicitement, on songeait de toute évidence au dossier litigieux de la délégation des actes à propos duquel l'Ordre des infirmières est à coté-coté avec la Corporation des médecins. Plusieurs propositions allaient donc dans le sens suivant: que l'Ordre assure l'exercice exclusif en tout temps

pour empêcher l'empiètement des autres professions (infirmières auxiliaires et professions paramédicales).

En d'autres mots comme en mille, cette profession, puisque étroitement reliée au mouvement de libération de la femme, tend vers l'égalité et l'indépendance! La médecine aux médecins, le nursing aux infirmières. D'autres propositions visaient ainsi à renforcer leur contrôle sur la «chose nursing» (embauche des effectifs, produits utilisés au chevet des malades, représentation au conseil d'administration des établissements, comité conjoint médecins-infirmières pour résoudre les dissidences qui surgissent dans la pratique).

Le souci d'humaniser les soins et d'en améliorer la qualité perçait aussi dans une série de recommandations concernant la formation des infirmières. On observait un consensus au sujet de la formation continue, du perfectionnement en cours d'emploi. Par contre, on dénotait des divergences quant à la formation de base. Les infirmières se

sentent mal préparées pour renouer la gamme d'exigences de la pratique du nursing.

Certaines souhaitaient allonger la durée des études collégiales jusqu'au baccalauréat universitaire. D'autres s'y opposent. D'autres encore prônent un internat de trois à six mois de

manière à acquérir la dextérité qui leur manque à la sortie du Cégep.

Par ailleurs, si une assemblée générale houleuse, l'automne dernier, et une contestation de la hausse des cotisations des infirmières ont surtout influé sur la tenue de ce congrès d'orienta-

tion, les infirmières n'ont aucunement remis en question leur corporation professionnelle. Elles ont plutôt manifesté un désir que les hautes instances se rapprochent de la base par le truchement de la décentralisation et que cet organisme se fasse mieux connaître.

Plébiscité, Harguindeguy veut raviver les négociations

par Pierre VENNAT

QUÉBEC — Son autorité affermie par un plébiscite sans précédent, le président du plus important syndicat indépendant du Québec, celui des fonctionnaires provinciaux, M. Jean-Louis Harguindeguy, tout de rose vêtu, a lancé un appel au gouvernement peu après son élection hier matin, pour une reprise rapide des négociations qui pourraient permettre la signature d'un accord entre les fonctionnaires et l'Etat.

M. Harguindeguy qui, il y a deux ans, ne l'avait emporté que par 45 voix de majorité, a complètement balayé son adversaire Serge Roy, l'emportant par 336 voix contre 184 sur le plancher des délégués, c'est-à-dire récoltant les deux tiers des suffrages exprimés.

L'équipe Harguindeguy, en fait, non seulement a été élue en bloc, écartant toute opposition à la tête du syndicat de 35.000 membres, mais elle a même ridiculisé, jusqu'à un certain point, ses adversaires, l'emportant souvent par des marges considérables. Ainsi, M. Jean-Marie Girard, qui avait tenté il y a plusieurs mois de fonder un «Syndicat des fonction-

naires de l'Etat du Québec», avec l'aide du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), a été complètement balayé en se présentant comme vice-président.

Le syndicat des fonctionnaires provinciaux que dirige M. Harguindeguy pour un quatrième mandat de deux ans, après en avoir été longtemps secrétaire, continuera donc de faire son chemin comme bon l'entend. On sait que ce syndicat, qui n'a pas voulu suivre le mouvement de scission de la CSD au printemps 1972, mais se séparait de la CSN quelques mois plus tard, n'a jamais voulu, par la suite, se joindre à aucune centrale.

Là-dessus, il semble avoir l'appui des délégués puisque ceux-ci ont rejeté l'idée d'établir des relations «privilegiées» avec l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations, de crainte que cela soit interprété comme une tentative de rattachement organique avec les centrales ou le Front commun du secteur public.

La direction du syndicat tentera donc, dès aujourd'hui, de faire reprendre les négociations avec le Conseil du Trésor, car elle part en tournée provinciale le 23 mai afin de consulter les

membres à travers la province. Les fonctionnaires

provinciaux sont en effet sans contrat depuis le 30 juin 1978.

vente au rabais

D'APPAREILS ELECTROMENAGERS

McCLARY

CHEZ FAUCHER

ENSEMBLE McCLARY

Machine à laver

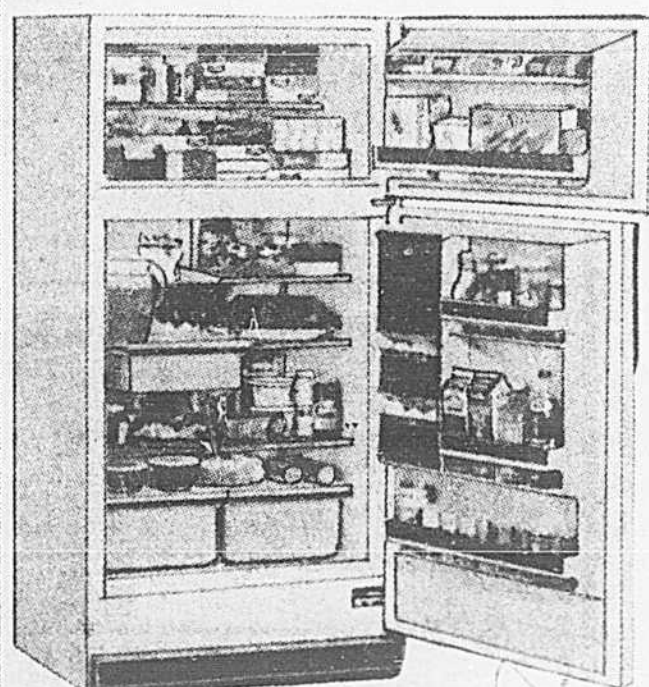
Production «100», modèle YWG-1118 — Agitateur Spiralator. 4 programmes. 1 vitesse de lavage et essorage. 3 sélections de température de lavage et essorage. Choix de 3 niveaux d'eau. Filtre de recirculation autonettoyant. Livrable en blanc seulement.

Séchoir

Production «100», modèle YDG-1118 — 3 programmes. 3 sélections de température. Séchage par le vide. Filtre à charpie. Livrable en blanc seulement.

BAS PRIX FAUCHER, L'ENSEMBLE

\$599



BAS PRIX FAUCHER

\$459⁹⁵

Réfrigérateur sans givre de 13,2 pi³

McCLARY

Modèle YRF-1368 — Capacité du compartiment congélateur: 108 lb. Dans le compartiment réfrigérateur: 2 clayettes en porte-à-faux, 1 garde-vieilles et 2 bacs à légumes et fruits, tous les trois recouverts émail vitrifié. Contre-porte aménagée: 1 garde-beurre à température réglable pour 3 consistances, 1 compartiment à fromage et 2 bacs à oeufs amovibles. Carrosserie blanche.



BAS PRIX FAUCHER

Cuisinière McCLARY large de 30 po

Modèle YSM-3035 — Programmeur pour les cuissons automatiques au four: horloge, minuterie sonore et compte-minutes. Eclairage fluorescent de la surface de cuisson. Prise de courant chronométrée pour petits appareils ménagers. Four avec porte à grand hublot. Carrosserie beige ou couleur de bleu mur.

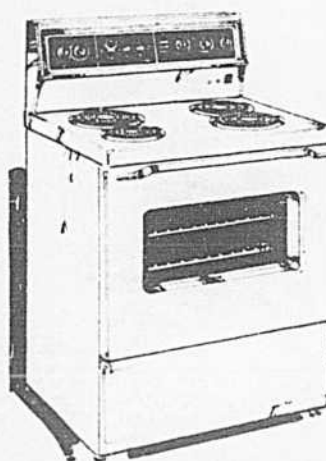
\$339

Réfrigérateur sans givre de 15 pi³ McCLARY

Modèle YRF-1525 — Capacité du compartiment congélateur: 108 lb. Dans le compartiment réfrigérateur: 2 clayettes réglables en hauteur (plusieurs positions), 2 bacs recouverts émail vitrifié pour la conservation des légumes et des fruits. Contre-portes aménagées: 4 balconnets, 1 compartiment à beurre, 1 compartiment à fromage. Carrosserie couleur de bleu mur.

BAS PRIX FAUCHER

\$469⁹⁵



BAS PRIX FAUCHER

Cuisinière McCLARY large de 30 po

Modèle YSM-3025 — Programmeur pour les cuissons automatiques au four: horloge, minuterie sonore et compte-minutes. Prise de courant chronométrée pour petits appareils ménagers. Four avec porte à grand hublot. Carrosserie beige ou couleur de bleu mur.

\$299

Cuisinière McCLARY large de 30 po

Modèle YSM-3058 — Tableau de commande doté d'un panneau de verre. Programmeur pour les cuissons automatiques au four: horloge, minuterie sonore et compte-minutes. Eclairage fluorescent de la surface de cuisson. Prise de courant chronométrée pour petits appareils ménagers. Four avec porte à grand hublot. Carrosserie blanche, beige ou couleur de bleu mur.

BAS PRIX FAUCHER

\$359

CORRECTION

Dans notre annonce du 15 mai les prix des plants de rosiers devaient se lire: \$3.99 à \$6.49.

Nous nous excusons des inconvénients que cette erreur a pu vous causer.

MIRACLE MART

OCCASIONS HORS PAIR

FER A REPASSER A VAPEUR GENERAL ELECTRIC modèle F-116 BL

BAS PRIX FAUCHER \$29⁹⁵

BOUILLLOIRE GENERAL ELECTRIC modèle EK-11

Capacité 2 pintes impériales. Élément unique de 1500 watts. Cordon fixe. Poignée et base or moisson, garniture grain bois.

BAS PRIX FAUCHER \$19⁹⁵

Nouvelle CAFETIERE AUTOMATIQUE GENERAL ELECTRIC

Un appareil vraiment perfectionné, muni d'un distributeur à cadran, d'un compteur de tasses et d'un régulateur d'infusion. Prépare rapidement de deux à dix tasses de café filtre — Modèle DC 400.

BAS PRIX FAUCHER \$52⁹⁵

GRILLE-PAIN GENERAL ELECTRIC

Ligne traditionnelle élégante et fini nickel-chrome brillant. Ramasse-miettes articulé. Mécanisme éjecteur puissant — Anses isolantes Modèle T 34

BAS PRIX FAUCHER \$29⁹⁵

1501, rue Ampère (angle boul. Montarville) BOUCHERVILLE

A 5 minutes du pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine. Accès par la sortie 95 (direction boul. Montarville) de l'autoroute 20, la Transcanadienne.

Tél.: 655-3630 ou 527-8001

Pour appel interurbain sans frais: 1-800-361-9226

48, boul. des Laurentides Quartier Pont-Viau, LAVAL

Du pont-Viau, accès par virage à gauche aux premiers feux de circulation.

Tél.: 384-0590



1501, rue Ampère (angle boul. Montarville) Boucherville

A 5 minutes du pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine. Accès par la sortie 95 (direction boul. Montarville) de l'autoroute 20, la Transcanadienne.

Tél.: 655-3630 ou 527-8001

Pour appel interurbain sans frais: 1-800-361-9226



48, boul. des Laurentides Quartier Pont-Viau, Laval

Du pont-Viau, accès par virage à gauche aux premiers feux de circulation.

Tél.: 384-0590

Bennett, Barrett et baromètres



**Keith
SPICER**

(collaboration
spéciale)

VANCOUVER — Ne scrutez plus les entrailles de poule, les horoscopes, les sondages Gallup. Ne jouez plus à pile ou face. Ce n'est pas la peine... depuis que 78 pour cent des électeurs inscrits en Colombie nous ont téléphoné la semaine dernière un message clair-obscur sur le sort de Trudeau, Clark et Broadbent le 22 mai.

Le signal est net, car la ruée vers les urnes froilait le taux de participation électorale que l'on trouve dans les pays où l'abstention est punie d'amende ou d'arrachement d'ongles.

Le résultat — 31 sièges aux Crédit social du premier ministre Bill Bennett contre 26 aux néo-démocrates de Dave Barrett — polarisait davantage la vie politique outre-Rocheuses et, ce faisant, privait les «petits partis» (libéraux et conservateurs) de la cabine téléphonique dans laquelle chacun pouvait réunir l'ensemble de sa députation.

Comment expliquer tout cela, et comment prédire les retombées de ces élections provinciales sur le rendez-vous fédéral du 22 mai?

Guerre sainte idéologique

Tout comme pendant la campagne électorale de 1975 qui chassait Barrett après trois ans de réformes précipitées, les hommes politiques ont mené une guerre sainte idéologique.

C'est Bennett qui a marqué la médiocrité du ton en traitant ses adversaires NPD de «national-socialistes» — un rappel baroque de Hitler qui ne l'empêchait pas plus tard d'affirmer que les néo-démocrates parlaient avant les élections comme Groucho Marx, puis après les élections comme Karl Marx. Barrett lui a rendu le compliment en affublant affectueusement les créditistes du titre de «millionnaires et de marchands de voitures» (calomnie: en Colombie les créditistes vendent des Ford plutôt que des Lincoln comme leurs frères du Québec...)

Pourtant, la guerre sainte se menait avec des gants de velours. Vu que Barrett cherchait à passer pour un grand «radical» et que Barrett, le socialiste, se déguisait presque en banquier, les protagonistes n'ont pas allumé les fagots pour martyriser leurs ennemis au barbecue; ils se sont contentés de brûler un peu d'encens au parfum de leur philosophie...

Le bilan du vote populaire illustre le désir des électeurs de faire un choix net. Les libéraux s'étant éclipés avec moins d'un pour cent des voix, et les conservateurs ne dépassant guère les cinq pour

cent (même pas assez pour décrocher un siège), créditistes et socialistes ont partagé les faveurs du public presque à égalité — 48 pour cent pour Bennett, 46 pour cent pour Barrett.

Goût amer

Pour ce dernier, la défaite — ne fût-ce que d'un cheveu — avait un goût amer. Mais son parti peut quand même se targuer de marquer un progrès constant — de 33 pour cent en 1969 à 46 pour cent dix ans plus tard. Cela fait un excellent tremplin (presque un électeur sur deux) pour reprendre le pouvoir lors de la prochaine consultation.

La polarisation idéologique normale de la Colombie-Britannique s'est intensifiée cette fois-ci grâce à plusieurs facteurs.

Pour Bennett, le raz-de-marée antifiscal, issu de la Proposition 13 chez les «voisins» californiens, a notamment renforcé le grief traditionnel des créditistes à l'endroit de l'Etat providentiel. Sauf erreur, la Colombie-Britannique est le seul coin du monde qui ait, en exercice du titre, un «ministre de la débureaucratization».

D'autre part, le don de cinq actions de la Société des ressources naturelles que Bennett a fait à chaque citoyen de sa province a marié astucieusement le capitalisme populiste au patriotisme local. Le 10 mai, jour des élections, l'effectif des nouveaux actionnaires ayant demandé ces parts s'élevait déjà à un million de citoyens, soit 42 pour cent des

candidats possibles à cette manne évaluée à \$60 par personne.

Le NPD de Barrett, quant à lui, a puisé de nouvelles forces chez les militants syndicaux qui, en masse, ont prêté main-forte pour faire du porte-à-porte. Les chefs syndicaux ont épaulé puissamment cet effort en... se taisant, leur silence devant rassurer les bourgeois. La grève des deux quotidiens de Vancouver, vieille de sept mois, a gentiment fait écho à cette discrétion.

Effort symbolique

Barrett a tiré profit également de la campagne de son homologue fédéral, Ed Broadbent, qui insiste sur les questions familiales et familiales d'inflation et de chômage. Le NPD était le seul parti provincial, en effet, à pouvoir s'appuyer sur une «aile» fédérale carrément de son côté.

Ce fait met en relief la façon dont les «petits partis» se sont sabordés. Les libéraux, pour leur part, ont à peine esquissé un effort symbolique: ils n'ont présenté que cinq candidats aux 57 sièges à pourvoir. Les conservateurs, selon leur chef angoissé Vic Stephens, se sont fait poignarder par un Joe Clark ayant conclu un vil marchandage avec les créditistes et leurs amis de banquiers.

Les retombées du 10 mai colombien sur le 22 mai d'Ottawa? Sans être décisives, elles confirment le bonheur de Joe Clark et le malheur de Pierre Trudeau.

Clark, blessé au départ par les accusations de Stephens, se trouve identifié

aujourd'hui à l'équipe gagnante de Bennett, du coup, dissocié du casse-pied Stephens. De surcroît, Clark peut désormais compter pour sa dernière poussée colombienne, sur une armée de militants créditistes ayant le vent en poupe.

Débat de dimanche

Trudeau, lui, est handicapé par un appareil libéral démoralisé par sa liquidation provinciale et par la crainte qu'une bonne partie de ses électeurs traditionnels puissent passer au camp de Broadbent.

De tout cela, la plupart des observateurs d'ici dégagent la distribution suivante pour les 28 sièges fédéraux de la Colombie: conservateurs (18-22); NPD (7-11); libéraux (1-3).

Après le débat entre les trois chefs de parti aux chaînes anglaises dimanche soir, débat que personne n'a remporté haut la main, la dernière chance des libéraux repose sur trois espoirs: que Clark cessera de fuir le contact avec les électeurs colombiens; que Trudeau mettra la pédale douce à ses arcanes et chicanes d'amendement constitutionnel (sujet que les Colombiens assimilent, en termes de pertinence, aux soucoupes volantes); et qu'une poignée d'autres candidats libéraux réussiront à se faufiler entre des candidats conservateurs et NPD.

Ce jugement-là? Je l'ai trouvé dans les entrailles d'une poule.

La succession de Jean Deschamps à Paris

L'homme donnera le ton



**Louis-Bernard
ROBITAILLE**

(collaboration
spéciale)

PARIS — L'affaire n'était pas dramatique, et en dehors des milieux québécois de Paris, elle est passée plutôt inaperçue, mais le premier ministre Lévesque s'en serait passé volontiers dans les circonstances.

Le 25 avril dernier, le délégué général du Québec à Paris, Jean Deschamps, apprend par téléphone que «Le Devoir» annonce son «rapatriement» au pays dans les semaines à venir. Titre de l'article publié le même jour en bonne place: «Michaud nommé à Paris avec mission de purger». Rédigé en termes peu flatteurs pour Yves Michaud («grandiloquent»), «partenaire de jeu de René Lévesque», etc.) l'article ressemble davantage à une opération de torpillage qu'à un ballon d'essai. Mais le fait est là: on tient la décision pour acquise.

M. Deschamps est vexé, et le premier ministre furieux. On le serait à moins. D'abord, le délégué revient à peine d'une «retraite fermée» organisée par le ministère des Affaires intergouvernementales pour tous les représentants du Québec à l'étranger. Or on ne lui a jamais parlé d'une mutation prochaine ou d'un quelconque rapatriement. Mieux encore: la nouvelle tombe alors que René Lévesque, en fin de voyage de noces, habite dans son appartement de l'avenue Foch. Situation pour le moins embarrassante.

Avant de quitter Paris, le premier ministre, dans une interview à l'agence France-Presse, démentit la nouvelle et précise qu'il n'y aura pas de changement à la tête de la délégation «avant plusieurs mois». Il répète la même chose à l'occasion d'un cocktail qui réunit tout le personnel de la délégation.

Michaud n'a pas que des amis

Pour M. Deschamps l'incident est clos. En fait il ne l'est pas. Pour l'essentiel, la nomination d'Yves Michaud à Paris n'a pas été discutée, encore moins approuvée, en conseil des ministres, lequel doit donner son accord. Donc elle n'est pas faite, quelles que soient les intentions du premier ministre à cet égard: M. Michaud n'a pas que des amis au conseil. Ce qui est certain par contre c'est qu'effectivement le mandat de Jean Deschamps touche à son terme, et que son successeur pourrait entrer en fonctions dès octobre ou novembre prochain. Qui sera-t-il? Yves Michaud, malgré de sérieux handicaps, garde de bonnes chances d'être nommé, mais c'est loin d'être une certitude.

Une chose est certaine: que le nouveau délégué soit Yves Michaud ou quelqu'un d'autre, il n'aura certainement pas pour mission de «purger». De l'avis général, M. Deschamps s'est montré à Paris un gestionnaire dévoué et scrupuleux. Il a remis de l'ordre dans la maison, après l'inter règne plutôt «désastreux» de François Cloutier, et une vingtaine de postes (sur moins de 100) ont déjà été supprimés.

Outre le fait qu'Yves Michaud ne serait pas l'homme tout désigné pour



Jean Deschamps

mener une politique d'austérité, celle-ci est déjà réalisée: les postes de chef de cabinet et de conseiller politique ont été fondus en un seul, les conseillers en immigration (sept), dispersés à travers l'Europe, ne seront pas remplacés à Paris, etc. Même ceux qui n'ont pas une admiration excessive pour M. Deschamps lui reconnaissent tous les mérites en ce qui concerne la direction interne d'une délégation qui était un peu à l'abandon. En fait, s'il est question de le remplacer aujourd'hui, ce n'est pas pour mettre à sa place un «bon gestionnaire» mais, au contraire, cette question étant réglée, pour nommer à Paris quelqu'un qui aurait précisément d'autres qualités.

Deschamps n'est pas indépendantiste

M. Deschamps n'est pas un indépendantiste affiché et c'est un fonctionnaire: si Québec décidait de mener à Paris une politique plus «agressive», il ne serait certainement pas l'homme de la situation. D'abord parce que ce n'est pas dans son tempérament. Et puis, comme le disait quelqu'un de son entourage, «quel fonctionnaire accepterait de se brûler en faisant des professions de foi souverainistes sur la place publique?»

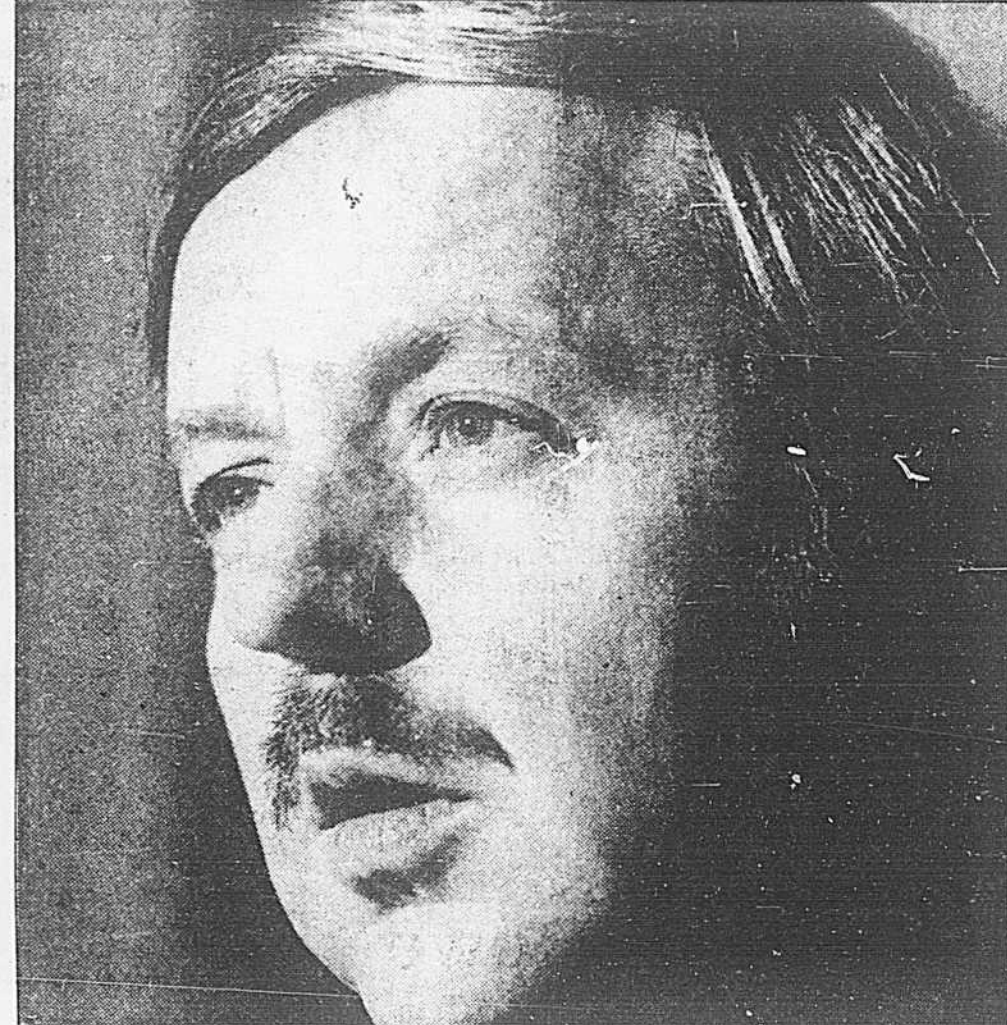
Spécialiste (parfois contesté, disons-le sous toute réserve) de l'industrie et des finances, M. Deschamps était tout désigné pour Bruxelles où il n'a laissé, après cinq ans, que de bons souvenirs. Mais il n'est pas du tout certain, après tout, que les affaires économiques soient de toute première importance à Paris. Depuis 1967, la bonne volonté politique n'a à peu près rien changé — ou

si peu — à la faiblesse des échanges entre le Québec et la France. Par contre le gouvernement français est certainement le seul susceptible d'accorder un soutien diplomatique — même mesuré — à celui de René Lévesque. Puisqu'il n'y a pas d'affaires en or à faire à Paris, pourquoi ne pas faire au moins des relations publiques et de la politique?

A ce jeu-là, la partie n'est pas très égale, à l'heure actuelle, entre la délégation et l'ambassade du Canada: le fait d'avoir des relations personnelles dans divers milieux, de pouvoir réunir des personnalités de premier plan — ce qui est le cas de Gérard Pelletier — ne change pas le sort de l'univers, mais cela peut changer le climat psychologique. En quelques années, insensiblement, M. Pelletier est arrivé à des résultats certains, même s'ils ne sont pas mesurables: par exemple — auprès de la presse et de la classe politique — à rendre de nouveau crédible un fédéralisme où les francophones auraient vraiment leur place. Le travail d'un délégué, après tout, devrait consister à occuper de son côté tout le terrain possible et à convaincre l'opinion du contraire.

Stratégie à définir

Il n'est pas du tout certain que le ministère des Affaires intergouvernementales ait aujourd'hui, en ce qui concerne Paris, une stratégie beaucoup plus précise qu'il y a deux ans. Mais en tout cas, si l'on devait ramener M. Deschamps à Québec, après un mandat de deux ans à peine — ce qui est très court, même en tenant compte des cinq années passées à Bruxelles — pour le remplacer par un délégué tout aussi prudent et faisant la même politique, on ne verrait pas tellement l'utilité du changement.



Yves Michaud

Et si c'est pour faire une autre politique, plus voyante ou plus agressive — déclarations publiques, apparitions à la télévision, guérilla avec l'ambassade etc. — on se demande pourquoi on ne l'aurait pas fait plus tôt, c'est-à-dire dans l'euphorie qui a suivi le 15 novembre 1976, alors que tout le monde s'intéressait au Québec.

Non seulement on ne l'a pas fait, mais on a pratiquement laissé pendant un an la délégation à l'abandon, entre les mains de François Cloutier démissionnaire, puis d'un chargé d'affaires. Lorsque le premier ministre Lévesque est venu en visite officielle en novembre 77, ça aurait dû être le couronnement d'une année «forte». Or M. Deschamps venait à peine d'installer son mobilier dans son appartement de l'avenue Foch.

Est-ce aujourd'hui le meilleur moment pour lui nommer un successeur? Certains «spécialistes» pensent que non. Si c'est pour nommer un «politique», que pourra faire ce dernier à Paris tant que le référendum n'aura pas eu lieu? A mesure qu'on se rapproche de l'événement fatidique, il est à prévoir que les interlocuteurs français de la délégation se feront plus prudents: «Faites votre référendum, on prendra des engagements après, si ça s'est bien passé.» Ou alors pense-t-on aux Affaires intergouvernementales que cette campagne pour le référendum est une bonne occasion pour faire parler du Québec à Paris?

Changement dans l'air

En tout cas, il y a du changement dans l'air. Certains fonctionnaires de la délégation redoublent de prudence dans leurs déclarations, craignant d'avoir l'air de prendre parti dans cette «drôle

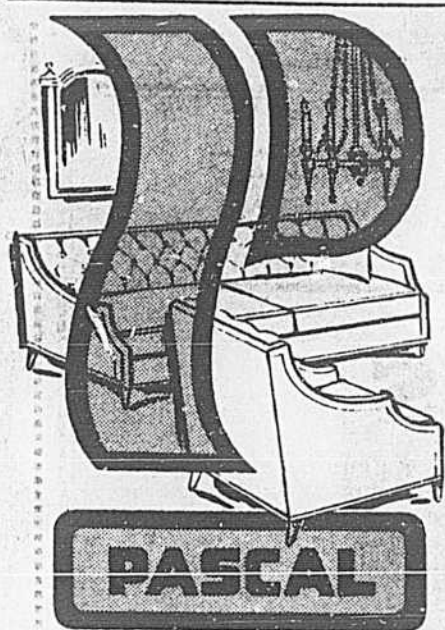
de guerre» de succession. Mais l'opinion qui prévaut est en gros la suivante: on saura à peu près quelle sera la politique de la délégation quand on connaîtra la personnalité du prochain délégué, c'est lui qui se taillera sa place.

«Si c'est Michaud, ça va saigner», dit quelqu'un. «Ça va être du sport», dit quelqu'un d'autre. Yves Michaud était considéré comme un «déléguable» possible dès après le 15 novembre. Il est de notoriété publique qu'il ne refuserait pas le poste si on le lui offrait. Il lui est même arrivé de laisser entendre que sa nomination était acquise... dans un avenir rapproché.

Non seulement c'est un ami très proche de René Lévesque, mais il a le style, la façon, l'habitude des milieux internationaux et parisiens qui pourraient faire de lui un candidat honorable à ce poste. Mais ses atouts sont en même temps des handicaps: cette amitié avec le premier ministre risque de susciter des accusations de «favoritisme», et cette «façon», apparemment, lui a fait plus d'adversaires que d'amis au gouvernement.

«Au fond, Michaud ne ferait pas un mauvais délégué, dit avec une pointe d'ironie un bon observateur. Le match Michaud-Pelletier pourrait être intéressant. Il pourrait aller à la télévision, il donnerait des conférences de presse. Après tout si l'ambassadeur d'Israël le faisait, et si l'opposition chilienne le fait, et l'OLP, pourquoi la délégation ne le ferait pas? Evidemment, il risque d'y avoir quelques gaffes par-ci, par-là...»

Dans la course, M. Michaud reste donc favori. Reste à savoir si sa candidature ne rencontrera pas des oppositions irréductibles au cabinet.



Pour une note d'exotisme dans votre intérieur

La chambre et salle à manger «MAISON DE THE»

Une création de LANE

La splendeur exotique... récréiez-vous chez vous avec cette collection de meubles d'un tout nouveau style oriental... «LA MAISON DE THE».

Dé l'Orient et de l'Occident, ce modèle emprunte les attraits; d'abord, simplicité, fraîcheur et versatilité qui caractérisent l'ameublement classique contemporain et le charme durable du style d'une culture artistique immuable à travers les siècles. «LA MAISON DE THE» est réalisée avec des placages de bois de qualité à veinures de plaqueminié kaki d'une riche finition en brun intermédiaire et des ferrures ravissantes au fini laitonné.



Salle à manger 9 pièces

2999⁸⁸

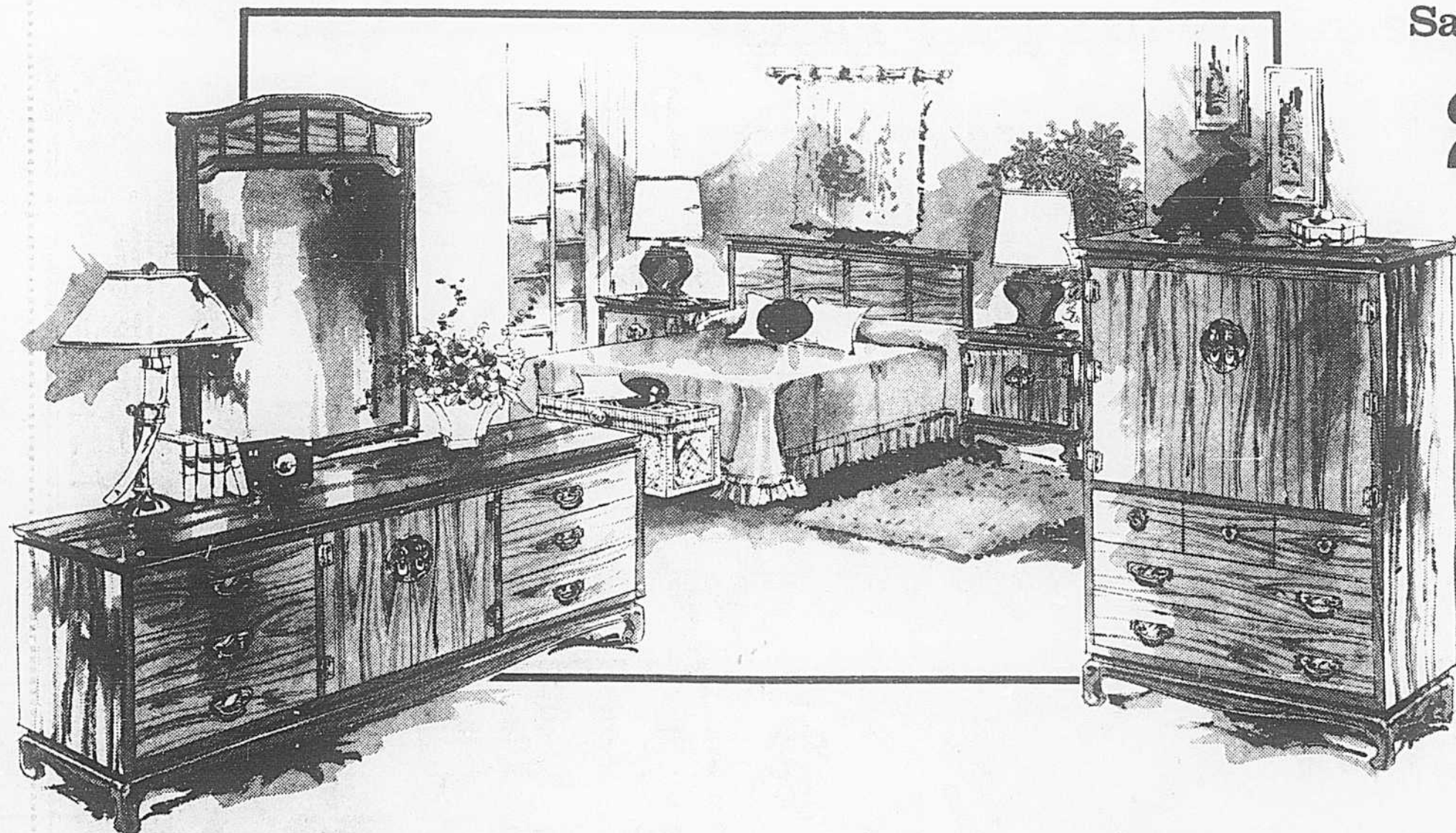
Desserte, en sus **529⁸⁸**

Chambre 4 pièces

Commode, miroir, armoire, tête de lit 54-60"

1488⁸⁸

Tables de chevet, en sus **249⁸⁸ ch.**



Ovation de Rowe

Jolies pièces d'ameublement inspirées par la détente et le rythme impulsif qui caractérisent le mode de vie contemporain. Cadres robustes patinés à l'ancienne, ce qui ajoute une note d'élégance originale aux pièces d'ameublement.

A. Table basse carrée
27 x 27 x 21 **139⁸⁸**

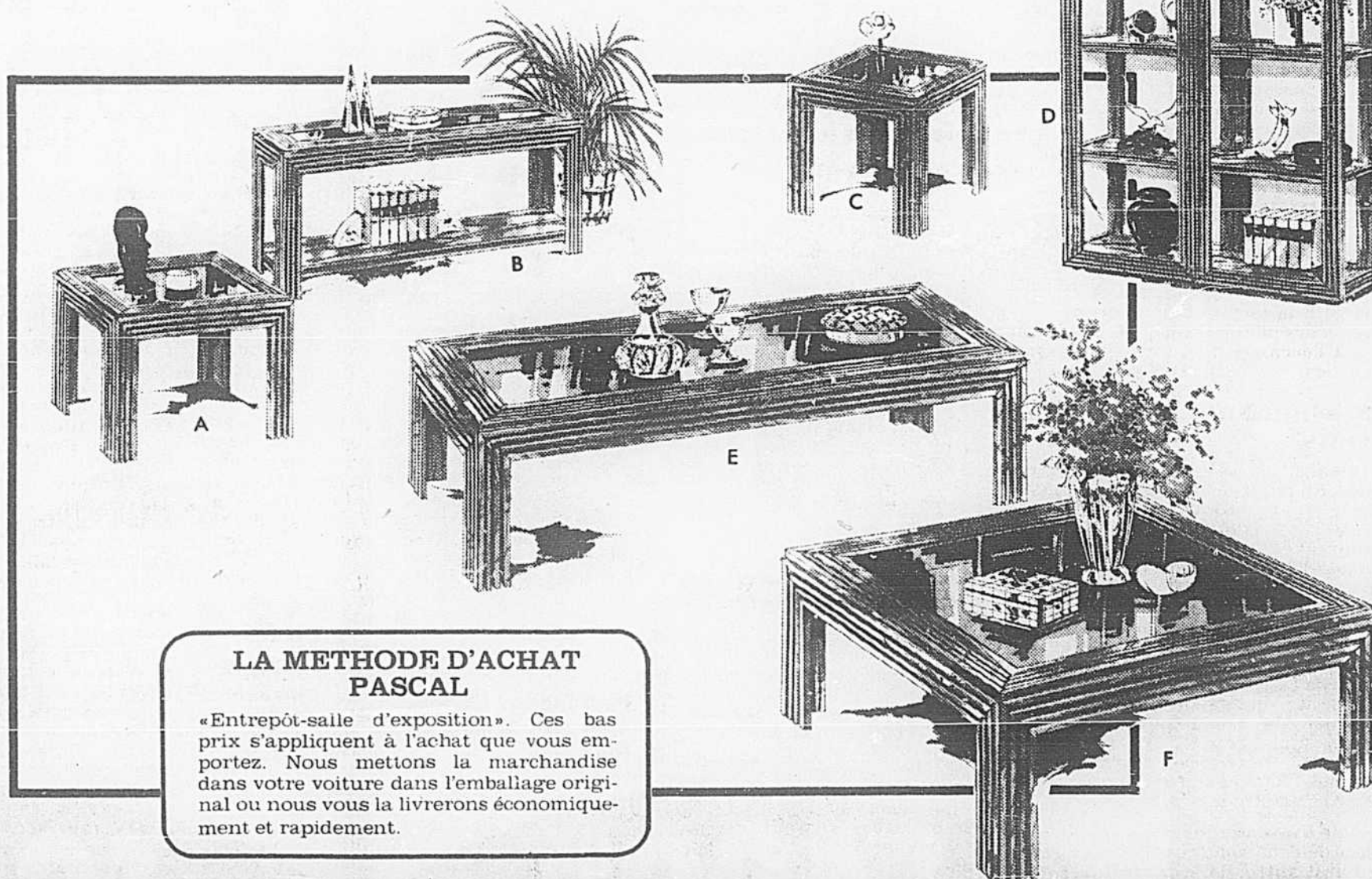
B. Table de séjour
15 x 55 x 24 **169⁸⁸**

C. Table d'appoint
21 x 27 x 21 **139⁸⁸**

D. Etagère
16 x 30 x 72 **239⁸⁸**

E. Table cocktail
23 x 57 x 15½ **139⁸⁸**

F. Table cocktail carrée
37 x 37 x 15½ **169⁸⁸**



LA METHODE D'ACHAT PASCAL

«Entrepôt-salle d'exposition». Ces bas prix s'appliquent à l'achat que vous emportez. Nous mettons la marchandise dans votre voiture dans l'emballage original ou nous vous la livrons économiquement et rapidement.

ENTREPÔTS - SALLE DE MONTRE PASCAL MEUBLES

3600 Côte Vertu, St. Laurent — Centre d'achats Le Bazar

• 6800 E. Jean Talon à l'ouest des Galeries d'Anjou

PLAN DE FINANCEMENT SUR PLACE

CHARGE

MISE-DE-COTE

TECHNICIEN A VOTRE SERVICE

LE
ROI DE LA RADIO
MAINTENANT OUVERT
CENTRE DUVERNAVY
3100, boul. de la Concorde, Duvernay, 661-5362

EXTRA SPECIAL

SONY

- table tournante à entraînement direct
- réglage de la vitesse par stroboscope
- retour automatique

PRIX DU ROI

\$128⁹⁵

AVEZ-VOUS
LA CARTE
DE CREDIT
DU ROI?

UTILISEZ LA CARTE
DU ROI

MASTER
CHARGE

LE
Roi
DE LA
Radio

NOTRE GARANTIE EST LA MEILLEURE
«SATISFACTION OU REMBOURSEMENT»

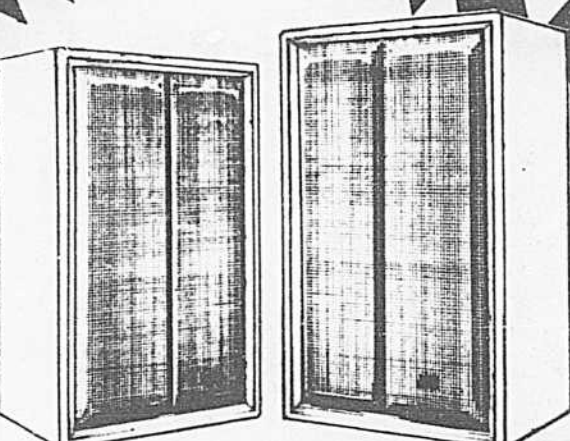
JVC

2 haut-parleurs à 2 voies de
très haute qualité

EXTRA SPECIAL
DU ROI
l'ensemble complet

\$319⁹⁵

36
watts
RMS



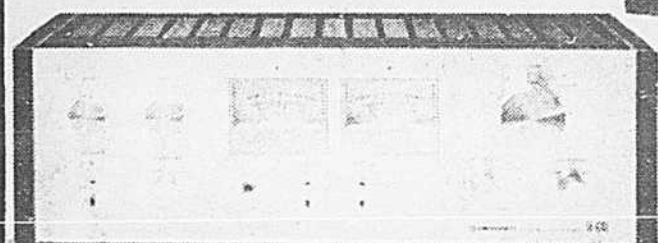
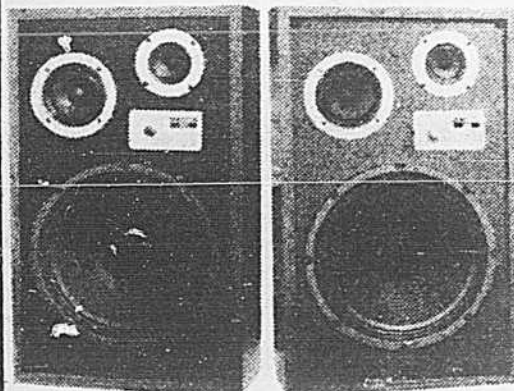
Récepteur JVC modèle JRS-61 w de 36 watts RMS total.

PIONEER-A.R.
Electro-sound

2 haut-parleurs Electro-sound, modèle Classic 55 à air suspension et avec contrôle de fréquence

80
watts
RMS

Table tournante magnétique avec retour automatique



Amplificateur PIONEER modèle SA-6700 de 80 watts RMS

PRIX
DU ROI
\$499⁹⁵

A.R.-JVC
Electro-Sound

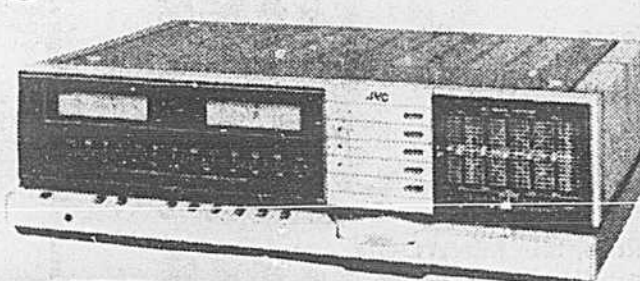
2 haut-parleurs PRO-1035, impédance 8 ohms, réponse de fréquence 35 à 20000 HZ 3 voies (Basse reflex).

70
watts
RMS

Table tournante magnétique avec retour automatique.



Récepteur JVC, modèle JRS-201W de 70 watts RMS.



PRIX
DU ROI
\$699⁹⁵

MONTREAL

Magasin entrepôt
507 est, rue St-Zaque — 270-8261
Pres de la Plaza St-Hubert

LAVAL

1793, boul. Saint-Martin

681-2565

LONGUEUIL

1430, ch. Chambly

677-8916

BROSSARD

2065, rue Lapinière

656-2424

TERREBONNE

950, rue des Seigneurs

471-9850

GRANBY

39, rue Evangeline

378-9816

SAINT-LEONARD

Centre d'achats Boulevard

729-2030

SAINT-LAURENT

Centre Bazar Côte-Vertu

336-3224

VERDUN

3966, rue Wellington

761-7137

POINTE-AUX-TREMBLES

12932 est. Marie-Dame

645-3355

SAINT-JEAN

921, boul. du Séminaire

348-0010

BELOEIL Place Montnach

512 St-Wilfrid Laurier,

464-0110

SHERBROOKE

22 nord, Wellington

567-4244

JOLIETTE

2 sud, Place Bourget

759-2080

SHERBROOKE

Centre d'achats Carrefour de l'Estrie

562-4667

SOREL

274 boul. Fiset

742-0020

VALLEYFIELD

Centre d'achats Valleyfield

371-2811

SHAWINIGAN

Place Alexis 2793, boul. Saint-Alexis

539-6915

LA TUQUE

293, rue Saint-Joseph

523-7568

THETFORD MINES

Galerie Thetford Mines

520, boul. Smith 335-5807

LEVIS

Place Kennedy 88 route

President Kennedy 833-7513

LA SARRE

77, 2e Rue est Plaza La Sarre

333-2066

TROIS-RIVIERES

987, rue Saint-Maurice

378-8387

DUVERNAY

3100, boul. de la Concorde Duvernay

661-5362

BIENTOT

Côte St-Luc Repentigny

West Island

SANKYO
avec Dolby

SANKYO

Tape à cassettes
AVEC DOLBY

\$199⁹⁵

Tape à cassettes
JVC stéréo

PRIX DU ROI
\$225⁹⁵



PIONEER

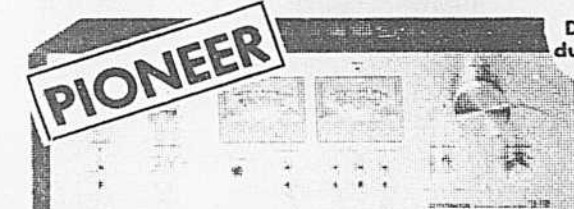
Table tournante
PIONEER,
direct drive

PRIX DU ROI
\$199⁹⁵

KENWOOD

Récepteur
KENWOOD de
52 watts RMS
modèle
KR-3090

PRIX DU ROI
\$299⁹⁵

\$100
DE RABAIS
du prix sugg.

Amplificateur
PIONEER
Modèle SA-7700,
120 watts RMS
PRIX DU ROI

\$369⁹⁵

KENWOOD
TECHNICS

Electro-sound

2 haut-parleurs PRO-1265

3 voies, contrôle de
fréquence, puissance
de 130 watts

120
watts RMS

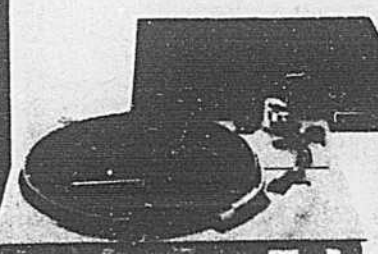


Table tournante
TECHNICS modèle
SL-220

Récepteur KENWOOD
modèle KR-5030
de 120 watts RMS

PRIX
DU ROI
\$999⁹⁵

JVC TECHNICS

170
watts RMS

Sound-Dynamic

En direct dans votre vie
Sound Dynamic modèle 125

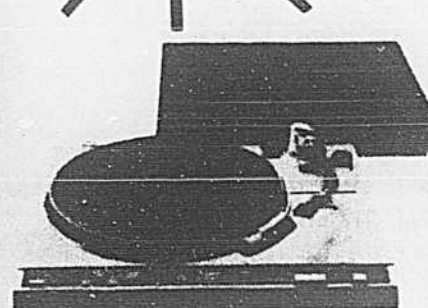
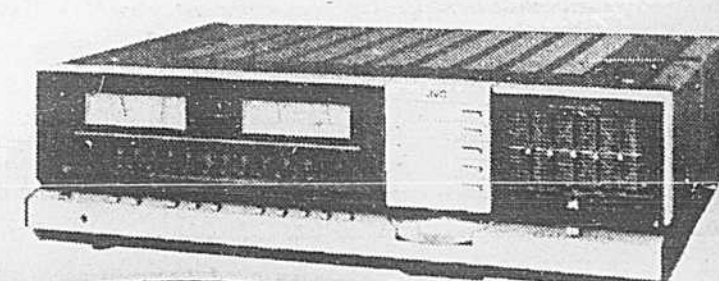
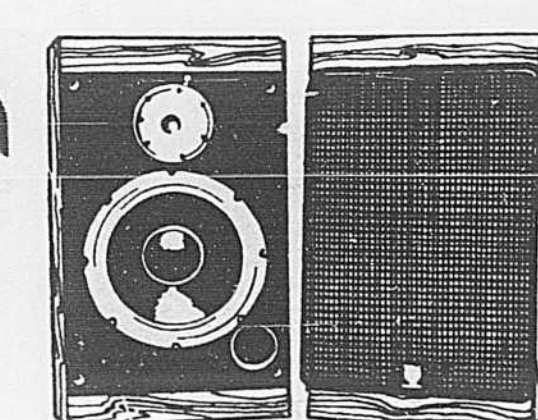


Table tournante
TECHNICS modèle
SL-220

Récepteur JVC,
modèle JRS-401 W
de 170 watts RMS

PRIX
DU ROI
\$1399⁹⁵



STEREO • HI-FI • TELEVISEURS COULEURS • STEREO • HI-FI • TELEVISEURS

STEREO • HI-FI • TELEVISEURS COULEURS • STEREO • HI-FI • TELEVISEURS

Freiner les syndicats, réduire l'impôt Mme Thatcher entend tenir ses promesses électorales

LONDRES (Reuter) — Limitation du pouvoir des syndicats, réduction de l'impôt sur le revenu, renforcement de l'ordre public et recul de l'intervention de l'Etat dans l'économie: tels sont les quatre piliers du programme législatif du gouvernement conservateur de Mme Margaret Thatcher, lu hier à la Chambre des Lords par la reine Elizabeth dans le traditionnel discours du trône pour l'ouverture solennelle de la session parlementaire.

Elue le 3 mai première femme chef d'un gouvernement en Europe, Mme Thatcher veut tenir ses promesses électorales et entraîner la Grande-Bretagne dans une «direction radicalement différente» de celle suivie par les Travailleurs. Le discours du trône révèle ainsi que le gouvernement tory entend présenter pas moins de dix-huit projets de loi au cours des dix-huit mois que durera la session parlementaire.

Les mesures fiscales et monétaires (réduction de l'impôt sur le revenu et des dépenses publiques) seront précisées dans le budget que le chancelier de l'Echiquier, sir Geoffrey Howe, devrait présenter le 12 juin.

Dans son programme, Mme Thatcher indique que son gouvernement déposera des projets de loi pour contrôler les piquets de grève et réduire les effets de «l'affiliation obligatoire» à un syndicat en vigueur dans de nombreuses entreprises. Le gouvernement encourage également les dirigeants syndicaux à procéder à des votes à bulletin secret pour décider d'une grève et non plus à main levée comme c'est actuellement le cas.

D'autres mesures, propres à irriter le Labour, désormais dans l'opposition mais avec le même chef James Callaghan, récemment réélu à sa tête, concernent la dénationalisation de certaines entreprises et le rôle du National Enterprise Board (Office national du Développement), organisme qui supervise les activités des firmes nationalisées et vient en aide aux entreprises privées en difficulté, celles que Mme Thatcher a appelé des «canards boiteux».

Intervenant dans le débat qui a suivi le discours du trône, le chef de l'opposition, M. James Callaghan a reproché au programme du gouvernement de s'éloigner

des promesses faites pendant la campagne électorale. Les mesures annoncées, a-t-il dit, sont «naïves», «stériles» ou «négatives». «L'utopie» promise pendant la campagne électorale devra être retardée de quelques jours, estime l'ancien premier ministre.

En matière de réforme des pratiques syndicales, les propositions gouvernementales sont de la «poudre aux yeux» et les réductions d'impôt envisagées devraient être d'au moins 3 pour cent pour bénéficier aux plus bas revenus.

A propos de l'Europe, Mme Thatcher a rappelé le soutien des Conservateurs au Marché Commun. Mais comme pour les Travailleurs, ce soutien ne va pas sans réserves notamment sur la politique agricole des Neuf et le budget de la Communauté, auquel les Britanniques estiment apporter une trop forte contribution. Le nouveau gouvernement s'engage par ailleurs à œuvrer pour un accord en matière de pêche, un sujet de friction entre Londres et ses huit partenaires, et étudier la possibilité d'une adhésion de la Grande-Bretagne au nouveau Système monétaire européen (SME).



Dans un geste bien féminin, le premier ministre Thatcher enlève une trace de poussière du veston de son ministre des Arts, M. Norman St. John Stevas, en attendant l'arrivée de la reine pour la lecture du discours du trône.

Jimmy Carter s'irrite de l'attitude des Américains

WASHINGTON (AFP) — Le président Jimmy Carter a vivement reproché hier au peuple américain de ne pas prendre la pénurie d'énergie au sérieux et de ne rien faire pour réduire sa consommation d'essence.

«Le public refuse de voir la réalité en face, a dit le président en recevant un groupe d'hommes d'affaires à la Maison-Blanche. Le problème de l'énergie posé à notre pays est une des plus graves menaces que j'aie jamais connues en temps de paix.»

M. Carter s'est particulièrement irrité en évoquant les insinuations selon lesquelles la pénurie actuelle d'essence dans certaines régions des Etats-Unis serait le résultat d'une collusion entre les grandes compagnies pétrolières et le gouvernement: «C'est évidemment une fausse analyse», a-t-il dit en renvoyant la balle à l'Américain moyen.

«Nous gaspillons plus d'énergie que jamais», a-t-il conclu, en se plaignant que tous les appels qu'il a lancés depuis deux ans pour convaincre les Américains de moins se servir de leurs voitures soient restés sans effet.

dépêches

LA VEILLE d'une visite importante à Moscou où il tentera d'améliorer les relations soviéto-yougoslaves, le maréchal Tito a lancé hier un appel aux pays non-alignés pour qu'ils renforcent leur unité et sauvegardent leur indépendance. Le chef yougoslave entend aujourd'hui une visite de 4 jours en URSS pendant laquelle il s'entretiendra avec le président Brejnev. A Belgrade, le Parlement a confirmé dans leur fonction les neuf membres de la présidence collégiale de l'Etat pour un deuxième mandat de 4 ans.

LE MASSACRE d'une centaine d'enfants le 18 avril dans l'Empire Centrafricain continue de susciter des réactions. Aux Etats-Unis le gouvernement américain s'est dit profondément préoccupé et le chargé d'affaires centrafricain a été prié par le département d'Etat de confirmer ou d'infirmer les rapports d'Amnesty international sur le massacre. Des voyageurs en provenance de Bangui ont confirmé la mort de 85 écoliers. A Paris, Amnesty international et Le Monde ont évoqué l'existence d'un autre massacre analogue en janvier dernier qui a fait 100 autres victimes.

UNE TENTATIVE de soulèvement a échoué hier au Ghana, selon la radio officielle d'Accra. Un officier de l'armée de l'air et un petit nombre d'aviateurs ont été mis aux arrêts. Un insurge a été tué, précisent les autorités qui affirment avoir la situation bien en main. La nouvelle du soulèvement avait provoqué un début de panique dans la capitale où la plupart des commerces ont fermé. Des comptoirs abandonnés ont été rapidement pillés. C'est le premier incident du genre depuis la prise du pouvoir par le général Akuffo en juillet 1978.

MÊME SI les sondages indiquent qu'il a la faveur de la majorité des électeurs démocrates, le sénateur Edward Kennedy a réaffirmé hier qu'il ne serait pas candidat à la présidence en 1980 contre Jimmy Carter. «Je m'attends à ce qu'il soit réélu... et il a mon appui», a déclaré le sénateur du Massachusetts à la télévision. Les rumeurs de sa candidature ont repris depuis que Ted Kennedy a exprimé son désaccord avec certaines politiques de Carter.

FIDEL CASTRO se rendra au Mexique demain où il rencontrera le président Jose Lopez Portillo dans la station balnéaire de Cozumel pour des entretiens. Il s'agit du deuxième voyage en Amérique latine du président cubain en 20 ans, le premier remontant à 1971. En 1975, le président mexicain en exercice, M. Echeverria, s'était rendu à La Havane. Dans les milieux diplomatiques de Mexico, on s'attend à ce que le premier Mexicain déploie le maximum d'efforts pour rapprocher les Américains et les Cubains dans l'intérêt de toute la région.

UN ÉMISSAIRE a été dépêché par le nouveau premier ministre britannique, Mme Thatcher, à Salisbury pour s'entretenir avec l'évêque Abel Muzorewa, premier ministre désigné de Rhodesie, et d'autres personnalités de ce pays. Il s'agit de M. Anthony Duff, haut fonctionnaire du Foreign Office et du Commonwealth. Son rapport devrait être entre les mains du chef conservateur avant la fin de la semaine.

LA JUSTICE japonaise a annoncé quatre inculpations qui mettent un terme à l'enquête entreprise sur des pots-de-vin qui auraient été versés lors de la vente au Japon d'avions de combat américains. A l'issue d'une enquête de quatre mois, aucune personnalité politique n'a été inculpée et il n'a pas été prouvé que les sociétés américaines Grumman et McDonnell Douglas se soient comportées de façon illégale. Les quatre personnes inculpées sont d'anciens cadres d'une société japonaise, la Nissho-Iwai.

LES DEUX principaux partis conservateurs libéraux, le Parti des phalanges et le Parti national libéral (PNL), ont décidé hier de former «un parti national unique», obéissant à un commandement unifié, indique un communiqué publié à Beyrouth par MM. Camille Chamoun et Pierre Gemayel, respectivement chefs du PNL et des Kataeb (phalangistes).

INDIRA GANDHI, l'ancien premier ministre indien veut prouver qu'elle jouit d'un soutien populaire massif dans le conflit qui l'oppose au gouvernement Desai dont la décision de créer des tribunaux d'exception pourrait signifier pour elle un nouveau séjour en prison. Aujourd'hui, elle doit conduire un défilé à New Delhi et rassembler 100.000 personnes dans une démonstration de force contre le Janata. Mme Gandhi doit aussi tenter de se faire élire à la Chambre basse le mois prochain.

FIABLE
ET
ECONOMIQUE

DU 16 AU 26 MAI 1979
Ces produits sont disponibles au
comptoir seulement

FIABLE
ET
ECONOMIQUE

Pharma Plus

Pharma Plus

TUBE ANTIPHLOGISTINE
2 oz
Valeur: \$2.09
Prix Pharma Plus
\$1.29
Limite 3 par client

ARTECHOL
Favorise la
sécrétion de la
bile
50 comprimés
Valeur: \$3.95
Prix Pharma Plus
\$2.69
Limite 3 par client

PRODUITS FARRAH FAWCETT
SHAMPOOING régulier ou huileux
Valeur: \$2.95
Prix Pharma Plus 225 ml **\$1.69**
FIXATIF aérosol régulier ou extra
Valeur: \$2.95
Prix Pharma Plus 400 ml **\$1.69**
FIXATIF non aérosol
Valeur: \$2.95
Prix Pharma Plus 225 ml **\$1.69**
CONDITIONNEUR régulier ou huileux
Valeur: \$2.95
Prix Pharma Plus 225 ml **\$1.69**
Limite 3 par client

Aimez-vous vos cheveux?
KIRO-COLD
permanente à
froid régulier ou
cheveux teints
4 oz
Valeur: \$3.95
Prix Pharma Plus
\$2.69
Limite 3 par client

DENTIFRICE PEPSODENT
50 ml
Valeur 96¢
Prix Pharma Plus
59¢
Limite 3 par client

RINCE-BOUCHE LISTERMINT
511 ml
Valeur: \$2.68
Prix Pharma Plus
\$1.69
Limite 3 par client

LOTION APRES RASAGE
MENNEN SKIN BRACER
régulier, mousse
sauvage, lime ou
épices 4 oz
Valeur: \$1.75
Prix Pharma Plus
\$1.29
Limite 3 par client

ORAL-B SOIE DENTAIRE
cirée, menthe,
non cirée
75 vg
Prix Pharma Plus
\$1.19
Limite 3 par client

LOTION NEET
citron ou régulier
100 ml
Valeur: \$1.78
Prix Pharma Plus
\$1.29
Limite 3 par client

LIQUIDE POUR VAISSELLE SWAN
224 oz
Prix Pharma Plus
\$1.29
Limite 3 par client

SHAMPOOING WELLA BALSAM
régulier ou gras
500 ml
Valeur: \$3.98
Prix Pharma Plus
\$2.79
Limite 3 par client

CONDITION WELLA BALSAM
normal et corps
500 ml et 400 ml
Valeur: \$3.99
Prix Pharma Plus
\$2.39
Limite 3 par client

ORAL-B SOIE DENTAIRE
cirée, non cirée 125 vg
Prix Pharma Plus
\$1.89
Limite 3 par client

GOUTTES POUR LES YEUX VISINE
15 ml
Valeur: \$1.98
Prix Pharma Plus
\$1.19
Limite 3 par client

COTON TIGE Q-TIPS
180
Valeur: \$1.42
Prix Pharma Plus
99¢
Limite 3 par client

POND'S COLD CREAM
ou pour peau sèche
200 ml
Valeur: \$4.65
Prix Pharma Plus
\$2.99
Limite 3 par client

CARO BRONZE
280 mg
100
Valeur: \$11.95
Prix Pharma Plus
\$6.69
Limite 3 par client

LOTION NEET
citron ou régulier
170 ml
Valeur: \$2.99
Prix Pharma Plus
\$1.79
Limite 3 par client

CARO BRONZE LOTION SOLAIRE
140 ml
Valeur: \$4.50
Prix Pharma Plus
\$2.69
Limite 3 par client

SCOPE RINCE-BOUCHE
750 ml
Valeur: \$3.39
Prix Pharma Plus
\$2.09
Limite 3 par client

PHARMA-PLUS
M. Alter
323, rue Chabanel ouest,
Montreal, Quebec H2N 1G5
514-381-2594

PHARMA-PLUS
H. Alter
4201 est. rue Jarry,
Montreal, Quebec H1R 1W9
514-722-4639

PHARMA-PLUS
Paul Duracher
244, boul. Anjou
Chateauguay, Quebec J6K 1C5
514-691-0201

PHARMA-PLUS
D. Freedman
3483, av. du Parc
Montreal, Quebec H2X 2H6
514-842-4189

PHARMA-PLUS
M. Friedman
1123, chemin Hyman
Dollard-des-Ormeaux, Quebec H9B 1M5
514-683-2221

PHARMA-PLUS
J. Schneiderman
151 ouest, rue Saint-Viateur
Montreal, Quebec H3T 2L4
514-274-2581

PHARMA-PLUS
R. Gaudin
6713, route Transcanadienne
Centre d'Achats Fairview
Pointe-Claire, Quebec H9R 1C4
514-695-4211

PHARMA-PLUS
M. Goldenberg
4451 ouest, rue Sainte-Catherine
Westmount, Quebec H3Z 1R6
514-933-1155

PHARMA-PLUS
E. Gerald Held
13081, boul. Gouin,
Pierrefonds, Quebec H8T 1X1
514-626-6668

PHARMA-PLUS
E. Schwartz
520, rue Saint-Rock
Montreal, Quebec H3N 1K6
514-279-8501

PHARMA-PLUS
Terrepharm/A. Nash
315, boul. Labelle
Rosemere, Quebec J7A 1E4
514-621-3770

PHARMA-PLUS
Newman Plaza
335, av. Dollard
LaSalle, Quebec H8N 1S2
514-363-4402

PHARMA-PLUS
Robert Patounis
4502, av. du Parc, Montreal
514-733-8297

PHARMA-PLUS
J. Rafter
5819, av. du Parc
Montreal, Quebec H2V 4H4
514-274-7728

PHARMA-PLUS
E. Schwartz
520, rue Saint-Rock
Montreal, Quebec H3N 1K6
514-279-8501

PHARMA-PLUS
H. Smith
5753, av. Caldwell
Cote St-Luc, Quebec H4W 1W1
514-481-0293

PHARMA-PLUS
W. Avelis
17055, chemin Sainte-Marie
Kirkland, Quebec H9J 1M2
514-695-1234

PHARMA-PLUS
R. Greenberg
6855, Clarendon
Montreal, Quebec H3X 2T8
514-739-3136

PHARMA-PLUS
Louis Abdalla
338, rue Saint-Jacques, Grinby, Quebec
514-372-4447

PHARMA-PLUS
Yvon Berger
2700, chemin Chamblay
Longueuil, Quebec
514-677-9117

PHARMA-PLUS
Pharma-Plus Varin
510, rue Sud, Cowansville, Quebec
514-263-0933

PHARMA-PLUS
Henri Primeau
302, boul. Laurier,
Beloeil, Quebec J3G 4G7
514-467-0296

PHARMA-PLUS
Gilles Boucher
1901, chemin Chamblay,
Longueuil, Quebec
514-679-3450

PHARMA-PLUS
Andre Nadeau
95, rue Lachapelle, Saint-Remy, Quebec
514-454-3981

PHARMA-PLUS
Andre Nadeau
115, rue Saint-Pierre,
Saint-Constant, Quebec
514-632-7845

Disponible PHARMA-PLUS région L'Estrie, Theford Mines, Sainte-Marie de Beauce, Coaticook.



L'armée a affecté 10,000 hommes à la garde des installations stratégiques en Italie pour les protéger contre des attentats terroristes durant la campagne électorale. Ci-dessus, un char est installé devant un bureau communal à Milan.

Le Sénat américain vote la levée des sanctions contre la Rhodésie

d'après AFP, Reuter, UPI

Par une majorité impressionnante — 75 voix contre 19 —, le Sénat américain a voté, hier, un amendement en faveur de la levée des sanctions économiques contre la Rhodésie. Fruit d'un compromis entre les ailes conservatrice et modérée du Sénat, l'amendement, introduit par le démocrate Richard Schweiker, recommande — sans caractère obligatoire — au président Carter de mettre fin aux sanc-

tions dans les dix jours qui suivront l'entrée en fonctions du gouverneur Muzorewa, prévue pour le 1er juin. L'un des plus ardents partisans de la levée des sanctions contre la Rhodésie, le sénateur Jesse Helms avait promis un texte identique mais à caractère obligatoire. A la suite de tractations de couloir, celui-ci a été remplacé au dernier moment par la version plus modérée de M. Schweiker. Le Sénat a, d'autre part, voté par une

majorité encore plus importante — 83 voix contre 11 — une résolution du chef de la majorité démocrate, M. Robert Byrd, demandant au président Carter de prendre une décision sur la levée des sanctions dans les quatorze jours suivant l'installation du gouverneur Muzorewa ou au plus tard le 30 juin. La résolution exprime le sentiment que le gouvernement de l'évêque Abel Muzorewa a été librement élu, et que la Rhodésie s'est montrée disposée à négocier de

bonne foi à une conférence réunissant toutes les parties intéressées. L'amendement a été voté après un débat de plusieurs heures au sujet d'une résolution beaucoup plus énergique, qui aurait contraint le président à lever les sanctions. Selon une loi en vigueur depuis l'an dernier, le président Carter doit lever les sanctions s'il pense qu'un gouvernement librement élu a été mis sur pied en Rhodésie et que des efforts de bonne foi ont été faits pour tenir

une conférence élargie à toutes les parties. Tout en préservant les options du président Carter qui a fait savoir qu'il redéfinirait prochainement sa politique à l'égard de Salisbury à la lumière des dernières élections rhodésiennes, le vote du Sénat par une telle majorité n'en représente pas moins un clair avertissement à la Maison-Blanche d'autant que l'amendement devrait être approuvé sans difficultés par la Chambre des Représentants.

Grèves et attentats sévissent en Italie

ROME (AFP, Reuter) — La tension continue de monter en Italie, à 18 jours des élections législatives, alors que 2 millions de fonctionnaires se sont joints au mouvement de grèves, amorcé la semaine dernière dans l'industrie et l'agriculture. Les employés des aéroports, des écoles et universités, et de l'administration publique ont massivement suivi le mot d'ordre des trois centrales syndicales, qui exigent l'application des avantages financiers obtenus dans la convention collective de 1976-1978, restés jusqu'ici lettre morte.

Par ailleurs, le ton s'est durci entre les partis de l'ancienne majorité de «solidarité nationale», concernant la composition d'une éventuelle coalition gouvernementale, au lendemain du 3 juin.

Ainsi, le secrétaire du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, s'est dit d'avis que le gouvernement avait besoin d'une nouvelle direction, estimant dépassée la phase de M. Giulio Andreotti. Le président du Sénat, M. Amintore Fanfani, a laissé entrevoir la possibilité de l'accession d'un socialiste à la présidence du conseil. Cette hypothèse fut aussitôt qualifiée de non-valeable par M. Franco Evangelisti, secrétaire démocrate-chrétien à la présidence du conseil. On signale d'autre part que la participation des communistes au prochain gouvernement constitue toujours un important sujet de discussions, et ce au sein même de la démocratie-chrétienne.

Pendant ce temps, les attentats terroristes se poursuivent. Hier, un commando composé d'une dizaine de personnes a attaqué le parc de stationnement d'un commissariat de police de Rome, incendiant plusieurs voitures et s'emparant de paquets contenant des bulletins de vote. On ne rapporte aucun blessé.

A Turin, des activistes de gauche ont fait exploser la voiture d'un responsable local du parti démocrate-chrétien.

Finalement, on signale que 800 soldats supplémentaires ont été affectés à la protection des points stratégiques de la capitale italienne. Dix mille autres doivent être mobilisés d'ici la fin de la campagne.

Washington revise ses relations avec le régime chilien

d'après AFP, UPI, PA

Par suite du refus du président de la Cour suprême chilienne, M. Israel Borquez, d'extrader trois anciens officiers supérieurs des services secrets chiliens, dont le général Manuel Contreras, impliqués dans le meurtre de M. Orlando Letelier, le gouvernement américain a rappelé en consultations son ambassadeur à Santiago, M. George Landau, et ordonné un réexamen complet de ses relations avec le Chili. Parallèlement, les États-Unis ont décidé de faire appel de la décision du juge Borquez.

Dans un communiqué au ton très ferme, le Département d'État a exprimé sa grave déception devant la décision du juge Borquez et contesté «l'insuffisance de preuves» soulevée par lui. Le porte-parole du Département d'État, M. Hodding Carter, a rappelé que les preuves fournies par les États-Unis à la Cour suprême chilienne pour appuyer la demande d'extradition du général Contreras, du colonel Pedro Espinoza Bravo et du capitaine Fernandez Larios étaient suffisantes et qu'elles avaient été confirmées par le verdict d'un tribunal de Washington qui avait lourdement condamné, le 14 février dernier, deux autres inculpés dans l'affaire Letelier.

La Cour suprême du Chili doit procéder à un réexamen de la demande d'extradition dans cinq à six semaines, indique-t-on de source officielle. Le communiqué du Département d'État affirme l'espoir que la Cour suprême acceptera en définitive de donner suite à la demande d'extradition américaine.

«Nous pensons fermement que cette extradition serait la méthode la plus rapide et la plus impartiale pour mener à bien les travaux de justice dans cette affaire», souligne le communiqué qui estime que le verdict rendu par le juge Borquez n'est pas conforme aux normes internationales de la justice.

Le meurtre d'Orlando Letelier, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Allende, n'a cessé de durcir les relations entre Washington et Santiago. Arrêté par la Junte lors de la chute d'Allende, il devait être libéré grâce aux pressions internationales.

Cuba libère 16 autres prisonniers politiques

MIAMI (AFP) — Seize prisonniers politiques cubains sont arrivés hier à Miami, venant de La Havane, à bord d'un vol spécial affrété par deux organisations d'exilés cubains aux États-Unis.

34 autres personnes, parents des seize prisonniers libérés, se trouvaient également à bord. Ils ont été accueillis à leur arrivée aux États-Unis par des représentants des deux organisations d'exilés, «l'Alliance des travailleurs de la communauté cubaine à l'étranger» et «le Comité de 75».

Selon l'agence de presse cubaine «Prensa Latina», captée à Miami, ces personnes avaient été emprisonnées pour violation des lois sur la sécurité d'État. 80 autres «contre-révolutionnaires» et leurs familles sont attendus demain en Floride.

L'automne dernier, Fidel Castro avait annoncé la libération future de quelque 3,500 prisonniers politiques, rappelle-t-on. Plusieurs centaines d'entre eux sont déjà arrivés aux États-Unis.

YAMAHA — KENWOOD — MARANTZ — TECHNICS — CERWIN — VEGA — RCA — PANASONIC — QUASAR — HITACHI

CENTRE D'IMAGE ET DE SON

ATLANTIQUE

"Le maître de l'électronique"

LTEE

FAIT TOUT POUR MERITER VOTRE CONFIANCE...

GARANTIT

ses téléviseurs couleur pendant 4 ans et les éléments de ses chaînes stéréo pendant 5 ans. Cette garantie écrite s'applique sur la main-d'œuvre à compter de la date d'achat.

ECHANGE

durant la période d'un mois à compter de la date d'achat à l'un de ses magasins, tout élément pouvant améliorer la chaîne stéréo.

REMBOURSE

si, dans les 30 jours suivant son achat, votre chaîne stéréo ou votre téléviseur couleur se vend, dans les mêmes conditions, à un prix moindre ailleurs.

YAMAHA AUDIO

130 watts RMS total

L'ensemble comprend:

- l'amplificateur Yamaha, modèle CA-810 de puissance élevée, 130 watts RMS total (2 x 65W)
- le synthétiseur AM-FM, Yamaha, modèle CT-810
- le nouveau tourne-disque semi-automatique Yamaha, modèle YP-82
- la cellule magnétique Shure M. 190 ED
- les enceintes acoustiques à 3 voies de marque Janis, modèle DB-1000

PRIX ATLANTIQUE \$1399 pour l'ensemble

P.S.M. \$1802.80

YAMAHA AUDIO

Modèle TC-800GL

549.95

PRIX ATLANTIQUE \$429.95 pour l'ensemble

L'ARISTOCRATE DES MAGNETO-CASSETTES

Maintenant exposé en permanence au Musée des Arts Modernes de New York. La présentation du TC-800GL a été conçue pour YAMAHA par le très célèbre designer Mario Bellini. C'est un design tout à fait révolutionnaire. Que ce soit dans une salle de concerts ou à la campagne, le TC-800GL enregistre partout. Il peut trouver sa place à la maison, dans votre chaîne stéréo, dans votre voiture, sur votre bateau ou à votre main lorsque vous voulez procéder à des enregistrements à l'extérieur ou simplement l'écouter. Sa triple possibilité d'alimentation le rend dans tous les cas fonctionnel.

Etui simili-cuir de \$89.95 gratuit à l'achat du magnéto-cassette.

YAMAHA AUDIO

YAMAHA AUDIO

70 watts RMS total

P.S.M. \$1163.75

PRIX ATLANTIQUE \$899 pour l'ensemble

L'ensemble comprend:

- le récepteur AM-FM stéréo Yamaha, modèle CR-620 d'une puissance RMS totale de 70 watts (2 x 35W)
- le nouveau tourne-disque Yamaha, modèle YP-82
- la cellule magnétique Shure M. 190 ED
- les enceintes acoustiques Janis à 3 voies, modèle JA-800 avec grille amovible

YAMAHA AUDIO

50 watts RMS total

P.S.M. \$625.85

PRIX ATLANTIQUE \$489 pour l'ensemble

L'ensemble comprend:

- l'amplificateur Yamaha, modèle CA-410, d'une puissance totale de 50 watts RMS (2 x 25W)
- le tourne-disque Technics, modèle SL-210 avec contrôle de la vitesse par stroboscope, cellule magnétique Shure M-70B, incluse
- les enceintes acoustiques Yamaha, modèle NS-220 RM à 2 voies.

*PRIX SUGGÈRES PAR LES MANUFACTURIERS

*POUR NOS POLITIQUES, CONSULTEZ NOS REPRESENTANTS

SIEGE SOCIAL & ENTREPOT 6060 EST, BOUL. METROPOLITAIN

SORTIE LACORDAIRE COTE SUD DE METROPOLITAIN ENTRE LACORDAIRE ET L'ANGELIER 253-8880

BELOIL Mail Montclair	SHERBROOKE 180 rue, rue Wellington	OTTAWA 199, rue Sparks	MONTRÉAL 6060, boul. Métropolitain	MONTRÉAL Galerie Normandie	MONTRÉAL Alexis-Nibon métro	TERREBONNE Galerie Terrebonne	QUÉBEC Place Sainte-Foy	CHICOUTIMI Place du Roy
ST-BRUNO Promenade St-Bruno	SHERBROOKE Centre Rockland	OTTAWA 1588, boul. Hébert	MONTRÉAL Les Galeries d'Anjou	POINTE-CLAIRE Centre Fairview	HULL Place centrale	JOLIETTE Galerie Joliette	QUÉBEC Centre Jadis	JONQUIÈRE Galerie Jonquière
BROSSARD Mail Champlain	SHERBROOKE Centre St-Jean	BROCKVILLE 1000, Island Mall	MONTRÉAL Place Versailles	DORVAL Dorval Gardens	SAINT-MARTHE BENTOT	REPERTIGNY Place Repertigny	QUÉBEC Place Laurier	JONQUIÈRE Centre-ville
CHATEAUGUAY Galerie Châteauguay	THEFTORD MINES Galerie Frontenac	KINGSTON 101, rue Princess	MONTRÉAL Place St-Basile	LACHÉ Galerie Laché	VAL D'OR Carrefour nord-ouest	POINTE-AUX-TREMbles Carrefour de la Pointe	LEVIS Galerie Chagnon	ALMA Galerie des Saint-Jean
SAINT-JEAN Galerie Richelieu	DRUMMONDVILLE Place Drummond	KINGSTON Brockville-Hall Frontenac	MONTRÉAL Centre Forest	LA SALLE Place Newman	LONGUEUIL Place Longueuil	LAVAL Carrefour Laval	RIMOUSKI Carrefour Rimouski	ALMA Carrefour d'Alma
	GRANBY Les Galeries de Granby	LACHUTE Centre Lachute	MONTRÉAL 6001, rue Saint-Hubert	MONTRÉAL Place Alexis-Nibon	ROSEMERE Galerie Milla Hee	LAVAL Centre Saint-Martin	LA TUQUE Centre d'achat La Tuque	
	LONGUEUIL Place Jacques-Cartier	MONTRÉAL 3452, rue Ontario					LAVAL Centre d'achat Desrochers	

CARTES ATLANTIQUE • CHARGE • MASTER-CHARGE

JBL — JANIS — TEAC — AKAI — MAXELL — KOSS — SENNHEISER — STANTON — SHURE — ADMIRAL — TOSHIBA

Accusé du meurtre sadique de Diane Thibault Edmond Turcotte acquitté

par Léopold LIZOTTE
Un jeune homme de 26 ans, qui n'avait été appréhendé que trois ans après le meurtre sadique d'une jeune fille, dont on avait retrouvé le corps dans un terrain de stationnement situé à l'intersection Dorchester-Saint-Laurent, a été acquitté de ce crime hier, sans qu'un seul témoin n'ait été entendu par le jury.

C'est le juge André-Guy Biron, de la Cour d'assises, qui a lui-même recommandé l'acquittement d'Edmond Turcotte, après avoir rejeté préalablement la seule preuve que semblait détenir la Couronne, soit certaines «confessions» faites par le prévenu, dans les deux jours qui avaient suivi son arrestation. Tout en concédant

qu'aucune promesse ou aucune menace n'avaient été faites au détenu, le tribunal en est venu à la conclusion que ces déclarations n'avaient tout de même pas été volontaires.

Déficient mental, de toute évidence, Turcotte aurait été amené à «se confesser» au terme d'une détention prolongée au cours de laquelle il n'aurait mangé que des toasts ou des sandwiches et pendant laquelle on lui aurait également fait subir un test au polygraphe, ou «détecteur de mensonges».

Au tout début, il aurait tout nié, mais mis en face de certaines «réactions» de la machine, il aurait changé sa version.

Le juge Biron soutient que la détention de l'accusé, en vertu du mandat du coroner qui lui a été exhibé, était illégale à plusieurs points de vue.

On ne l'a pas détenu à la prison commune, mais au quartier général de la police et il n'a pas comparu devant le coroner dans les 24 heures réglementaires. En fait, dit-il, l'accusé n'a pas été détenu pour assurer sa présence à l'enquête, mais strictement pour permettre son interrogatoire par la police.

À ce sujet, le magistrat rappelle les remar-

ques qui viennent tout juste d'être faites par la Cour suprême dans le cas du courtier d'assurances Benny Chartier, de Saint-Lambert, à qui une compensation de \$50,000 a été octroyée pour arrestation et inculpation injustifiées dans une affaire d'homicide.

Le tribunal reproche également aux policiers de ne pas avoir, selon les apparences, permis au prévenu de communiquer avec un avocat, et il n'a conséquemment pu recevoir les conseils dont il avait un pressant besoin dans les circonstances.

En raison de l'état mental du prévenu, des circonstances de sa détention, et de l'utilisation du polygraphe, qui l'ont poussé à affirmer ce qu'il avait précédemment nié, ses déclarations incriminantes sont donc rejetées.

La Couronne déclarant n'avoir aucune autre preuve à offrir, l'avocat de l'inculpé, Me Réal Charbonneau réclama du tribunal qu'il dirige lui-même les jurés vers un verdict d'acquittement. Ce qui fut fait.

C'est le 2 août 1975 que le corps de la victime, Mlle Diane Thibault, avait été retrouvé dans le terrain de stationnement du centre-ville.

avis légaux • appels d'offres • soumissions

VILLE DE KIRKLAND
PAVAGE ET BORDURE
BOULEVARD MERIDIAN DE
ARGYLE A ± CH 6 + 30
RUE CHAUDIERE DE MERIDIAN
A MERIDIAN
REGLEMENT #227
PROJET #3119
APPEL D'OFFRES

La ville de Kirkland demande des soumissions pour des travaux de pavage et de bordure sur le boulevard Meridian et la rue Chaudière, à savoir:
Pavage: 9,000 ver. car.
Bordure: 4,750 pi. lin.

QUALIFICATION
Seules les entreprises ayant leur principale place d'affaires dans la province de Québec sont autorisées à soumissionner pour ce projet.

OBTENTION DES DOCUMENTS DE SOUMISSION ET CONDITIONS
Les documents de soumission et autres renseignements pourront être obtenus par les entrepreneurs généraux seulement à compter du 17 mai 1979, au bureau des experts-conseils Arsenault, Garneau, Villeneuve Inc., 615 rue Belmont, Montréal (Québec) H3B 2L8, téléphone (514) 866-1921, contre un dépôt de trente (\$30.00) dollars.

GARANTIE DE SOUMISSION ET DE CONTRAT
Les entrepreneurs généraux devront inclure dans leur soumission:
• Un chèque visé au montant de dix pour cent (10%) du total de leurs soumissions. La garantie de soumission doit être valide pour quatre-vingt-dix (90) jours.

DATE DE RECEPTION DES SOUMISSIONS
Les soumissions (l'original et deux copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné à l'Hôtel de Ville de Kirkland, 17,000 boul. Hymus, Kirkland (Québec) H9J 2W2, seront reçues jusqu'à 16 heures, heure en vigueur localement, le 31 du mois de mai 1979, pour être ouvertes publiquement au même endroit et à la même heure.

Roméo Labrèche,
Greffier
MAI 1979

APPEL D'OFFRES
LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE VAUDREUIL-SOULANGES
La Commission Scolaire Régionale Vaudreuil-Soulanges recevra jusqu'à 15:00 heures, heure en vigueur localement, le 4 juin 1979, des soumissions sous enveloppes scellées, pour la concession de cafétéria et casse-croûte de la Commission Scolaire, couvrant la période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980.

Les centres concernés sont localisés aux endroits suivants:
— Atelier-Ecole des Cèdres (1577, Rang St-Dominique Les Cèdres (St-Lazare), P.Q.)
— Ecole Polyvalente Soulanges
137, Ste-Catherine St-Polycarpe, P.Q.
— Campus Cite des Jeunes 400, boul. Roche Vaudreuil, P.Q.

Chaque soumissionnaire devra répondre aux spécifications inscrites au cahier des charges auquel il joindra son offre sur les formules préparées.

La soumission sera remise dans l'enveloppe identifiée et fournie à cette fin. Les soumissionnaires pourront se procurer le cahier des charges à partir du 16 mai 1979 en s'adressant à la Commission Scolaire Régionale Vaudreuil-Soulanges, 55 M. Raymond Bertrand, régisseur de l'Approvisionnement, Edifice Centre Culturel, 400, boul. Roche, Vaudreuil, P.Q. J7V 6B1 — Téléphone: 455-9311, poste 213 ou 323.

Les soumissions seront ouvertes en présence des intéressés, le 4 juin 1979, heure locale, à la salle de conférence du Centre administratif situé dans l'Edifice Centre Culturel de la Cité des Jeunes, à Vaudreuil. La Commission Scolaire Régionale Vaudreuil-Soulanges ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et ouvertes.

JACQUES BELANGER
Directeur des Finances et de l'Équipement

PROVINCE DE QUEBEC
LA COMMISSION SCOLAIRE DES MILLE-ILES
LAVAL

AVIS AUX CONTRIBUABLES POUR EXAMEN DU DEUXIEME ROLE SPECIAL DE PERCEPTION ANNEE 1978/79

AVIS PUBLIC EST, par les présentes, donné à tous les propriétaires de biens-fonds de cette municipalité, que le deuxième rôle spécial de perception des taxes scolaires est déposé à mon bureau où il peut être examiné par les intéressés, pendant quinze jours, à compter de cet avis.

Durant ce temps, tout contribuable intéressé peut porter plainte, par écrit, au sujet de ce rôle qui sera pris en considération et homologué, avec ou sans amendements, à la session des commissaires qui sera tenue le mercredi 13 juin 1979, à 20 h à la salle des sessions, 216 boulevard Laval, Ville de Laval.

A compter de ce jour, le deuxième rôle spécial de perception sera en vigueur et tout contribuable est tenu de payer le montant de ses taxes au bureau du soussigné, 2275 rue Honoré-Mercier, Ville de Laval, sans avis ultérieur, dans les vingt jours qui suivront celui de l'homologation dudit rôle.

DONNE A LAVAL, ce seizième jour du mois de mai, mil neuf cent soixante-dix-neuf.

Le directeur des services financiers,
Yves Messier

VILLE DE KIRKLAND
ECLAIRAGE DE RUES
BOULEVARD MERIDIAN DE
ARGYLE A BERSKIE
CHAUDIERE CR. DE MERIDIAN
A MERIDIAN
REGLEMENT #227
PROJET #3120
APPEL D'OFFRES

La ville de Kirkland demande des soumissions pour des travaux d'éclairage sur le boulevard Meridian et Chaudière Cr., à savoir:
—Éclairage de rues: 3,200 pieds linéaires
—Lampadaires: 23 unités

QUALIFICATION
Seules les entreprises ayant leur principale place d'affaires dans la province de Québec sont autorisées à soumissionner pour ce projet.

OBTENTION DES DOCUMENTS DE SOUMISSION ET CONDITIONS
Les documents de soumission et autres renseignements pourront être obtenus par les entrepreneurs généraux seulement à compter du 17 mai 1979, au bureau des experts-conseils Arsenault, Garneau, Villeneuve Inc., 615, rue Belmont, Montréal (Québec) H3B 2L8, téléphone (514) 866-1921, contre un dépôt de trente (\$30.00) dollars non remboursable.

Les entrepreneurs généraux devront inclure dans leur soumission:
• un chèque visé ou un cautionnement de soumission émis par une compagnie d'assurance au montant de dix pour cent (10%) du total de leur soumission. La garantie de soumission doit être valide pour quatre-vingt-dix (90) jours.

DATE DE RECEPTION DES SOUMISSIONS
Les soumissions (l'original et deux copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, à la ville de Kirkland, 17,000 boul. Hymus, Kirkland (Québec) H9J 2W2, seront reçues jusqu'à 16 heures, heure en vigueur localement, le 31 du mois de mai 1979, pour être ouvertes publiquement au même endroit et à la même heure.

Le propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Roméo Labrèche,
Greffier
MAI 1979

VILLE DE LONGUEUIL
PROVINCE DE QUEBEC
LONGUEUIL

AVIS — SOUMISSIONS ACHAT DE TERRAINS PROPRIETE DE LA VILLE DE LONGUEUIL

La Ville de Longueuil sollicite par les présentes des offres cachetées pour acheter les terrains ci-après énumérés:

a) Terrains mis en vente avec obligation de construire dans un délai d'un an:

NOS DE FOLIO	TERRAINS	DIMENSIONS	SITUATION	MISE A PRIX
1072-0680	37-483	81' x 99' irr. (8,089 p.c.)	De Roussillon	\$2.00 p.c.
1072-0670	37-484	81' x 99' irr. (8,080 p.c.)	De Roussillon	\$2.00 p.c.
1072-0660	37-485	96' x 99' irr. (8,518 p.c.)	De Roussillon	\$2.00 p.c.

Sur les terrains susmentionnés sont autorisées: la construction d'une habitation unifamiliale jumelée à multifamiliale de 4 logements, 2 étages, la construction d'une habitation trifamiliale jumelée à trifamiliale, la construction d'une habitation multifamiliale isolée de 4 à 6 logements.

b) Terrain mis en vente avec obligation de construire dans un délai d'un an:

NOS DE FOLIO	TERRAINS	DIMENSIONS	SITUATION	MISE A PRIX
0981-1219	134-126	35' x 116' 3" (4,070 p.c.)	Rue Brébeuf	\$3,800.00

Sur le terrain susmentionné est autorisée la construction d'une habitation unifamiliale (cottage) dans la largeur minimum doit être de vingt-deux (22) pieds, la largeur maximum de vingt-quatre (24) pieds et les marges latérales devront être de huit (8) pieds et trois (3) pieds minimum.

c) Terrains mis en vente avec obligation de construire dans un délai d'un an:

NOS DE FOLIO	TERRAINS	DIMENSIONS	SITUATION	MISE A PRIX
1230-1026	66-364, 365 et 29-1232-21	3,680 p.c. irr.	Rue Boulé	\$4,600.00
1229-0981	66-480	4,083 p.c. irr.	Rue Boulé	\$5,104.88
0985-2531	129-16 et P. 17	3,479 p.c. irr.	Rue Chatham	\$3,479.20

Sur les terrains susmentionnés est autorisée uniquement la construction d'une habitation unifamiliale (bungalow) conformément aux dispositions du règlement de zonage No 77-1000.

d) Terrains mis en vente avec obligation de construire dans un délai d'un an:

NOS DE FOLIO	TERRAINS	DIMENSIONS	SITUATION	MISE A PRIX
0933-0565	384-247 à 250	213' x 133' 1" (23,396 p.c.)	Rue St-Alexandre	\$2.50 p.c.
0992-0550	P.288, P.289	140' x 106.5' irr. (15,050 p.c.)	Rue St-Alexandre	\$2.50 p.c.

Sur les terrains susmentionnés, est autorisée la construction d'une habitation multifamiliale isolée de 4 à 12 logis (2 étages) ou multifamiliale de 4 à 6 logis jumelées à 4 à 6 logis (2 étages) conformément aux dispositions du règlement de zonage No 77-1000.

Ces offres seront reçues et enregistrées jusqu'à 16 h et seront ouvertes publiquement et lues à haute voix à 16 h 30, heure avancée, le quatrième jour du mois de juin 1979, à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil, 300 ouest, rue St-Charles, Longueuil, Province de Québec.

Toute personne intéressée peut obtenir les formules de soumissions en s'adressant au soussigné, 300 ouest, rue St-Charles, Longueuil et seules seront considérées les soumissions faites sur les formules fournies par la Ville de Longueuil.

La Ville ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues, sans en courir aucuns frais envers le ou les soumissionnaires.

RENE CORBEIL, Ass.-Greffier,
300 ouest, St-Charles, Longueuil.

Ce 16 mai 1979



**JACQUES DUVAL VOUS DIT
QU'AVEC *revi* C'EST GARANTI**
NOUS INSTALLONS NOS PISCINES NOUS-MEMES
PAS DE SOUS-CONTRACTANT

PISCINE CREUSEE

INSTALLATION COMPRISE

- fond de béton
- revêtement de calibre supérieur
- bordure exclusive
- filtre Jacuzzi
- les accessoires de haute qualité inclus

\$4,295
à partir de

Chlore

100 lb H.T.H. **\$9795**
40 lb **\$4795**
20 lb **\$2795**

Vous recevrez de H T H un chèque de magasin d'un montant pouvant atteindre \$8.00.

PISCINE HORS-TERRE 24' de diamètre

• un nécessaire de vérification

- thermomètre
- boyau à retour d'eau
- manche télescopique
- boyau, tête et manche de balayage
- pousse-feuilles — écumoire
- puissant filtre à sable
- échelle de sécurité

TOUTE EQUIPEE
\$899

VENTE 10 JOURS SEULEMENT
NETTOYEUR EN VINYLE \$195
Chaises flottantes à partir de \$3195

COUVERTURE SOLAIRE
(Le soleil est gratuit)

Economie de combustible jusqu'à 35%. Les rayons du soleil pénètrent la couverture solaire, et chauffent l'eau naturellement, à travers la piscine entière, réduisant ainsi votre consommation de gaz naturel, d'huile et d'électricité.

Exemple:
24' de diamètre: **\$6495**
16' x 32' rect.: **\$7495**

PARTICIPEZ à notre CONCOURS DE VEHICULE TOUT TERRAIN

LES PISCINES *revi*
515, BOUL. LABELLE
FABREVILLE, LAVAL, QUEBEC
(coin boul. Dagenais)

• **FINANCEMENT COMPLET SUR LES LIEUX**
• **PLAN MISE DE COTE**
622-9801
DEUX DIRECTIONS
• autoroute des Laurentides, sortie 14
• autoroute 13 via boul. Dagenais, Labelle-nord

OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE:
Lundi au vendredi de 9h00 a.m. à 9h00 p.m.
Samedi de 9h00 a.m. à 5h00 p.m.
Dimanche de 10h00 a.m. à 5h00 p.m.

le match électoral

Broadbent cultive les régions isolées

par Mario FONTAINE
envoyé spécial de LA PRESSE

LE PAS, Manitoba — Comme pour démontrer l'intention ferme du NPD de s'affirmer dans le Canada septentrional, son leader Ed Broadbent a passé la journée d'hier à 350 milles au nord de Winnipeg, contrairement à ses adversaires qui poursuivaient leur sprint final dans les grandes villes du sud.

Ayant déjà un député dans les Territoires du Nord-Ouest à la dissolution du Parlement et des chances au Labrador et dans le nord de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique, le NPD ne ménage pas ses efforts les grandes villes du Sud.

Car il n'y aurait autrement vraiment rien de spécial pour attirer un chef national à Le Pas, une ville de 7.000 habitants encore oubliée par le printemps. Rien sinon qu'elle se situe dans le comté de Churchill, une circonscription que les néodémocrates comptent enlever la semaine prochaine.

D'une part, ils allèguent que des coupures budgétaires du gouvernement conservateur du Manitoba ont fait perdre bon nombre d'emplois dans la région, ce qui défavorise le député sortant, Cecil Smith, par ailleurs trop malade pour véritablement faire campagne.

M. Broadbent n'a donc pas manqué d'évoquer hier les 60.000 postes que l'équipe de Joe Clark a promis d'abolir dans la fonction publique fédérale. «C'est une politique socialement irresponsable», de commenter le chef néo-démocrate.

Par ailleurs, 40 pour cent de la population est indienne ou métis et réclame l'application de traités que les gouvernements tentent actuellement de mettre en veilleuse. Une autre bonne occasion pour M. Broadbent de réaffirmer l'appui de son parti aux populations autochtones qui réclament le respect de leurs droits traditionnels de chasse et de pêche.

En revanche, le chef du Nouveau Parti démocratique a affirmé à l'école secondaire locale qu'il est contre la proposition tory de faire du Yukon une onzième province canadienne. «Ce serait prématuré, devait-il affirmer. Comme la population du Yukon est faible, elle aurait alors à supporter les coûts très élevés.»

Chômage

Visitant par la suite un centre commercial construit par Ottawa et géré par une société indienne, M. Broadbent a déclaré que les dernières statistiques du chômage indiquent à quel point l'économie canadienne est stagnante.

Le taux de chômage est stationnaire depuis trois mois, même si on est à une époque de l'année où on assiste normalement à une reprise de l'activité économique, de dire le chef néo-démocrate. Cela prouve que les mesures prises par le ministre des Finances Jean Chrétien ne marchent pas.



M. Trudeau a laissé de côté l'unité canadienne pour parler d'énergie, hier dans l'Ouest.

La découverte de gaz permet à Trudeau de se moquer de Clark

par Gilles PAQUIN
envoyé spécial de LA PRESSE

KAMLOOPS — Depuis qu'il est arrivé dans l'Ouest, particulièrement en Colombie-Britannique, le chef libéral Pierre Trudeau a sensiblement atténué son message sur l'unité canadienne pour consacrer l'essentiel de ses discours aux seules questions d'énergie.

Devant une salle comble à Kamloops hier, M. Trudeau a profité de l'annonce d'une nouvelle découverte de gaz dans le Grand Nord canadien pour encore une fois se moquer de son adversaire Joe Clark.

La semaine dernière à Toronto et à Montréal, le premier ministre s'était engagé à parler «encore et encore» de l'unité jusqu'à la fin de la campagne. Devant près de 1.000 personnes venues appuyer son ministre Len Marchand, il n'a toutefois qu'effleuré ce sujet, comme la veille à Edmonton.

Lorsque Joe Clark dit qu'un gouvernement conservateur se départirait de Petro-Canada parce que cette société gouvernementale n'a pas trouvé une goutte de pétrole, il est dans l'erreur, a-t-il dit. Non seulement cela est faux, a poursuivi M. Trudeau, mais «cela démontre son ignorance incroyable du rôle de cette société».

Ainsi, on apprenait il y a quelques jours qu'un consortium auquel appartient Petro-Canada venait de découvrir un trillion de pieds cubes de gaz à l'île-aux-Sables, au large de la Nouvelle-Écosse, a rappelé le chef libéral. Cela transformera profondément l'économie de la côte est du Canada, a-t-il prédit.

Un autre consortium regroupant notamment Imperial, Panarctic et Petro-Canada vient pour sa part de découvrir trois trillions de pieds cubes de gaz à quelque 100 milles au nord de l'île Melville dans le Grand Nord, a ajouté M. Trudeau. Si Joe Clark avait été premier ministre, on n'aurait pas fait ces découvertes puisque son parti réclame l'abolition de Petro-Canada, a-t-il affirmé. En effet, a-t-il ajouté, l'entreprise privée ne voudrait faire seule ces recherches et c'est la participation de la compagnie gouvernementale qui l'a convaincue d'aller de l'avant.

Les réserves connues du delta du Mackenzie étaient 6.7 trillions de pieds cubes, a précisé un adjoint du premier ministre, elles touchent maintenant presque les 10 trillions. Ce chiffre constitue la moitié de la somme nécessaire pour atteindre le seuil de rentabilité d'une exploitation commerciale, a-t-il précisé. Après deux ans de recherche, les entreprises se disent satisfaites et

confiantes de parvenir à cet objectif.

M. Trudeau était d'autant plus satisfait de faire cette annonce que M. Clark soutenait encore au cours du débat des chefs, dimanche, que Petro-Canada n'avait jamais trouvé de pétrole.

Ce n'est qu'à la toute fin de son discours, comme hier en Alberta, que le premier ministre a finalement expliqué à son auditoire pourquoi il estimait important de rapatrier la constitution canadienne. C'est la seule façon d'intégrer à la constitution la charte des droits linguistiques, a-t-il dit, de façon à protéger les minorités de langue française hors Québec et celles de langue anglaise au Québec.

Cette tournée-éclair de M. Trudeau dans l'Ouest est sa dernière avant le jour du scrutin, elle se terminait par une assemblée en faveur des candidats de Vancouver hier soir.

Amorcée sous le signe de l'optimisme au lendemain du débat télévisé de langue anglaise l'opposant à MM. Broadbent et Clark, elle subissait cependant une douche d'eau froide lors de la publication du sondage de CBC lundi soir. Selon cette enquête, les libéraux traînent de l'arrière dans neuf provinces sur dix comme ils le faisaient lors du déclenchement de la course il y a sept semaines.

Une assemblée tourne au fouillis à Toronto Davis réaffirme son appui à Clark; aucune allusion au rapatriement

par Pierre GRAVEL
envoyé spécial de LA PRESSE

CAMBRIDGE (Ont.) — Le premier ministre ontarien Bill Davis a réaffirmé hier soir, devant 2000 personnes réunies à Kitchener, son entier appui à Joe Clark.

Ni l'un ni l'autre des deux hommes politiques n'a fait allusion à la déclaration de M. Davis, lundi, sur le rapatriement de la constitution. Ce dernier, contrairement à ce qu'a affirmé M. Clark dimanche lors du débat télévisé, a redit qu'il souhaite comme M. Trudeau le rapatriement le plus vite possible de la constitution canadienne, ce qui permet de croire à une divergence d'opinion importante entre lui et son leader national sur cette question.

Comme pour dissiper tout malentendu, le premier ministre ontarien a répété avec plus d'insistance que jamais jusqu'ici combien il est «fier d'appartenir au parti dirigé par Joe Clark, un vrai leader national».

Ce dernier a profité de la réunion d'hier soir pour revenir à la charge au sujet de Petro-Canada et expliquer à nouveau pourquoi il entend convertir cette société de la Couronne en entreprise privée. Il a aussi reproché au premier ministre Trudeau d'avoir posé un geste «irresponsable en rendant public que une découverte de gisements pétroliers importants» sans consulter au préalable ses partenaires et pendant que les marchés boursiers étaient encore ouverts.

«D'autant plus, a affirmé M. Clark, que Petro-Canada n'a qu'une participation minoritaire dans un consortium réunissant plusieurs grandes sociétés pétrolières.»

D'autre part, impossible de savoir si le chef conservateur Joe Clark a gagné beaucoup de votes hier midi à Toronto, mais il est certain qu'il en a perdu plusieurs à cause de la maladresse de ses organisateurs locaux.

Ceux-ci ont en effet eu la brillante

idée de tenir dans un centre commercial souterrain de la Ville reine, le Toronto Dominion Centre, la plus importante assemblée publique de leur leader dans cette ville depuis le début de la présente campagne électorale. La plus importante mais aussi la plus mal organisée.

Peu ou pas de service d'ordre, aucun espace réservé pour la circulation, un système de sonnettement déficient, même pas de podium pour que la foule puisse au moins voir, à défaut de l'entendre, le leader qu'elle était venue acclamer et, évidemment, pas d'enclos pour les journalistes.

Avec le résultat qu'en pleine heure du lunch, les milliers de personnes qui travaillent dans les édifices à bureaux avoisinants et qui circulent habituellement à cet endroit le midi se sont trouvées piégées au milieu d'une foule compacte, massée dans les divers couloirs de ce qui ressemble, en plus gros, à la galerie des boutiques de la Place Ville-Marie, à Montréal.

Plusieurs caméramen de la télévision et la plupart des journalistes n'ont même pas pu s'approcher du chef conservateur pour entendre son discours fréquemment interrompu par des adversaires politiques, des partisans déçus de ne rien voir ou plus simplement par le brouhaha d'une bonne partie de la foule qui se demandait ce qui se passait.

Des remarques

Parmi celles-ci, plusieurs remarques en disent long sur le caractère relativement partisan de ce spectateur, plus ou moins volontaire, de Joe Clark. «J'avais l'intention de voter conservateur mais Clark vient de perdre mon vote, répétait inlassablement une femme dans la quarantaine qui tentait en vain de se frayer un chemin vers sa banque. Si ces gens-là ne sont même pas capables d'organiser une assemblée publique, comment vont-ils faire pour diriger tout un pays?» «Qu'est-ce qui se passe?», demandait un commis de bureau interloqué devant cet-

te mer humaine. «Bof, c'est rien que Joe Clark», lui a-t-on répondu. «Ah bon! Bien maintenant, je pense que je vais voter pour Trudeau.»

Irresponsable

Un homme d'affaires qui passait par là a déclaré à LA PRESSE: «C'est totalement irresponsable d'organiser un rassemblement de telle façon. Il suffirait d'un simple incident mineur pour que des bagarres éclatent ou que la panique s'empare de la foule et que des gens se fassent piéger. Si c'est ça, Joe Clark...»

Effectivement, plusieurs accrochages ont eu lieu entre partisans trop enthousiastes et chahuteurs agressifs de voir leur milieu naturel de vie perturbé par les troupes du leader conservateur. Sans compter plusieurs personnes qui ont réussi avec peine à s'extraire de la foule avant de perdre connaissance à cause de la chaleur ou de la bousculade des plus désireux d'atteindre les premiers rangs.

Le bilan de la CEQ: 10 ans d'agression

Poursuivant sa charge contre le gouvernement Trudeau, la Centrale de l'enseignement du Québec rendait public hier un bilan de la décennie Trudeau intitulé «Dix années d'agression», expédié par la CEQ à chacun de ses membres.

Il y a dix jours, le Conseil général avait émis une déclaration dans laquelle on traitait le gouvernement Trudeau d'«anti-travailleurs, antisocial, antidémocratique et anti québécois». Cette fois-ci, la centrale reprend et précise chacune de ces accusations.

De plus, le président de la CEQ, Robert Gaulin, s'en est pris au premier ministre Trudeau qui, dit-il, a traité les enseignants québécois de «séparatistes qu'il fallait neutraliser par une augmentation des pouvoirs du fédéral en éducation».

Selon M. Gaulin, le fédéral ne réussit qu'à mettre le fouillis dans tous les domaines où il s'ingère dans le secteur de l'éducation. Pour cette raison, la CEQ estime que le gouvernement fédéral devrait se retirer sans condition du secteur de l'éducation, où il n'a rien à faire. La centrale rappelle qu'elle est en

faveur de la récupération totale par le Québec de toutes les sommes versées par Ottawa pour l'enseignement post-secondaire, la recherche, la formation professionnelle et l'enseignement des langues.

De façon plus générale, la CEQ estime que M. Trudeau n'en est plus à une énormité près pour se maintenir au pouvoir, ajoutant que le premier ministre devrait s'attaquer aux véritables enjeux de cette élection plutôt que de chercher des boucs émissaires pour la faillite monumentale de ses politiques économiques et sociales.

Dans «Dix ans d'agression», on dénonce les différentes interventions depuis 1968 du gouvernement fédéral pour rappeler des grévistes des secteurs publics au travail, ainsi que la loi imposant le contrôle des salaires.

Accusant le gouvernement d'être antisocial, la CEQ parle de la hausse des profits et des investissements qui ne se traduit pas par une baisse du chômage, tandis que les règlements de la Commission d'assurance-chômage deviennent de plus en plus sévères. De plus, la centrale



Robert GAULIN

remarque que l'économie canadienne est de plus en plus dépendante de l'économie américaine, que l'ouverture sur le Marché commun européen ne s'est pas faite et que les inégalités régionales s'accroissent.

On fait état également, dans le document, des opérations d'infiltration et d'espionnage de la GRC, soulignant que les libertés démocratiques sont en régression.

La CEQ conclut que le gouvernement de M. Trudeau est anti-québécois parce que le premier ministre ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination du peuple québécois.

Les femmes s'estiment négligées

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Toronto

TORONTO — Le comité national d'action (CNA) sur le statut de la femme, organisme qui représente au-delà de 170 groupes évoluant dans presque toutes les sphères d'activités au Canada, entend profiter des quelques jours qui restent de la présente campagne électorale pour amener les chefs des trois principales formations politiques en lice à se prononcer sur des sujets litigieux qui préoccupent la femme canadienne.

Au cours d'une conférence de presse, à Toronto, la présidente de la CNA, Mme Linda Macdonald, a déploré que les leaders politiques du pays n'ont pas voulu rencontrer les représentants de l'organisme, à l'occasion d'une séance d'information publique, pour discuter ces questions.

«Il s'agit de la première élection fédérale à se dérouler au Canada où les problèmes que doivent affronter les femmes font l'objet de discussions. Le CNA ne croit pas qu'aucun des partis n'a apporté à ces sujets toute l'attention qu'ils méritent, même s'ils ont pris plus d'engagements présentement qu'au cours des précédentes campagnes électorales.»

82 candidates

Elle a fait observer qu'il existe

82 femmes qui sollicitent un mandat de leurs électeurs durant cette élection et estime que 18 d'entre elles seulement ont des chances d'être élues à Ottawa, c'est-à-dire deux fois plus que lorsque la Chambre a été dissoute. «Les candidates plus souvent que les candidats, se présentent dans des comités où elles ont peu de chances d'être élues.»

L'organisme à but non lucratif, financé partiellement par le Secrétariat d'Etat, n'a pas voulu se prononcer pour une formation politique plutôt qu'une autre durant cette élection, mais dans le bilan qu'il a colligé, le NPD semble être jusqu'à maintenant le parti qui a pris les engagements les plus progressistes et les plus clairs sur le statut de la femme.

D'importantes questions restent toutefois à être éclaircies et le CNA invite les chefs libéral, conservateur et néo-démocrate à y répondre avant le 22 mai.

Il s'agit des questions suivantes: • Qu'est-ce qui doit être fait pour améliorer le statut de la femme au travail? • Favorisez-vous l'annulation des dispositions de la loi et la législation qui fait que les Indiennes perdent leur statut en se mariant (la présente loi fait perdre aux Indiennes leurs droits lorsque celles-ci

mariant un homme qui demeure à l'extérieur de la réserve)?

• Quel est votre position sur le projet de loi qui ajuste le niveau salarial de la femme du secteur public à celui des femmes non organisées du secteur privé (le projet va contre le principe de la négociation collective et du droit d'obtenir un salaire égal pour un travail égal)?

• Que feriez-vous pour vous assurer que la femme au foyer ne soit pas dépourvue financièrement lorsqu'elle devient âgée (être une «ménagère seulement» constitue le moyen le plus sûr d'être pauvre plus tard)?

• Appuyeriez-vous un amendement à la Loi de l'impôt sur le revenu afin que les femmes qui travaillent sur les fermes, dans les commerces et dans les affaires puissent être rétribuées pour leur travail et que ces sommes soient déductibles d'impôt?

• Etes-vous favorable à ce que l'on punisse non seulement la prostituée, mais également le client ou encore que la sollicitation faite par les prostituées ne soit pas considérée comme un acte illégal?

le match électoral

La région de Bruce

Presque aussi bleue que l'Alberta

par Claude PICHER
envoyé spécial
de LA PRESSE

COLLINGWOOD, Ontario — Pas aussi bleue que l'Alberta, mais presque...

Telle est la vaste région qui s'étend de part et d'autre de la péninsule de Bruce, dans le sud-ouest ontarien. Du nord au sud, 320 kilomètres; de l'est à l'ouest, 360. Deux grandes activités économiques: l'agriculture (élevage) et le tourisme. Le sud de la baie Georgienne, avec ses centres de villégiature et ses montagnes (chose rare en Ontario), est un peu aux Torontois ce que les Laurentides sont aux Montréalais. Une seule ville importante: Barrie, 40.000 habitants.

La région comprend huit comtés: Simcoe-Nord, Simcoe-Sud, Grey-Simcoe, Wellington-Dufferin-Simcoe, Bruce-Grey, Huron-Bruce, Perth et Lambton-Middlesex.

La nouvelle carte électorale accorde sept des huit comtés aux conservateurs. Dans le huitième, Bruce-Grey, les libéraux ne partent qu'avec une fragile avance de 102 voix. Le NPD est pratiquement absent du paysage politique (12,7 p. cent des voix dans l'ensemble de la région, en 1974), sauf dans Simcoe-Nord.

Les députés conservateurs sortants Bob McKinley (Huron-Bruce), Gus Mitges (Grey-Simcoe) et Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe) devraient tous conserver leurs sièges; dans le nouveau comté de ressant. C'est le comté du conservateur Ronald Stewart est également favori. Toutes ces circonscriptions sont solidement bleues, certaines depuis plus d'un quart de siècle. Les libéraux admettent assez facilement qu'il leur sera difficile de renverser cette tendance.

Perth (ville principale: Stratford) présente un cas plus intéressant. C'est le comté du conservateur Bill Jarvis, qui sollicite — et devrait obtenir — un troisième mandat. M. Jarvis, 48 ans, stature imposante (plus de 6 pieds), est le poids lourd du parti dans la région. Porte-parole conservateur en matière d'environnement et critique du parti en ce qui concerne le bureau du solliciteur général, M. Jarvis est perçu par les observateurs comme parfaitement «ministériel», si Joe Clark prend le pouvoir.

Lambton-Middlesex (ville principale: Stratford) comprend la grande région rurale entre Sarnia et London. Le député libéral Larry Condon s'est fait jouer un mauvais tour par le redécoupage de la carte. Son ancien comté, Middlesex-London-Lambton, s'étendait jusqu'à l'agglomération de London, d'où il tirait toute sa force. Sa majorité, en 1974, était de 2.798 voix. Le nouveau comté de Lambton-Middlesex, amputé de la partie la plus rouge de l'ancienne circonscription, anéantit cette avance, donnant une mince majorité (207 voix) au candidat conservateur Sid Fraleigh.

Dans Simcoe-Nord (ville principale: Orillia), la situation politique est un peu plus compliquée. Le conservateur Doug Lewis part avec une longueur d'avance sur le libéral Walter Connell. La grande inconnue demeure la force relative du NPD dans le comté. La nouvelle carte donne 40 p. cent des voix aux conservateurs, 35 p. cent aux libéraux, 21 p. cent aux néo-démocrates. Il suffirait que le NPD gruge 6 ou 7 p. cent des voix dans la majorité conservatrice pour que les libéraux se glissent de justesse entre les deux.

Mais ce calcul semble quelque peu optimiste: d'une part, il ne tient pas compte du sentiment antilibéral, confirmé par les sondages, et qui pourrait coûter cher au parti; d'autre part, il semble surestimer la force du NPD.

Lutte intéressante, enfin, dans Bruce-Grey, comté qui affiche un fort taux de participation aux élections fédérales (plus de 80 p. cent en 1974), mais qui a la réputation de ne jamais accorder de fortes majorités; la refonte de la carte ne donne qu'une mince avance de 102 voix au député libéral sortant Crawford Douglas. Il ne suffirait que d'une petite brise anti-libérale (et tous les indices laissent croire que la brise antilibérale (et tous les faire basculer le comté dans le camp des conservateurs. Le candidat de ce parti, Gary Gubin, travaille le comté depuis plus d'un an.



Régent GERVAIS

Un p'tit gars de Granby chef créditiste ontarien

par Claude PICHER

envoyé spécial de LA PRESSE

CAMBRIDGE, Ontario — Il est né à Granby il y a 48 ans, s'est installé à Kitchener à l'âge de 23 ans, et y est toujours demeuré. Ancien artiste de foire foraine (il peut vous montrer un truc infallible pour deviner l'âge des gens — en trichant un peu, évidemment), chauffeur de taxi, homme d'affaires.

Chemise noire à motifs, veston jaune citron. Marié à une anglophone, neuf enfants, sept petits-enfants, aucun ne parle français. Personnage coloré, Régent Gervais est, depuis mars 1977, le chef incontesté du Crédit social en Ontario.

Quelques centaines de membres, à peu près aucune organisation, sept candidats (sur 95 comtés). M. Gervais (dont le français est encore potable, bien que truffé d'anglicismes) est lui-même candidat dans Cambridge (anciennement Galt). Il n'en est pas à sa première tentative: trois essais, trois échecs. Sa meilleure performance: un peu plus de 400 voix aux élections provinciales de 1977.

Il en parle avec fierté: «Nous avons doublé notre vote populaire». Optimisme délirant: «Nous détenons la balance du pouvoir dans le comté». Le score créditiste en 1974 dans Cambridge (transposé sur la nouvelle carte): 153 voix, moins de un demi de un pour cent du vote populaire.

Un peu toqué

Il faut en effet posséder tout un bagage d'optimisme — et peut-être, aussi, être un peu toqué — pour «faire du Crédit social» en plein cœur du sud-ouest ontarien.

M. Gervais affiche une fer-

veur à toute épreuve. Admirateur inconditionnel de Réal Caouette et d'André Fortin, il est beaucoup plus dur à l'endroit de Lorne Reznowski: «Cet homme n'a pas compris le Crédit social...»

De Fabien Roy, qu'il n'a jamais rencontré, le chef créditiste ontarien dit qu'il lui semble «un excellent homme d'équipe». Mais que pensent les bons électeurs de Cambridge du flirt de M. Roy avec le Parti québécois? «Cela les dérange un peu», avoue M. Gervais. Mais l'homme ne renie pas son chef, loin de là.

Ainsi, il se porte volontiers à la défense de la loi 101 (à Cambridge, surtout quand on tient commerce, il faut le faire!), que M. Roy a appuyée à l'Assemblée nationale du Québec. «Vous autres, Ontariens, dit-il carrément à ses électeurs, vous n'avez pas de loi 101, mais dans les faits, vous traitez votre minorité francophone de la même façon, sinon pire, que le gouvernement québécois traite les anglophones».

Parizeau, le créditiste

M. Gervais ne cache pas son admiration pour le ministre québécois des Finances, Jacques Parizeau, en qui il voit de la bonne graine de créditiste: l'abolition de la taxe de vente, c'est pas du Crédit social, ça?

Recourant volontiers à la métaphore truculente, dans le plus pur style créditiste, M. Gervais mène une campagne active, compte tenu de ses moyens. L'importance que les journaux de la région lui accordent est hors de proportion avec son poids politique réel. L'homme profite évidemment à fond des

assemblées de candidats pour se mettre en évidence.

Cette semaine, il a pris la parole devant un groupe d'avocats: «Quand j'aurai besoin de conseils juridiques, leur a-t-il dit, j'irai vous voir, mais si vous voulez parler affaires, c'est vous qui devrez venir me consulter — et ce pays a davantage besoin d'hommes d'affaires que d'avocats!» Dans Cambridge, le néo-démocrate, le conservateur et le libéral sont tous trois avocats...

Quoi qu'il en soit, l'organisation de M. Gervais est plus que rudimentaire. Il n'a pas encore installé d'affiches dans le comté. Cette semaine, le candidat finissait de peindre son premier (et possiblement le seul) placard. A la mitaine, bien sûr. «Si vous en avez assez du crédit, votez Crédit social», y lit-on.

Le commerce de M. Gervais, «Cut-price Furniture», est installé dans une vieille grange désaffectée, entre deux grands centres commerciaux modernes. «Cela me permet d'économiser sur le loyer, et de vendre mes meubles à meilleurs prix», affirme-t-il. Même pas de toilette (les clients qui sont pris d'une soudaine envie doivent courir au garage voisin).

Le chef créditiste ontarien raconte volontiers ses premières années en Ontario; ce petit gars de Granby, qui baragouinait à peine quelques mots d'anglais et ne savait même pas lire cette langue, a connu des expériences difficiles. Mais il a joué du système D: il a appris à lire l'anglais en lisant des bandes dessinées: «Un livre de comiques à dix centes, c'est moins cher que chez Berlitz...».

SONDAGE GALLUP

tous droits réservés

L'intérêt augmente, le 22 approchant

Au début de mai, un peu plus de deux semaines avant la fin de la campagne, 78 p. cent des Canadiens déclarent qu'ils s'intéressent à l'élection qui s'en vient, 41 p. cent se disant «très» intéressés et 37 p. cent l'étant «modérément». Environ trois semaines avant le scrutin de 1974, l'intérêt était moindre, 72 p. cent des répondants déclarant qu'ils s'intéressaient à cette élection.

Intérêt pour l'élection: très intéressé modérément peu ou pas intéressé

1974	1979
35%	41%
37	37
28	22

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient certains de voter le 22 mai, 81 p. cent des électeurs ont déclaré qu'ils étaient «absolument certains» de se rendre aux urnes. En 1974, 76 p. cent des répondants s'exprimaient ainsi.

Certitude de voter

Absolument certain	1974	1979
Assez certain	76%	81%
Pas certain, incédis	12	11
Ne votera pas	10	7
	2	2

N.B. — Les pourcentages ne totalisent pas nécessairement 100, car il a fallu arrondir les chiffres.

Le tableau suivant montre les pourcentages par régions de ceux qui se sont déclarés au moins «modérément intéressés»

	très ou modérément intéressé	absolument certain d'aller voter
Provinces atlantiques	70 p. cent	74 p. cent
Québec	75 p. cent	86 p. cent
Ontario	82 p. cent	81 p. cent
Prairies	77 p. cent	76 p. cent
Colombie-Britannique	86 p. cent	78 p. cent

Les résultats ont été obtenus à la suite d'environ 2.000 entrevues à domicile avec des adultes en mai 1979 et environ 1.000 en-

Le tableau suivant permet de comparer les résultats obtenus par les intervieweurs de Gallup lors de sondages menés du 13 au 15 juin 1974 et du 3 au 5 mai 1979.

La question était celle-ci: «Vous intéressez-vous à l'élection qui s'en vient? Jusqu'à quel point l'êtes-vous, très intéressé, modérément, ou un peu seulement?»

maient ainsi. La question était celle-ci: «Vous-même, pensez-vous voter ou non? Etes-vous absolument certain, assez certain ou pas certain d'aller voter?»

à l'élection du 22 mai ou qui sont absolument certains qu'ils vont aller voter.

trevues en juin 1974. Les différences entre les deux sondages sont significatives 19 fois sur 20, à quatre p. cent près.

Roy: la CBC m'a écarté du débat

par Jacques BOUCHARD

envoyé spécial de LA PRESSE

SAINT-JEAN-SUR-RICHE-LIEU — Le chef du Parti crédit social du Canada, M. Fabien Roy, a affirmé hier que la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) l'avait «tout simplement écarté du débat des chefs politiques» diffusé dimanche soir dans tout le pays.

Faisant écho à certaines allusions à l'effet qu'il aurait refusé de participer à ce débat parce qu'il ne maîtrisait pas assez bien la langue de Shakespeare, M. Roy a lancé qu'il parle «aussi bien l'anglais que Diefenbaker parlait le français».

S'adressant à environ 500 personnes réunies dans une cabane à sucre au Mont Saint-Grégoire, le chef créditiste a ajouté qu'il parlait «assez fort pour qu'on puisse l'entendre et traduire ses propos, car supposément nous demeurons dans un pays bilingue».

La veille, M. Roy avait tout simplement refusé de commenter le débat des chefs qui avait opposé MM. Trudeau, Clark et Broadbent. Mais, piqué au vif par certains commentaires dans les médias, M. Roy a décidé de revenir sur ce sujet en précisant que le premier ministre Trudeau avait, lui, refusé le débat en langue française qui était proposé parce qu'il ne voulait tout simplement pas le rencontrer. Il est bien évident, selon M. Roy, que ce débat aurait mis les mêmes hommes en place que lors du débat de dimanche dernier et que sa seule présence a suffi à modifier l'attitude de M. Trudeau.



Fabien ROY

«Les masques commencent à tomber et Trudeau par son habitude nous a démontré clairement qu'il y avait «one people and one nation».

De plus, a ajouté M. Roy, «le Parti libéral a essayé de nous faire avaler Marc Lalonde pour la série de télévision «Ce soir» consacrée aux chefs sur les ondes de Radio-Canada, ce à quoi nous nous sommes opposés fermement. M. Trudeau a finalement changé d'idée en acceptant cette demi-heure d'antenne mise à la disposition des quatre principaux leaders politiques du pays».

Il est manifeste, selon M. Roy, que le premier ministre Trudeau poursuit son «opération camouflage» en ne voulant pas répondre aux questions sur son administration, «la pire depuis le

début de la Confédération, avec le record du chômage et de l'inflation».

Ouellet

Par contre, M. Roy s'en est pris aussi au ministre André Ouellet qui essaie de continuer à faire «peur aux enfants» à la télévision en compagnie du sénateur Jean Marchand «que l'on a sorti des boules à mites pour la circonstance».

«Ouellet, il y a quelques mois, prédisait qu'il n'y avait plus de créditistes. Maintenant, il en voit partout, le matin avant de se lever, en prenant son petit déjeuner. Imaginez, il en voit même à Radio-Canada», a lancé à la foule amusée le leader créditiste.

«L'attitude des libéraux fédéraux démontre bien qu'ils sont pris de panique et je vous jure que le 23 mai, lorsque nous détiendrons la balance du pouvoir à Ottawa, ça va bouger, ça va barder, a affirmé M. Roy et ce pauvre M. Ouellet va avoir encore bien plus de problèmes».

Dans l'assistance, il y avait 29 maires des 32 municipalités du comté de Saint-Jean, dont une bonne partie appuie les créditistes de Fabien Roy. Cette réunion avait été organisée à la fois pour souligner le passage du chef créditiste et aussi pour marquer d'une façon bien particulière les vingt années à la mairie de Saint-Brigide de M. Jean-Paul Lasnier, qui porte les couleurs créditistes.

Après sa première élection en janvier 1959, M. Lasnier a été réélu successivement à la mairie sans opposition, ce qui constitue un record dans les annales politiques.

Comité torontois pour la défense du Québec

par Yves LECLERC

envoyé spécial de LA PRESSE

TORONTO — Un groupe d'intellectuels torontois a fondé un «Comité de défense du droit du Québec à l'autodétermination» qui a commencé à recueillir des appuis, particulièrement dans les milieux universitaires, un peu partout à travers le Canada.

«Nous nous sommes d'abord adressés au milieu universitaire, et à celui des dirigeants des Églises, parce que ce sont ceux que nous connaissons le mieux, a dit à LA PRESSE, un porte-parole du comité, Wally Secombe. Au

départ, notre intention était de réagir à un courant intellectuel de «ligne dure» à l'égard du Québec.

«Mais en cours de route, les prises de position des libéraux, puis de Joe Clark récemment, dans la campagne électorale, nous ont amenés à élargir notre objectif. Déjà nous sommes fort heureux des nombreuses réactions favorables à notre déclaration, et nous avons l'intention de pousser plus loin.»

M. Secombe a admis que la plupart des gens qui ont appuyé l'action du comité sont de gau-

che, mais en précisant que dans le milieu intellectuel, c'est normal, et que de plus, plusieurs d'entre eux ont dû faire violence à leur dogme politique pour se prononcer: par exemple, plusieurs noms d'activistes du NPD sont sur la liste, malgré la position peu claire du parti sur cette question, et le Comité a l'appui de quelques communistes, alors que le Parti communiste lui-même a toujours été fortement centralisateur.

«Québec, dit la déclaration, n'est pas une province comme les autres: les Québécois sont

une nation. Ils ont une histoire distincte, un langage commun, des institutions civiles à eux, une tradition culturelle propre. Mais plus important peut-être, ils ont un sens net de leur identité nationale, et une volonté politique de la sauvegarder par une forme de souveraineté. Les Québécois, donc, doivent avoir la possibilité de former un État indépendant s'ils le souhaitent.»

Et plus loin: «Il est essentiel que nous (du Canada anglais) reconnaissons que l'assaut contre le droit au Québec à l'autodétermination se poursuit parallè-

lement à l'érosion des droits démocratiques dans le reste du pays. En défendant le droit du Québec à disposer de son sort, ce sont nos propres droits que nous défendons aussi...»

Enfin, le Comité s'attaque aux médias d'information anglophones dont la couverture du phénomène québécois «a été superficielle et partielle: obsédés par Lévesque, Trudeau et les «personnalités», les médias ont décrit les Québécois comme «des agneaux attirés pas à pas vers le piège du loup Lévesque».

Tout le monde a des ventes en mai... mais jugez les autres d'après

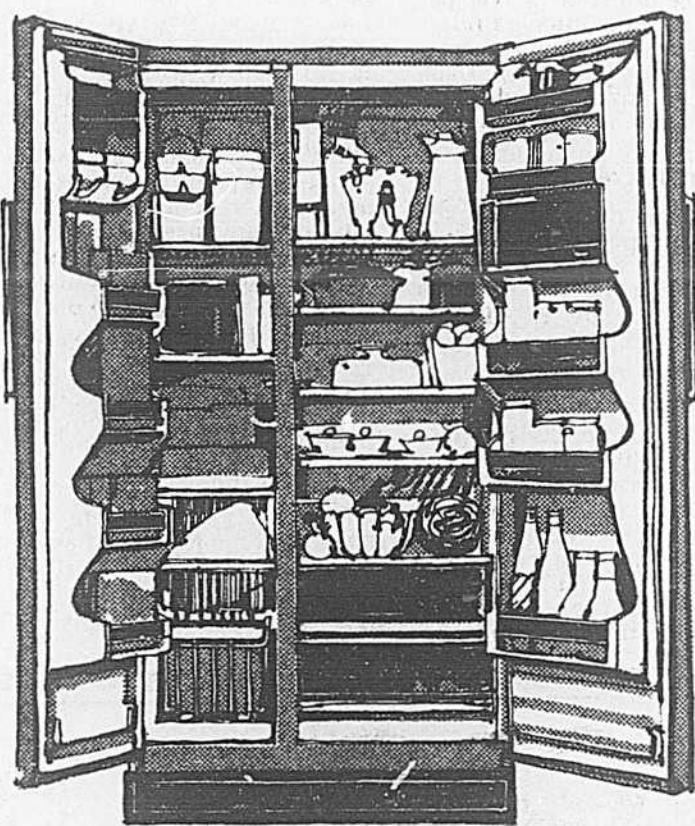
Kelvinator

chez **BRAULT & MARTINEAU**

Foodorama sans givre

- 18.1 pieds cubes (512.5 litres)
- Dispositif exclusif économiseur d'électricité • Bac à glaçons coulissant • Distributeur de boîtes de jus • Garde-beurre à 3 températures • Roulettes.

En ce moment: **\$849⁰⁰**



Economisez

Réfrigérateur-congélateur sans givre

Jugez les autres d'après Kelvinator. Voyez ce magnifique et pratique réfrigérateur-congélateur de 13.3 pieds cubes (376.6 litres).

Dispositif permettant d'économiser de l'électricité et bien d'autres caractéristiques.

Cet appareil Kelvinator est aussi élégant que fiable. Kelvinator fait toute la différence.

EN CE MOMENT:
\$439⁰⁰

Jugez aussi les cuisinières des autres fabricants d'après la qualité et l'élégance de cet appareil Kelvinator.

Faites des comparaisons.

Les éléments à réglage en continu permettent d'obtenir le degré précis de cuisson. Autre dispositif pratique: minuterie des éléments de surface, prise pour appareils et minuterie de four.

Vous serez fier d'avoir cette cuisinière Kelvinator.



Thibault: Ouellet est mal informé

Le directeur de l'information à Radio-Canada, Marc Thibault, réfute une par une les accusations de parti pris pour Fabien Roy, proférées il y a quelques jours par le ministre fédéral des Travaux publics, André Ouellet, et conclut que celui-ci a été mal informé ou qu'il a regardé distraitement le Téléjournal.

Au sujet de l'assemblée du Crédit social à Chibougamau, M. Thibault précise que le Téléjournal n'a pas diffusé d'images et que l'animateur Bernard Derome a fait état de la faible assistance. Selon lui, il est faux qu'on ait diffusé ce soir-là un film d'une autre assemblée où il y avait 200 personnes.

Dans le cas de la tournée de M. Roy en Mauricie, M. Thibault souligne que le Téléjournal a fait état pendant 25 secondes de la réception chaleureuse accordée au chef créditiste dans Saint-Maurice et Trois-Rivières. Il n'a pas été question d'accueil chaleureux par le maire de Trois-Rivières, mais celui-ci a bien reçu personnellement M. Roy. M. Ouellet avait affirmé que le maire Gilles Beaudoin n'était pas dans sa ville lors du passage de M. Roy en Mauricie.

M. Ouellet accusait également la société d'Etat de tenter de discréditer le député libéral de Beauce, Yves Caron, en diffusant une présomption d'affaires de conflits d'intérêts. Selon M. Thibault, «toute information de cette nature, qu'elle ait concerné un candidat conservateur, NPD ou créditiste, aurait été diffusée en toute bonne foi et conscience professionnelles, après vérification minutieuse de ses principaux éléments.»

Réfutant l'accusation de M. Ouellet à l'effet que Radio-Canada accorde plus d'importance au Crédit social qu'à l'Union populaire, M. Thibault déclare que c'est là faire peu de cas de l'histoire et de la base électorale du Crédit social. Selon lui, chaque parti reçoit à Radio-Canada une part équitable de traitement, en regard à l'importance de sa représentation parlementaire passée, et aux appuis qu'il possède dans l'électorat.

Grafftey lance un appel aux anglophones

par Gilbert LAVOIE — Faisant appel à la mémoire de l'ex-premier ministre Louis Saint-Laurent et aux Pères de la confédération, le député conservateur de Brome-Missisquoi, M. Heward Grafftey, a lancé hier un vibrant appel à la communauté anglophone de l'ouest de Montréal, lui demandant de retirer son appui traditionnel aux libéraux.

«Aucun homme n'a le droit de se dire indispensable à la survie de la constitution, et je suis persuadé que si M. Saint-Laurent était encore vivant, il serait le premier à dénoncer la campagne actuelle de Pierre Elliott Trudeau», a déclaré M. Grafftey devant les membres du

club Rotary de Montréal.

«Je refuse de croire qu'il faut être libéral pour être un bon Canadien», a ajouté le député conservateur, qui a soutenu que l'attitude du premier ministre Trudeau menait tout droit à la destruction du pays.

La performance de Joe

Faisant allusion à la performance de M. Joe Clark lors du débat de dimanche à la télévision, M. Grafftey a déclaré que son chef «avait défendu son point de vue». «M. Clark a réussi à unir le Parti conservateur comme il ne l'a jamais été dans le passé, et il fera la même chose pour le Canada», a-t-il déclaré. «La télévi-

sion a beau dire qu'il n'a pas le panache de Trudeau, mais les historiens écriront que les onze années du gouvernement Trudeau ont été les pires au point de vue administration publique.»

M. Grafftey, qui ne se faisait pas d'illusion sur les opinions de son auditoire à majorité anglophone, a néanmoins pressé les leaders de la communauté de langue anglaise du West Island, de voter conservateur le 22 mai. Le député de Brome-Missisquoi a, selon toute évidence, réussi à convaincre un de ses auditeurs, qui est venu le féliciter après la réunion. «Je suis de la Californie», a cependant expliqué le nouveau partisan.

BRAULT & MARTINEAU

Venez meubler
votre avenir chez
BRAULT & MARTINEAU
**L'ENSEMBLE
QUI SAIT PLAIRE!**

DINETTE MODERNE FONCTIONNELLE 5 mcx

Cette dinette vous ravira par sa beauté et son côté pratique (siège en vinyle facilement nettoyable, table recouverte d'un laminé très résistant aux égratignures). Les bases des 4 chaises et de la table sont finies chrome brillant ce qui confère à l'ensemble une apparence très moderne.

RICHE MOBILIER DE CHAMBRE 7 mcx

Ce mobilier de chambre à coucher d'allure contemporaine vous offre un riche fini chêne naturel qui ne se démodera pas du jour au lendemain. Une commode à 2 portes, un bureau triple surplombe de 2 miroirs, 2 tables de nuit et une tête de lit 54" ou 60" forment ce mobilier de bon goût.

CONFORTABLE MOBILIER DE SALON 2 MCX

Cet ensemble de salon à bandes rayées centrales vous promet un confort unique et une apparence des plus impeccables, par sa finition soignée et le choix du revêtement de très bonne qualité. L'ensemble comprend: un sofa 3 places et un fauteuil N.B. L'ottoman est aussi disponible moyennant léger supplément.

\$1599

Pour 14 pièces d'ameublement de qualité!

“C'est là qu'ça se passe !”

6875 est, rue JEAN-TALON
SAINT-LEONARD
254-9455

1130, rue DOLLARD
VILLE LASALLE
364-6110

382, boul. DES LAURENTIDES
LAVAL
667-3210

7930 est, rue SHERBROOKE
MONTREAL
353-7330
métro Beaugrand

1906, chemin CHAMBLY
LONGUEUIL
679-1260

Logé au GAM, Guilbault attend la 2e offensive de Chevrier

par Gilbert LAVOIE

On n'est pas superstitieux chez les libéraux de Saint-Jacques: le député sortant, M. Jacques Guilbault, a logé son comité francophone dans les locaux du Groupe d'action municipale, au 3115 Saint-Urbain, juste au nord de Sherbrooke. M. Guilbault, qui cherche à obtenir un quatrième mandat de la population du centre-ville de Montréal, ne se sent pas menacé dans cette circonscription de la métropole, la plus vieille, et dont les limites ont été considérablement modifiées depuis les dernières élections.

Saint-Jacques en 1979, c'est l'est de Montréal de Saint-Laurent à Papineau, c'est le quartier des affaires, qui se vide à compter de 17 heures, et c'est également Pointe-Saint-Charles avec ses taudis, une portion de Saint-Henri, et même deux ou trois rues de l'ancien Westmount. Les limites vont de Papineau à Atwater, entre la rue Sherbrooke et le fleuve Saint-Laurent.

Elu pour la première fois en 1968, le député sortant jouit au départ d'une majorité approximative d'environ 6.000 voix dans ce nouveau comté de Saint-Jacques, dont la superficie a été doublée. Si son avance n'est pas aussi confortable que dans certains autres comtés de la région, M. Guilbault soutient néanmoins que son adversaire conservateur M. Jean Chevrier, le fils de l'ancien ministre libéral Lionel Chevrier, n'a aucune chance.

«Pendant qu'il passe des jours et des jours à faire du porte à porte, moi je rencontre les gens par plusieurs centaines à la fois dans différents types d'activités sociales», explique-t-il. M. Guilbault, qui soutient avoir environ 1.100 travailleurs bénévoles dans son organisation, estime que la partie est déjà jouée, même si le redécoupage de la carte électorale lui a apporté quelques polls



La majorité de 6000 voix de Jacques Guilbault est convoitée par le conservateur Jean Chevrier.

bleus dans l'ancienne portion de Sainte-Marie, entre Visitation et Papineau, dans l'est.

La version des faits est tout autre chez les conservateurs. Le candidat Chevrier en est à sa deuxième campagne contre Jacques Guilbault. «En 1971, je suis arrivé une semaine après le début de la campagne, et on m'avait dit de me fier à l'organisation du comté... il y avait trois personnes», explique-t-il. «Aujourd'hui, mon organisation fonctionne à pleine vapeur».

M. Chevrier, qui estime avoir visité 5.000 foyers depuis le début de sa campagne en octobre dernier, soutient que la majorité libérale n'est pas si forte. «On n'a besoin que de 3.000 votes supplémentaires», signale-t-il. Le candidat conservateur, qui

s'entend avec son adversaire libéral pour dire que les problèmes d'habitation sont au centre des préoccupations des électeurs du comté, a annoncé hier qu'il ferait pression pour obtenir la rénovation ou la construction de 10.000 unités de logement dans le comté s'il est élu. Selon lui, il est inconcevable que Montréal n'ait pas encore rénové son centre-ville.

La conviction d'être élu n'est pas moins grande chez le candidat créditiste, M. J. Alfred Lévesque, qui en est à sa neuvième campagne électorale. M. Lévesque s'est présenté au provincial dans Laurier contre l'ex-ministre libéral René Lévesque... pour le Ralliement national.

Depuis, il a été candidat credi-

tiste au fédéral et au provincial, à toutes les élections. A chaque reprise, il a perdu son dépôt, mais il estime que \$200 par élection pour défendre ses idées, ce n'est pas cher. Comptable de profession, M. Lévesque jouit de l'appui de son fils Guy qui a été lui-même candidat créditiste à deux reprises. Bref, une histoire de famille qui n'est pas prête de se terminer.

En tout, 10 candidats sont sur les rangs dans le comté de Saint-Jacques. C'est un étudiant de McGill, M. David A. Rowley, qui y représente le NPD. Les autres candidats sont Arnold August, marxiste-léniniste, Robert Champlin, parti libéral, Claire Durant, communiste, Patricia Méthivier, indépendant et Serge Rainville, Union populaire.

Shefford: Rondeau serait troisième

par Georges LAMON
envoyé spécial de LA PRESSE

GRANBY — Dans le camp libéral du jeune candidat de 23 ans Jean Lapierre, celui que M. André Ouellet présente comme «le député du coin depuis trois ans», on jubile déjà. Et pour cause! Depuis que deux sondages-maison publiés par la station radiophonique CHEF de Granby le donnent «gagnant» avec une majorité d'environ 8 p. cent des répondants sur le conservateur Gerald Scott, le jeune libéral se voit déjà le successeur de l'indépendant Gilbert Rondeau. Ce dernier ne recueille que 5 p. cent de l'intention de vote alors qu'il y aurait 50 p. cent d'indécis.

«On est convaincu de gagner, insiste l'ex-chef de cabinet de M. Ouellet, d'autant plus que nous avons une organisation parfaite qui fait d'ailleurs toute la différence. Et le parti y met le paquet».

La région qui avait déjà eu droit à la visite des ministres itinérants André Ouellet et Jean Chrétien recevra aussi prochainement celle de M. Marc Lalonde et du premier ministre Pierre Trudeau, le 17 mai à Granby.

Cela démontre que l'élection de M. Lapierre est encore loin d'être acquise. Il faut dire que les deux principaux candidats dans la lutte, le libéral et le conservateur, se livrent une véritable bataille rangée de promesses électorales. C'est une course contre la montre pour celui qui annoncera un projet avant l'autre. Ainsi pendant que M. Scott annonçait vendredi son intention, s'il était élu, de faire construire des logements pour des personnes âgées, M. Lapierre, lui, annonçait un projet de construction de 25 unités de logements pour les personnes âgées de Roxton Pond en banlieue de Granby. Pendant ce temps, le député indépendant Gilbert Rondeau joue la carte de l'émotivité auprès de ses électeurs.

«Votre député est-il un homme dangereux?», lit-on dans un de ses dépliant électoraux. Des criminels qui ont commis des meurtres ou des crimes crapuleux n'ont jamais eu de menottes aux mains ni de chaînes aux pieds. Pourquoi votre député en a-t-il eu? La candidate créditiste Murielle Audette, une mère de quatre enfants de Saint-Césaire, n'échappe pas aux attaques de M. Rondeau qui voit en elle une «supposée créditiste imposée et inconnue de tous».

Selon M. Rondeau, cette candidature ne devrait «pas déranger» son vote mais plutôt diviser ceux des vieux partis, ce qui ne l'a pourtant pas empêché à plusieurs reprises depuis une semaine, mais en vain, d'insister auprès de la créditiste pour qu'elle se retire de la course en sa faveur. Mme Audette a aussi demandé à M. Rondeau de se retirer de la lutte pour pouvoir canaliser le vote créditiste et conserver ainsi Shefford aux créditistes.

Il n'en demeure pas moins que les deux principaux candidats reconnaissent en Rondeau l'homme qui a rendu des services aux gens à tout le moins jusqu'en 1974, époque au cours de laquelle il a commencé à avoir des ennuis avec la justice.

De son côté, M. Gerald Scott, celui que l'on présente déjà comme un autre Québécois «ministériel», mène une campagne sans grand tapage mais une campagne comme il se plaît à dire «positive et efficace», depuis près de deux ans. Tout en admettant que la lutte sera dure, M. Scott compte particulièrement sur les indécis et sur les mécontents.

«Je sais que ce n'est pas gagné, insiste M. Scott, et nous en sommes conscients mais je fais confiance aux gens tout en ignorant mes adversaires car je refuse d'entrer dans le jeu de la démagogie».

Des parterres colorés...

pour embellir votre été!

Il y a tellement de raisons de choisir des plantes annuelles. Elles permettent de disposer durant tout l'été de superbes bouquets de fleurs pour la maison. Elles sont très faciles à cultiver. Et, grâce aux annuelles, votre jardin est entièrement différent chaque été. Peu importe la raison, vous viendrez les choisir chez Perron.

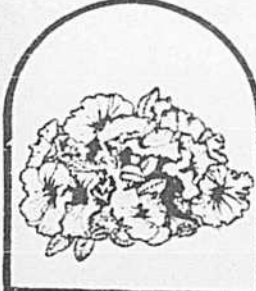
La place nous manque pour indiquer toutes les variétés disponibles; néanmoins, Perron vous offre certainement «la» fleur dont vous rêviez.



Oeillets d'Inde



Geraniums



Petunias

CAISSETTES \$2.50
(sauf indication contraire)

AGERATUM (Agérate) 18 plants par caissette.
ALYSSUM (Alysse) 20 plants par caissette.
ANTIRRHINUM (Muflier, Gueules de loup) Nains, moyens ou géants.
ASTERS (Reine-marguerite) 18 plants par caissette.
BALSAMINE (Pour endroits partiellement ombragés) 15 plants par caissette.
CALENDULA (Souci, Mélange double) 18 plants par caissette.
CELOSIA (Célosie plumaso-genre plume Amarante) 12 plants par caissette.
CELOSIA (Crête de coq) 12 plants par caissette.
CINERARIA (Cinénaire-Dusty Miller argentée) 18 plants par caissette.
CLEOME (Fleur araignée) 15 plants par caissette.
COLEUS (Plante parfaite pour endroits mi-ombragés, ravissantes feuilles ornementales pour jardinières ou bacs à fleurs. Feuilles rouges à bordure verte). 9 plants par caissette.
COSMOS (15 plants par caissette).
DAHLIA (12-15 plants par caissette).
DIANTHUS (Oeillet) 18 plants par caissette.
IMPATIENS (Impatiens - Plante parfaite pour endroits mi-ombragés et ombragés. Choix de coloris). 6 plants par caissette.
LOBELIA (Lobélie) 20 plants par caissette.
MARGOLD (Oeillet d'Inde) Choix de 11 variétés.
NICOTIANA (Tabac odorant «White Bedder») 15 plants par caissette.
PENSEES (18 plants par caissette).
PETUNIA F-1 (Double grandiflora) 12 plants par caissette.
PETUNIA F-1 (Multiflora double) 15 plants par caissette.
PETUNIA (Simple grandiflora) 18 plants par caissette.
PETUNIA F-1 (Simple multiflora) 18 plants par caissette.



Dahlias



Pensées



Zinnias



Des plantes parfaites pour les massifs compactes avec floraison abondante.

PHLOX (18 plants par caissette).
PORTULACA (Pourpier) 20 plants par caissette.
RUDBECKIA (Rudbeckie) 15 plants par caissette.
SALVIA (Sauge) 18 plants par caissette.
GIROFLEES (18 plants par caissette).
SWEET WILLIAM (Oeillets de poète, variété annuelle) 18 plants par caissette.
VERBENA (Verveine) 15 plants par caissette.
VIOLA CORNUTA (petite pensée vivace) 18 plants par caissette.
ZINNIA (Type nain) 18 plants par caissette.
ZINNIA (Type en boutons) 18 plants par caissette.
ZINNIA (Type semi-nain) 18 plants par caissette.
ZINNIA (Géant à fleur de dahlia) 18 plants par caissette.
ZINNIA (Géant à fleur de cactus) 12 plants par caissette.

OUVERT LUNDI LE 21 MAI 1979



Barbiches



Reine-Marguerites

BEGONIA F-1 HETEROSIS (4 plants par caissette) 1.50
8 plants par caissette 2.50
BEGONIA TIBERREUX (Double à fleurs de camélia (Pot de 4") 2.00
CANNAS (Excellentes pour massif en plein soleil. Feuillage vert ou bronze, au choix). Pot de 4" 1.50
DRACENA (Dracena - Plante verte à feuilles étroites pour jardinières et bacs à fleurs). Pot de 4" 2.00
Pot de 6" 4.00
FUSCHIA (Plante idéale pour endroits ombragés) Pot de 4" 5.00
GERANIUM (Plante idéale pour plate-bande ou jardinière). Pot de 4" 1.50
GERANIUM (Hybride sprinter, plante trapue à floraison abondante) Pot de 4" 1.00
VINCA MAJOR (Pervenche à feuilles vertes et blanches pour jardinières). Pot de 4" 1.50



Pour une description détaillée de ces variétés, veuillez consulter notre catalogue général.



LE PLUS GRAND CENTRE DE JARDINAGE AU QUEBEC



w.h.perron

51 ans de service

515, BOUL. LABELLE, Chomedey, Laval, Québec

(1/2 mille au nord du pont de Cartierville, 2e intersection à gauche)
Ouvert: Jeudi et vendredi jusqu'à 9 h. p. m.
Samedi jusqu'à 5 h. p. m.

332-3610

Cinq comtés

Véritable lutte à trois dans la région de Kitchener

par Claude PICHER
envoyé spécial de LA PRESSE

KITCHENER — C'est une formidable lutte à trois que se livrent libéraux, néo-démocrates et conservateurs dans les cinq comtés de la région de Kitchener.

Les trois partis sont à peu près de force égale. Ce sont les indécis (nettement plus nombreux ici que dans le reste de la province, selon les différentes organisations) qui feront finalement pencher la balance, le soir du 22 mai.

Les cinq comtés de la région (Kitchener, Waterloo, Cambridge, Guelph et Brant) ont donné, en 1974, 39 p. cent de voix aux libéraux, 31 p. cent aux néo-démocrates, 30 p. cent aux conservateurs. La nouvelle carte électorale donne trois députés aux libéraux et deux aux néo-démocrates, mais aucune majorité décisive.

325,000 habitants

Kitchener, une grosse ville industrielle de 130,000 habitants, est le cœur de la région. Avec Waterloo, Guelph et Brant (toutes situées dans un rayon de 12 milles de Kitchener), l'agglomération compte 325,000 habitants. Brantford, cinquième grosse ville du groupe, est située un peu plus au sud, à une vingtaine de milles.

Le comté de Guelph a été très peu touché par le redécoupage de la carte électorale. Tradition-

nellement conservateur, il a confié sept mandats consécutifs au tory Alf Hales, une véritable institution locale. La succession de M. Hales, en 1974, a été marquée d'une querelle qui a fortement affaibli le candidat conservateur, et le comté, rompant avec la tradition, envoyait un libéral à Ottawa. Aujourd'hui, la chicane entre tories est finie et le candidat du parti, Albert Fish, un courtier en immeuble de 57 ans, possède une solide organisation, bien décidé à ramener le comté dans le giron bleu. Frank Maine, député libéral sortant, semble d'autant plus menacé qu'il doit surmonter le fort sentiment anti-Trudeau, visiblement très présent à Guelph. Ce comté est le seul de la région où le NPD n'entretient aucun espoir.

Cambridge, tout comme le comté voisin de Waterloo, a longtemps été représenté à Ottawa par la personnalité politique la plus marquante de la région, le néo-démocrate Max Saltzman. L'énorme comté de Waterloo-Cambridge, un des plus peuplés au Canada, a été scindé en deux par le redécoupage de la carte. M. Saltzman, dont le nom a été associé à une affaire judiciaire assez pénible, ne se représente pas cette fois-ci. Son «héritier», l'avocat Marc Somerville, part avec une bonne longueur d'avance (près de 6,000 voix) sur ses rivaux libéral, Lee Palvetzian, et conservateur, Chris Speyer. Ce dernier mène

une campagne très agressive, et il ne serait pas surprenant que la lutte se fasse, finalement, entre néo-démocrate et conservateur. M. Speyer et Palvetzian misent beaucoup sur l'appui des expatriés de M. Saltzman, qui votaient, soutiennent-ils, pour l'homme, et pas pour le parti.

Waterloo

Dans Waterloo, le néo-démocrate Mike Makarchuk compte également sur l'important vote accordé à M. Saltzman en 1974. Mais il a une longue côte à remonter; le redécoupage le place en troisième place, avec 28 p. cent des voix. Deux pasteurs (un mennonite, le libéral Frank Epp, et un presbytérien, le conservateur Walter McLean) sont nez à nez et se livrent une lutte enlevante. M. Epp a commencé sa campagne il y a 14 mois; il en est à sa première expérience politique et ses organisateurs admettent que la vague antilibérale constitue un obstacle majeur.

M. McLean est arrivé en retard dans la course: il a été choisi candidat seulement deux semaines avant le déclenchement de la campagne. C'est cependant un homme très connu (conseiller municipal, membre de nombreuses organisations communautaires).

Dans Kitchener, le député libéral sortant Joe Flynn a été nommé à un poste dans la haute fonction publique fédérale et a

quitté le parti; à Kitchener, on raconte volontiers que c'est plutôt le parti qui l'a quitté... David Cooke, nouveau porte-étendard libéral, est un avocat de 41 ans, non conformiste (il se décrit lui-même comme un «rebel»), à qui le redécoupage accorde une bonne avance de 4,923 voix.

Mais ce coussin n'est pas aussi confortable qu'il en a l'air: le conservateur John Reimer, mennonite farouchement attaché à la bonne morale, à la tradition, à la religion, mène une campagne extrêmement vigoureuse. Le néo-démocrate James Herman semble tirer de l'arrière, mais on lui accorde généralement un bon 25 à 30 p. cent des voix.

Brant

Brant, enfin, est le comté du député néo-démocrate Derek Blackburn. Ses limites sont pratiquement les mêmes qu'en 1974. M. Blackburn y a obtenu une majorité de 2,081 voix. Cela semble assez mince, mais M. Blackburn se dit certain de conserver son siège. Le libéral Jack Bawcutt, son principal rival, est victime du sentiment anti-Trudeau; les voix qu'il pourrait perdre risquent de se déplacer en grande partie dans le camp des conservateurs qui, en 1974, sont arrivés loin derrière les deux autres. M. Blackburn, en somme, profite donc de la rivalité entre les deux grands partis.

Des libéraux écartés veulent faire battre Massé dans Saint-Jean

par Georges LAMON

SAINT-JEAN — Non seulement certains organisateurs libéraux proscrits par le candidat Paul-André Massé dans Saint-Jean souhaitent-ils carrément son rejet par l'électorat, mais en plus ils mettent tout en œuvre pour que cette circonscription électorale passe aux mains du créditiste Jean-Paul Lasnier qui, croient-ils, aurait «le plus de chances de l'emporter sur M. Massé».

Au cours d'une rencontre avec LA PRESSE, une douzaine d'organiseurs et de membres du conseil de direction de l'association libérale locale, le trésorier en tête, partisans de Me Jacques Rancourt, principal adversaire de M. Massé à l'assemblée d'investiture, n'ont pas caché leur profonde humiliation et leur amertume. C'est même bien à contrecoeur qu'ils vantent les mérites du créditiste Lasnier, maire de Sainte-Brigide, faute d'un bon candidat conservateur qui aurait eu «toutes les chances de passer».

Rappelons que les conservateurs avaient récolté en 1974 plus de 9,000 voix. Ce serait, selon certains d'entre eux, «une bonne leçon pour les hautes instances du parti à Montréal si M. Massé perdait l'élection».

M. Paul-André Massé avait été choisi candidat libéral à l'assemblée d'investiture du 8 avril l'emportant sur ses trois adversaires après deux tours de scrutin. Les candidats défaits avaient crié «à la manipulation», les hautes instances du parti s'en prenant même au sénateur Dahlia Wood, ex-présidente de



Dans Saint-Jean, certains ex-organisateurs libéraux travaillent de façon à ce que le créditiste Jean-Paul Lasnier batte Paul-André Massé.

l'association libérale de Mont-Royal et l'une des responsables de la campagne électorale au Québec.

Mais ce que les organisateurs n'avaient surtout pas digéré, c'était leur «mise au rancart» par M. Massé, après son élection, parce qu'il soutenait «vouloir apporter du sang neuf».

On reprocherait par ailleurs à M. Massé d'avoir encastimé l'appui du député péquiste de Saint-Jean, M. Jérôme Proulx et le candidat libéral se serait adjoint dans certains secteurs des organisateurs pourtant reconnus comme des militants péquistes.

pensez à Simpsons... pour de jolies robes-soleil

Prix Simpsons 29⁹⁹

L'été est toujours plus agréable lorsque l'on porte une robe légère. Voici donc de jolies robes-soleil mettant en valeur votre silhouette. Le tissu est souple, la ligne amincissante... c'est un atout féminin bien pratique puisque vous pouvez laver cette robe dans la machine. Seulement 5 modèles représentés de la sélection estivale de Simpsons.

A. Encolure fantaisie, corsage froncé et garni de boutons. 50% polyester / 50% coton, imprimé floral bleu, pêche / rose foncé ou jaune. 7 à 15.

B. Encolure arrondie, volantée et froncée, jupe évasée. Crêpe 50% polyester / 50% coton. Imprimé floral bleu / beige ou rouillebeige. 5 à 13.

C. Encolure carrée, bretelles, poches plaquées, jupe circulaire. 100% polyester soyeux. Imprimé floral rose / lilas, bleu ou jaune. 10 à 18.

D. Modèle fourreau, boutons devant, encolure arrondie. Tissue 100% polyester imprimé floral. Rose pâle / lilas, jaune ou bleu. 10 à 18.

E. Modèle à encolure en V, jupe circulaire ample. Tissue 100% polyester, imprimé rose pâle / lilas, jaune ou bleu. 10 à 18.

Rayon 307, au troisième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez
842-7221 jour et nuit



faites votre choix... robes estivales

Prix Simpsons 19⁹⁹

Des robes... toujours des robes. Voilà ce que vous réserve la saison estivale Modèles 65% polyester/35% coton lavables à la machine, nécessitant peu ou pas de repassage. Tailles 7 à 15/16.

A. Modèle à manches courtes, boutons devant et ceinture nouée. Beige, kaki ou bleu turquoise.

B. Modèle fourreau à manches longues, empiècement devant et au dos, col claudine, poches latérales. Beige, kaki ou vert jade. Rayon 616, au sous-sol. En ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez
842-7221 jour et nuit

Simpsons

McGill

Centre d'éducation permanente

Cours de traduction—Anglais et français

Programme de cours du soir donnant accès à un certificat et à un diplôme après trois et quatre années d'études respectivement.

Examen d'admission les 11 et 13 juin à 19h.

Date limite d'inscription: le 8 juin. Le nombre de places étant limité, on est prié de s'inscrire au plus tôt.

Prière de retirer les formulaires d'inscription au département de langues vivantes, 772 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, PQ, H3A 1G1. Tél: 392-4901.

L'ordre judiciaire n'a pas été appliqué

Le bébé s'en sort sans transfusion

La précaution n'était pas inutile, mais elle n'a finalement pas servi.

Lundi, en effet, les autorités de l'hôpital Victoria s'étaient présentées devant le juge Claude Bisson, de la Cour supérieure, pour obtenir un ordre judiciaire qui leur donnerait la permission de procéder à une transfusion sanguine sur un nouveau-né de six jours atteint de jaunisse.

Même si l'enfant semblait menacé, si on

ne recourait pas à ce traitement, les parents, en raison de leurs croyances religieuses, ne voulaient pas y consentir.

Hier après-midi, toutefois, le médecin traitant, le Dr Judith Gibbs, a révélé que l'on avait finalement eu raison de l'infection dont souffrait le petit, et qui aurait pu causer, au pire, des dommages irréparables à son cerveau.

Bien plus, on a pu le libérer de l'hôpital, il y a quelques heures.

PROFESSEURS DE COMMUNICATIONS

Dans le cadre de ses enseignements et recherches en communication, le département de communication recherche des professeurs dans les disciplines suivantes: Études télévisuelles - communication dans les petites collectivités territoriales - théories des communications sociales (technologie, économie et administration des systèmes de communications, sociologie des communications), psycho-sociologie des organisations, journalisme.

Exigences: Ph.D.; expérience d'enseignement si possible. Dans le cas du journalisme, une expérience professionnelle pertinente est exigée et peut être un équivalent du diplôme universitaire.

Traitement: Selon la convention collective en vigueur.

Les candidats sont priés de faire parvenir un curriculum vitae détaillé avant le 31 mai 1979, à:

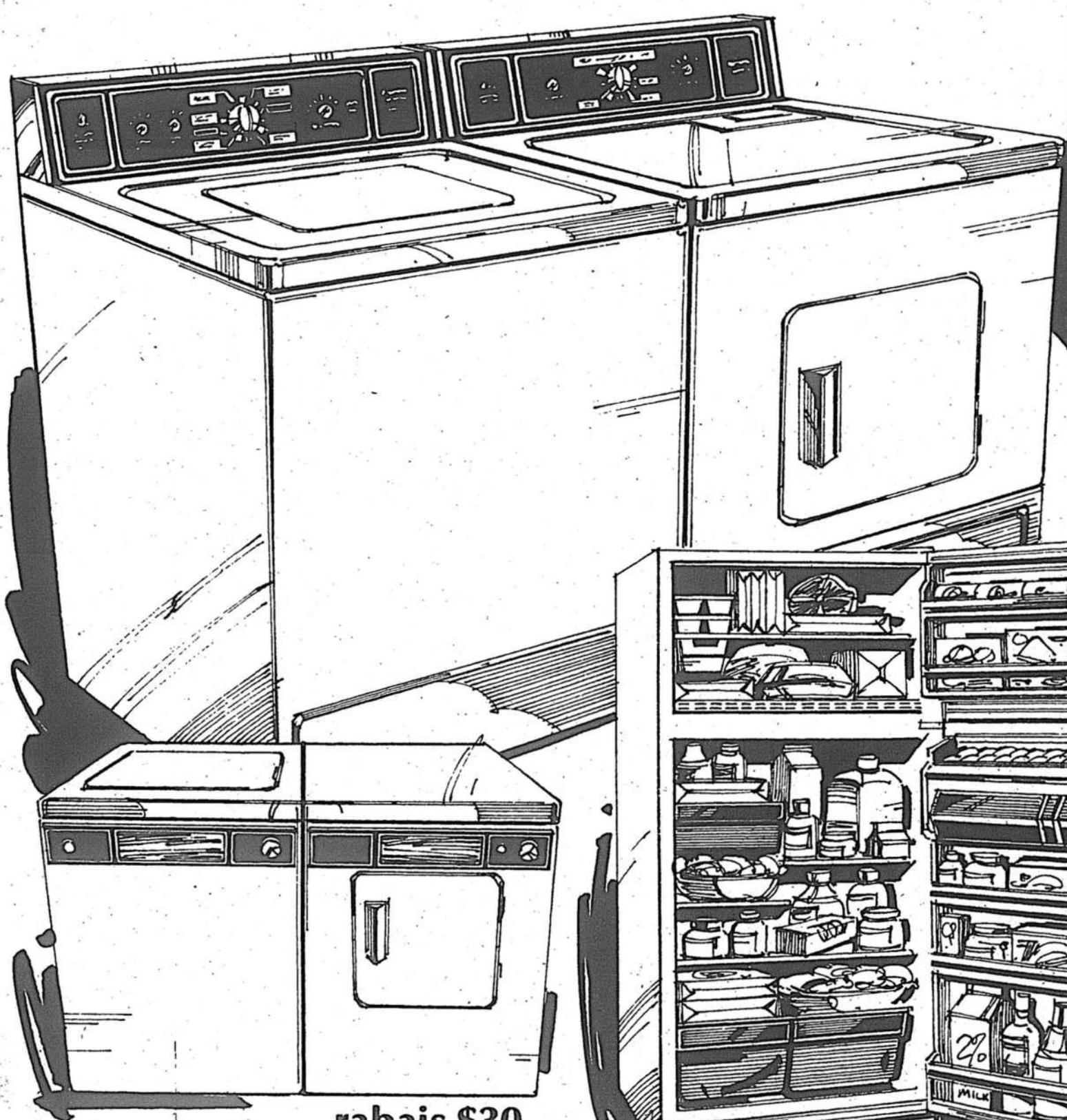
Monsieur Jean-Paul Lafrance, directeur,
Département des Communications
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Québec H3C 3P8

Université du Québec à Montréal

1969-1979 Le réseau de l'Université du Québec: dix ans de réalisations

«Kenmore»...

marque réputée pour ses appareils électroménagers!



rabais \$20
machine à laver
portative

Ord. 439.98

419⁹⁸

A. Modèle automatique à 3 programmes: normal pour lavage moyen, délicat et sans repassage. 2 vitesses de lavage / rinçage pour tout genre de tissu, niveau d'eau variable, agitateur à pales droites. Filtre à charpie. Blanc. Modèle 29300. Couleurs, \$10 de plus.

séchoir automatique
portatif «Kenmore»

284⁹⁸

B. Modèle à 3 programmes: normal (120 min. de chaleur, refroidissement 5 min.); sans repassage; air froid pour rafraîchir couvertures, vêtements, etc. Capacité 6 lb. Filtre à charpie. Bouton-poussoir pour mise en marche. Moteur 1/4 c.v. 115 volts, 60 cycles. Blanc. Modèle 69300. Couleurs, \$10 de plus.

rabais \$30
machine à laver de
luxe à 5 programmes

Ord. 499.98

469⁹⁸

C. Modèle à 5 programmes de lavage: pré-lavage pour articles défranchis, trempage, normal, tricot / tissus délicats, sans repassage. Choix de 5 températures de lavage / rinçage. Agitateur «action jumelle» tournant le linge constamment. Deuxième rinçage facultatif. Contrôle du niveau d'eau. Distributeur d'agent de blanchiment. Filtre à charpie. Autocnettoyant. Blanc. Modèle 48710. Couleurs, \$10 de plus.

Aussi disponible: modèle avec récupérateur d'eau de lessive. Blanc seulement. Modèle 58710... \$30 de plus.

rabais \$20
séchoir «Fabric Master»

ord. 329.98

309⁹⁸

D. Modèle avec dispositif «Fabric Master» arrêtant automatiquement le séchoir lorsque le linge a été séché au degré désiré. Chaleur régressive au fur et à mesure que le linge sèche. Réglage «Touch-up» pour articles sans repassage et cela sans les humecter. Programmes chaleur et air sans chaleur. Filtre à charpie monté sur le dessus. Blanc. Modèle 88710. Couleurs, \$10 de plus.



réfrigérateur
«Kenmore» 17.1 pi. cu.
sans givre

695⁹⁸

G. Modèle à contrôles séparés. Section congélateur à 2 tablettes pleine largeur, appareil à glaçons facultatif. Section réfrigérateur comprenant: 4 demi-clayettes, hydrateurs, garde-viande, compartiment pour produits laitiers et pour les oeufs. Sur roulettes. Extérieur acier fini acrylique. Env. 64 1/4" x 23" x 26 1/2". Blanc. Modèle 79970. Couleurs, \$10 de plus.



congélateur 18.0
pi. cu. «Kenmore»

369⁹⁸

H. Modèle avec serpentins au fond et aux 4 parois, pour congélation plus rapide. Intérieur acier enduit époxy, fond en cuvette facile à nettoyer. Panier empilable. Voyant lumineux de sûreté pour température. Couvercle équilibré. Env. 54 1/4" x 29 1/4". Blanc seulement. Modèle 31870.

rabais \$20
cuisinière 30" avec
four facile à nettoyer

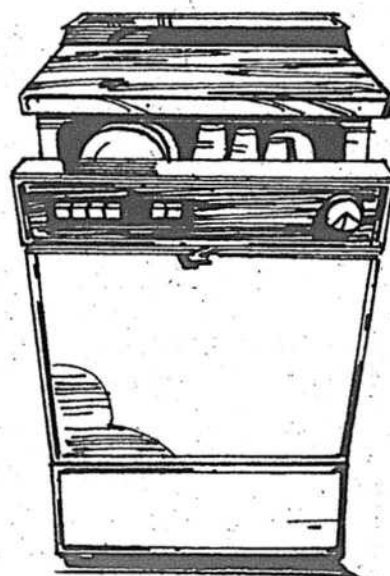
ord. 364.98

344⁹⁸

F. Modèle «Mark 2» avec four programmé par horloge qui se met en marche / cuit / arrête aux temps pré-régulés. Grilloir à chaleur variable... pour des mets succulents, sans éclaboussure! Hublot «Visi-Bake». Deux éléments de 8" et deux de 6" à chaleur infinie. Blanc. Modèle 62090.

Aussi disponible: modèle avec four à nettoyage continu. Blanc. Modèle 62690. Ord. 389.98. Couleurs, \$10 de plus.

369⁹⁸



lave-vaisselle portatif
«Kenmore»

419⁹⁸

I. Modèle à 6 boutons-poussoirs: séchage à chaud séchage à froid, poêles et casseroles, économie d'eau, rinçage / attente, normal. Choix de 2 niveaux de lavage. Séchage par air pulsé. Distributeurs d'agent nettoyant et de rinçage. Blanc. Modèle 79441. Couleurs, \$10 de plus.

Aussi disponible: modèle à encastrer. Modèle 79320. **389⁹⁸**

La marchandise de cette page est disponible chez:

PLACE VERTU, ST-LAURENT
MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD
LES GALERIES D'ANJOU
CARREFOUR DU NORD,
ST-JÉRÔME

Montréal
333-5811
St-Jérôme
432-1130

Aussi disponible à ces
bureaux de vente SEARS:
Châteauguay, Repentigny,
Terrebonne, LaSalle,
Rosemère, Montréal-Nord
et Chomedey.

Sears ET Simpsons

Rayon 430, au cinquième
Aussi à Fairview, aux Galeries d'Anjou,
au Carrefour Laval et aux Promenades
St. Bruno.

842-7221

Simpsons

1/2 Prix

solde de coupons de moquette en vente jeudi dès l'ouverture

La voici... l'occasion tant attendue! Vous pouvez enfin recouvrir tous vos planchers et cela à 50% de rabais! Faites votre choix parmi notre vaste sélection de moquettes: nylon, nylon mixte, «Acrylan» acrylique, «Trivira Star», «Förtron». Grand choix de textures: peluche, «Saxony», coupée-bouclée, torsadée, bouclée en relief. Envers jute ou caoutchouc. Motifs et tons unis. Variés. Dimensions: approximatives: 6' x 12' à 12' x 18'.

EN VILLE

Quan.	Dimensions	Coloris	Prix ord. Simpsons	Vente
1 seul.	12' x 18'9"	beige cachemire	224.50	112²⁵
1 seul.	12' x 17'7"	brun tabac	210.49	105²⁴
1 seul.	12' x 15'4"	rouille	247.62	123⁸¹
1 seul.	12' x 17'9"	ton or	283.56	141⁷⁸
1 seul.	12' x 16'4"	vert	259.60	129⁸⁰
1 seul.	12' x 14'3"	beige	322.62	161³¹
1 seul.	12' x 8'4"	beige	188.59	94²⁹
1 seul.	12' x 17'	rouge vin	384.87	192⁴³
1 seul.	12' x 16'4"	brun moyen	373.56	186⁷⁸
1 seul.	12' x 15'5"	brun moyen	339.60	169⁸⁰
1 seul.	12' x 22'10"	rouille	182.03	91⁰¹
1 seul.	12' x 17'3"	olive	137.54	68⁷⁷
1 seul.	12' x 19'	brun	303.45	151⁷³
1 seul.	12' x 12'	café au lait	195.63	97⁸¹
1 seul.	12' x 15'9"	étain	251.58	125⁷⁹
1 seul.	12' x 13'	vert	256.25	128¹²
1 seul.	12' x 10'10"	vert	187.48	93⁷⁴

FAIRVIEW

Quan.	Dimensions	Coloris	Prix ord. Simpsons	Vente
1 seul.	12' x 18'10"	chêne clair	274.50	137²⁵
1 seul.	12' x 17'6"	brun	256.16	128⁰⁸
1 seul.	12' x 15'	ton or	259.60	179⁸⁰
1 seul.	12' x 13'	cèdre	274.58	137²⁹
1 seul.	12' x 10'	ton or	146.39	73²⁰

ANJOU

Quan.	Dimensions	Coloris	Prix ord. Simpsons	Vente
1 seul.	12' x 8'	brun	372.88	186⁴⁴
1 seul.	12' x 11'	vert	187.72	93⁸⁶
1 seul.	12' x 10'9"	brun	257.71	128⁸⁵
1 seul.	12' x 9'5"	sable	215.76	107⁸⁸
1 seul.	12' x 16'3"	cendré	354.88	177⁴⁴
1 seul.	12' x 15'	vert	356.58	178²⁹

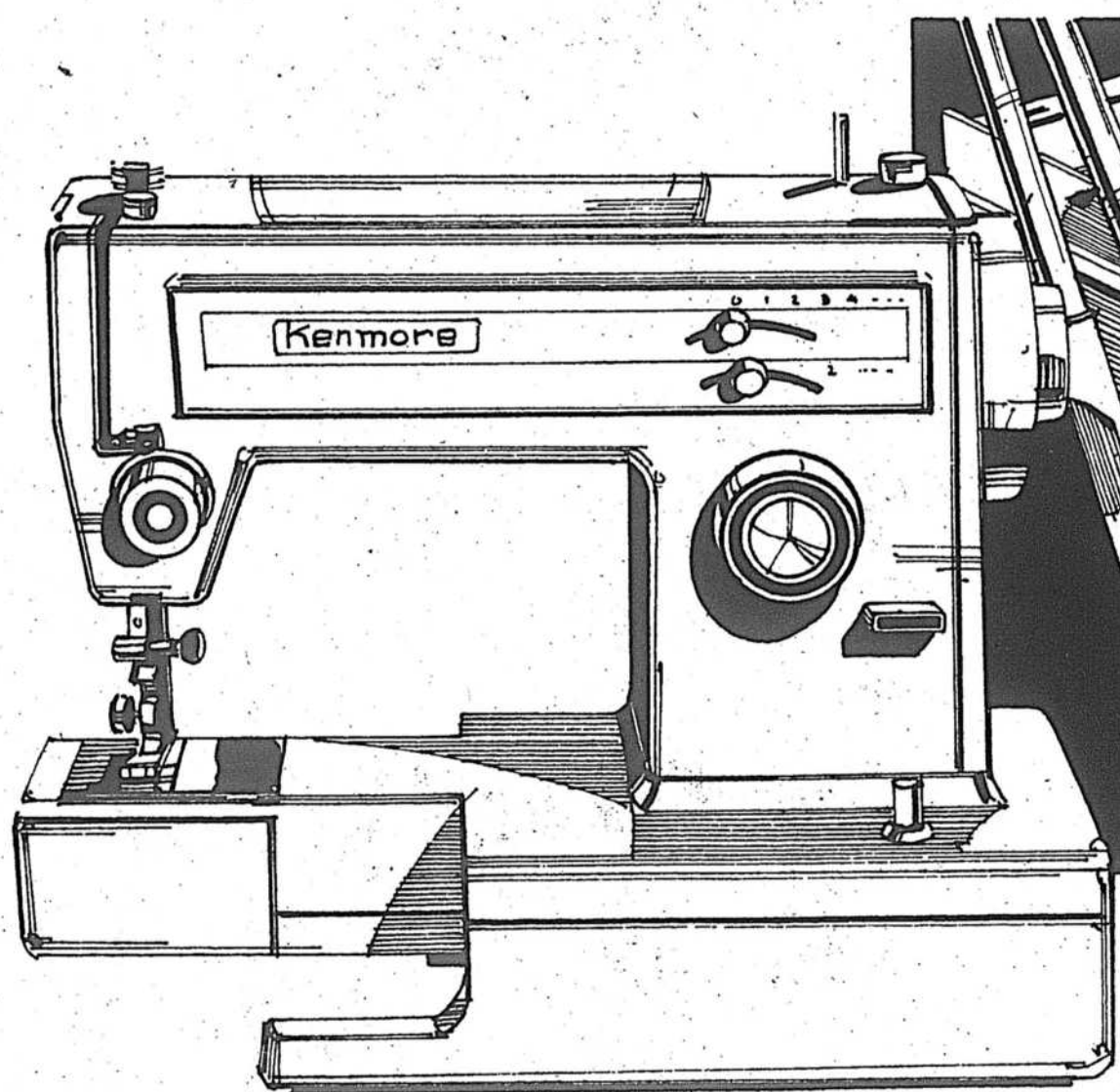
LAVAL

Quan.	Dimensions	Coloris	Prix ord. Simpsons	Vente
1 seul.	12' x 17'6"	brun	279.53	139⁷⁶
1 seul.	12' x 12'	roux	191.68	95⁸⁴
1 seul.	12' x 17'6"	noisette	279.53	139⁷⁶
1 seul.	12' x 18'	sable	472.22	236⁴⁶
1 seul.	12' x 19'	hûtre	369.55	184⁷⁷

ST-BRUNO

Quan.	Dimensions	Coloris	Prix ord. Simpsons	Vente
1 seul.	12' x 11'9"	olive	219.06	109⁵³
1 seul.	12' x 8'	sucré d'érable	167.76	83⁸⁸
1 seul.	12' x 12'2"	beige	214.31	107¹⁵
1 seul.	12' x 15'	cuivre	259.60	129⁸⁰
1 seul.	12' x 19'10"	bleu	369.63	184⁸¹

Quantités limitées. Plusieurs autres articles non mentionnés.
Pour achat en personne seulement.



machine à coudre
bras libre «Kenmore»

\$199

A. Modèle versatile vous permettant d'économiser beaucoup... pour vous-même, votre famille et votre foyer! Machine à coudre bras libre coud facilement ourlets, poignets et manches. Cadran-sélecteur pour choix de 4 points incorporés: 2 tout usage et 2 extensibles. Bobinoir monté sur le dessus, interrupteurs de sûreté pour moteur et lumière. Base amovible transformant votre modèle régulier en modèle bras libre. Instructions comprises. Garantie 25 ans sur pièces mécaniques, 2 ans sur pièces électriques. Modèle 1231.

puissant aspirateur
traîneau «Kenmore»

\$128

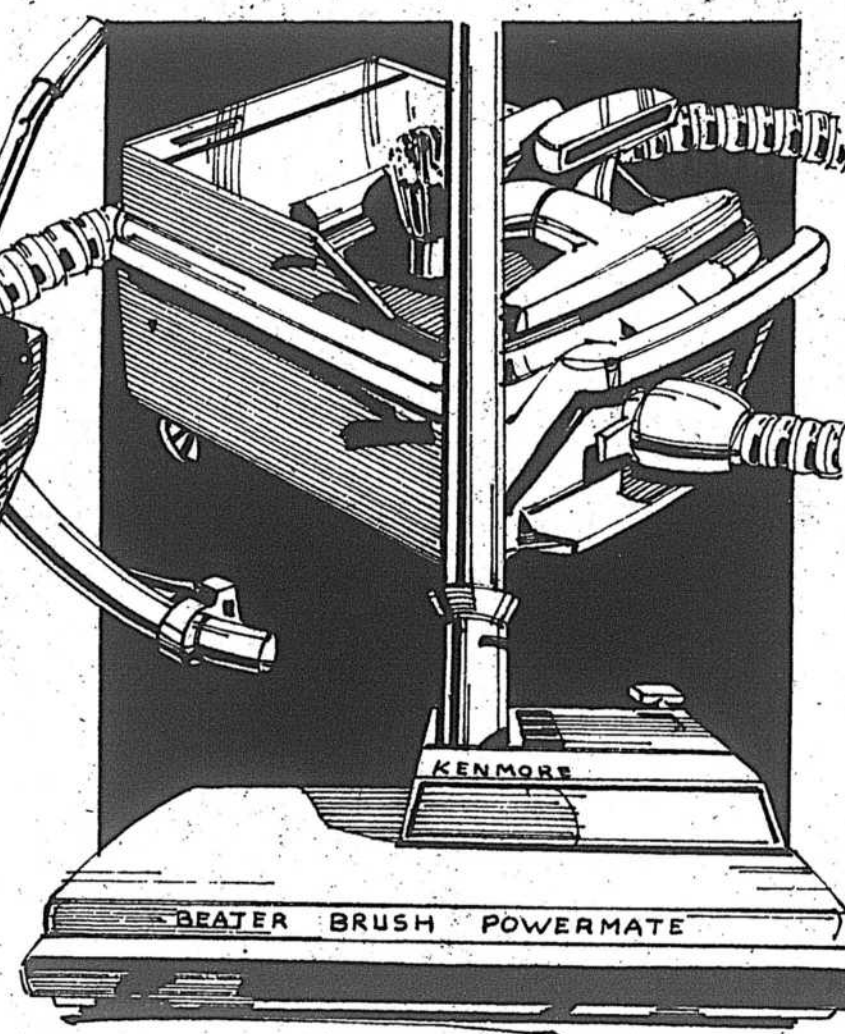
B. Modèle efficace pour nettoyage en profondeur... offert à bas prix! Moteur à 1 turbine, interrupteur à pédale, réglage pour succion latérale. Porte-accessoires comprenant: suceur plat, brosses pour tapis, meubles capitonnés et pour épousseter. Boyau 67", 2 rallonges s'enclenchant. 2 sacs de rechange compris. Modèle 2860. Sac de rechange disponible #5023.

rabais \$60 — aspirateur vertical
de luxe «Kenmore» à 2 vitesses

Prix ord. Simpsons 149.98

89⁹⁸

C. Modèle nettoyant en profondeur grâce à la barre/brosse battante de 11" et au moteur 2 vitesses à turbine jumelée. Hauteur réglable à 4 positions pour tous genres de tapis. Manche 3 positions avec interrupteur pour mise en marche/arrêt. Lumière incorporée. Carter en plastique «Lexon», pare-chocs vinyle enveloppant. Cordon 20'. Sac à poussière compris, capacité de 200 po. cu. Modèle 3870. Sac de rechange disponible #5002.



rabais \$70 — aspirateur
«Kenmore» avec «Powermate»

Prix ord. Simpsons 229.98

159⁹⁸

D. Modèle à 2 puissants moteurs vous apportant un nettoyage vraiment efficace. La puissante succion de l'aspirateur traîneau allié à l'action barre/brosse de battage procure un nettoyage en profondeur. Interrupteur à pédale. Hauteur réglable pour tous genres de tapis. Modèle surbaissé pour nettoyage sous les meubles. Porte-accessoires comprenant: suceur plat, brosses pour planchers, meubles capitonnés et épousseter. Modèle 2894. Commandes acceptées pour tous les modèles représentés.

Rayon 371, au quatrième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit (sauf indication contraire)

**OBTENEZ VOTRE
CARTE D'ACTION**



Pour renseignements, adressez-vous au Bureau de crédit de n'importe quel magasin Simpsons.

de vraies aubaines!

SPÉCIAUX TRANS-COMPAGNIE SIMPSONS



RABAIS \$4 - maillot polo en tricot de confection canadienne pour hommes

Prix ord. Simpsons \$13.

8⁹⁹

Pour l'homme qui aime s'habiller sport, voici de jolis maillots en tricot. Ils sont confortables et faciles d'entretien. Vous les aimerez sans aucun doute puisque ce sont des modèles toujours bien demandés... et grâce au pouvoir d'achat groupé des 21 magasins Simpsons à travers le Canada, vous pourrez aussi économiser \$4! Modèle en tricot polyester/coton lavable à la machine, manches courtes. Tons unis ou fines rayures. Tailles P (36) M (38-40) G (42-44) TG (46)

A. Tons unis. Nouveau col plus petit. Blanc, bleu poudre, écru, marine, rouge ou brun chocolat.

B. Fines Rayures. Col régulier et contrastant. Modèle exclusif à Simpsons. Bleu clair ou beige clair.

Rayon 251, au rez-de-chaussée. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno



INCROYABLE! Jolies sandales en cuir de buffle importées d'Italie et offertes à ce prix!

Spécial Trans-Compagnie

23⁹⁹

Simpsons a acheté l'an dernier ces ravissantes sandales alors qu'elles coûtaient moins. Aussi, grâce au pouvoir d'achat groupé des 21 magasins Simpsons à travers le Canada, nous pouvons vous offrir ces mêmes sandales pour seulement 23,99! Notez les caractéristiques suivantes: • Fabrication en cuir de buffle, création à la mode par un manufacturier italien reconnu • Semelles intérieures coussinées, talons recouverts cuir, brides réglables avec boucles. Choisissez le modèle qui vous plaît le plus ou les deux paires! Pointures AA 7 à 9; B 6 à 9.

A. Modèle sport. Talons compensés et semelles en crêpe. Blanc ou tan.

B. Modèle de ville. Lanières entre-croisées en cuir, blanc ou ivoire.

Rayon 276, au deuxième. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

Obtenez votre Carte d'Action pour renseignements, adressez-vous au Bureau de crédit de n'importe quel magasin Simpsons



**SIMPSONS
PENSE A VOUS!
PENSEZ A
SIMPSONS!**